

CITOYENNETÉ ET PARTIS POLITIQUES

EDITÉ PAR

MOHAMMED ZAKARIA ABOUDDAHAB
HELMUT REIFELD



CITOYENNETÉ
ET PARTIS POLITIQUES

CITOYENNETÉ ET PARTIS POLITIQUES

EDITÉ PAR

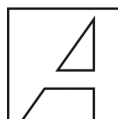
MOHAMMED ZAKARIA ABOUDDAHAB

HELMUT REIFELD



جامعة محمد الخامس - الرباط
كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية

Université Mohammed V de Rabat
Faculté des Sciences juridiques,
économiques et sociales, Agdal



Konrad
Adenauer
Stiftung

*Publié par
Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.*

*© 2017, Konrad-Adenauer-Stiftung e.V., Bureau du Maroc.
Tous droits réservés.*

*Toute reproduction intégrale ou partielle ainsi que la diffusion électronique
de cet ouvrage sont interdites sans la permission formelle de l'éditeur.*

*Les opinions exprimées dans la présente publication sont propres à leurs
auteurs.*

Coordination : Abir Ibourk

Mise en pages : Babel com, Maroc

*Dépôt légal : 2017 MO 4208
ISBN : 978-9954-9666-6-2*

Imprimé au Maroc

Edition 2017

SOMMAIRE

- 7** | PRÉFACE
Helmut Reifeld
- 11** | INTRODUCTION : COLLOQUE SUR
« CITOYENNETÉ ET PARTIS POLITIQUES »
Mohammed Zakaria Abouddahab
- 15** | THE VALUE OF PARTIES FOR CIVIC ENGAGEMENT
AND DEMOCRACY
Karsten Grabow
- 31** | LA RÉALITÉ PARTISANE ET LA LÉGITIMITÉ POLITIQUE
Sanae Kasmi
- 41** | LES PARTIS POLITIQUES MAROCAINS AU PRISME
DE LA SOCIALISATION CITOYENNE
Abdelhamid Benkhattab
- 51** | DES ÉLECTIONS AU MAROC : CRISE DE CITOYENNETÉ
OU CRISE PARTISANE ?
Ghassane Lamrani
- 65** | LA CITOYENNETÉ ET LES PARTIS POLITIQUES COMME
REMPART CONTRE L'OCHLOCRATIE
Yamine Lyamani
- 87** | A LINGUISTIC ANALYSIS OF THE POLITICAL DISCOURSE
OF THE JUSTICE AND DEVELOPMENT PARTY'S
PRE-GOVERNMENT AND IN-GOVERNMENT DISCOURSE
Ismail Bardaoui and Yamina El Kirat Al Allame
- 101** | LA NÉCESSITÉ D'UNE BONNE GOUVERNANCE POUR
RÉUSSIR LA MISE EN PLACE DES RÉFORMES EN FAVEUR
DES CITOYENS
Khalid Moukrite
- 115** | LISTE DES AUTEURS

1	تقديم
	الحبيب الدقاق
19	الأحزاب السياسية في الدستور المغربي لعام 2011
	جواد النوحى
37	المواطنة والمشاركة السياسية في المغرب: مقاربات دستورية
	عبد العزيز لعروسي
51	المواطنة والديمقراطية التشاركية: قراءة في الدستور المغربي
	طامو آيت مبارك
71	الثقافة السياسية الحزبية والمواطنة في المغرب
	محمد الرضواني

PRÉFACE

Helmut Reifeld

Dans toutes les démocraties, la lutte pour la participation parlementaire des partis politiques reste une tâche permanente. En Allemagne par exemple, le résultat des dernières élections législatives pour le « Bundestag allemand » organisées en septembre 2017 constitue un nouveau défi pour les partis politiques allemands dont les habitudes sont, désormais, mises à l'épreuve. Suite au décompte des voix, seules deux configurations politiques demeurent possibles pour la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale, il s'agit soit d'une « grande coalition » composée des deux grands partis traditionnels : la CDU et le SPD, soit d'une coalition dite « jamaïcaine » entre la CDU, les Verts et le FDP. Cette composition serait en elle-même un fait politique inédit, car ces différents partis politiques n'ont jamais été au niveau national réunis ensemble dans une même formation gouvernementale. D'ailleurs, cette composition demeure très probable, surtout après l'annonce faite par le président du SPD qui, le soir des élections, a exclu la possibilité d'une « grande coalition », mettant ainsi le pays face à une situation politique historique : la Jamaïque ou de nouvelles élections.

Conscients du fait que l'organisation de nouvelles élections engendra une crise politique sans précédent, les partis politiques en Allemagne ont vu leur marge de manœuvre élargie et leurs possibilités d'action renforcées. Ce constat concerne principalement les trois partis dits « Jamaïque ». Bien que chacun de ces trois partis ait son propre profil, ses propres intérêts et son propre électorat de base, ils cherchent actuellement les moyens de se réunir dans une coalition, ce qui était impensable jusqu'à maintenant. Cela les oblige, en effet, à réfléchir sérieusement à leur volonté de réaliser des compromis ainsi qu'à l'essence même du mandat électoral, puisque finalement la répartition des sièges au Parlement doit refléter, en principe, l'opinion de la population. Afin de former un gouvernement

viable dans ces circonstances, chacun des trois partis doit sauter « par-dessus son ombre » et repenser entièrement la raison d'être des partis politiques, surtout dans un pays où la démocratie participative est une valeur fondamentale. La crédibilité du Parlement dépend de la crédibilité des partis qui y sont représentés.

Dans une démocratie parlementaire, la politique a besoin de citoyens engagés qui, grâce à leurs idées, leurs revendications et leurs attentes, alimentent les discussions politiques et coopèrent activement dans les institutions politiques pour assurer la représentation efficace et honnête des intérêts du plus grand nombre dans la société. Dans l'idéal, tous les citoyens contribuent à la politique. Tous doivent pouvoir participer aux décisions sur la composition du gouvernement. Toutefois, une démocratie directe, dans laquelle chaque citoyen participe sans intermédiaire aux décisions politiques, n'est pas réalisable dans les sociétés modernes. C'est pour cela qu'une démocratie a besoin d'institutions et d'organisations qui représentent la volonté et les intérêts des citoyens. Ces entités peuvent prendre plusieurs formes telles que les associations ou les initiatives citoyennes. Toutefois, ce sont avant tout les partis politiques qui exercent cette fonction de représentation, en donnant aux citoyens la possibilité d'influencer la politique et les décisions politiques. Ainsi les partis forment-ils un des instruments les plus importants de la politique¹.

Une démocratie moderne et représentative n'est pas envisageable sans partis politiques. C'est dans les partis que se recrutent les élites politiques. Pour pouvoir participer aux élections, les partis doivent essayer de devenir les porte-parole de larges couches de la société. Si les associations et les initiatives citoyennes représentent, en général, plutôt des intérêts particuliers et se concentrent sur quelques questions, les partis politiques doivent, quant à eux, prendre position sur la totalité des questions et des thèmes qui concernent l'ordre et l'organisation d'une société.

Aussi grandes que puissent être les attentes envers les partis, ceux-ci ne constituent néanmoins qu'une partie de l'ensemble

plus grand qu'est la société. Les partis politiques ne sont ou ne représentent toujours qu'une partie de la société. Aucun parti ne peut ou ne doit revendiquer le droit de représenter «le tout». C'est grâce à l'existence et à la concurrence entre les partis que la totalité des opinions et des propositions dans une société peut s'exprimer. Les partis se trouvent dans une situation de concurrence, ils doivent présenter les meilleures propositions pour résoudre les problèmes politiques. Cela signifie également qu'ils se concurrencent pour l'influence et le pouvoir, car sans le pouvoir de réaliser les idées politiques, ils ne peuvent remplir leur mission politique. Les discussions et les controverses, tant à l'intérieur qu'entre les partis, accompagnent cette compétition pour les idées et le pouvoir. Ce sont des éléments légitimes et nécessaires pour le fonctionnement de la démocratie.

Peut-être l'image des partis politiques au Maroc est-elle de temps en temps négative et ambiguë, mais l'importance et le rôle démocratique des partis politiques pour la société civile et la citoyenneté sont évidents : ils représentent et reflètent certains aspects de la société civile parce qu'ils restent en contact avec une partie de la population dans un échange permanent ; ils maintiennent et développent certaines valeurs et idées politiques, et ils organisent et défendent les demandes politiques de leurs clientèles. Pour accomplir cette tâche, il faut que les partis politiques aient une structure démocratique interne (transparente en matière de financement et de travail, ouverte à tous les membres intéressés, participative envers les citoyens) et qu'ils soient accessibles aux demandes de leurs membres.

L'un des plus grands problèmes auxquels les partis sont toujours et partout confrontés est le besoin d'un «leader politique» adéquat. Aujourd'hui, il n'est pas nécessaire qu'il soit le «roi philosophe» tel que le suggérait Platon. Ce n'est également pas l'un des problèmes qui peuvent être résolus simplement en respectant des règlements ou par pur pragmatisme. Dans son célèbre essai sur «la vocation de politique», Max Weber a décrit ce dilemme comme étant un dilemme entre «éthique de conviction et éthique de responsabilité». Ceux qui agissent selon une éthique de conviction basent leurs actes surtout sur leurs principes éthiques et moraux propres sans tenir compte

des conséquences, alors que ceux qui agissent selon une éthique de responsabilité prennent en considération les conséquences éthiques, morales et politiques de leurs actes. Max Weber arriva à la conclusion que les leaders politiques démocratiques ne doivent pas être des politiques de conviction mais des politiques de responsabilité.

Sans doute la démocratie a-t-elle besoin des partis politiques. Dans une démocratie, les partis sont les maillons indispensables entre l'Etat et les citoyens. Toutefois, pour défendre le rôle qui est le leur et ne pas être engloutis, les partis politiques doivent s'adapter aux changements de la société et répondre aux nouveaux défis. Quel que soit le rôle des initiatives citoyennes et des mouvements pour l'innovation politique, l'opposition et la critique, ils ont tous besoin des partis politiques qui assument durablement la responsabilité et doivent se soumettre, à intervalles réguliers, au verdict des urnes.

Les partis politiques assument une fonction de leadership politique à laquelle la démocratie moderne ne peut renoncer – notamment pendant les périodes de grands changements. Les leaders politiques doivent faire preuve de responsabilité et rester constamment à l'écoute des citoyens. A maintes occasions, Konrad Adenauer répétait que chaque parti politique doit être au service du peuple et non à son propre service. Cette exigence n'a rien perdu de son actualité, et les dirigeants des partis et leurs leaders sont appelés à assumer cette responsabilité.

NOTE

- 1 | *Quelques parties de ce texte ont été inspirées du texte de Wilhelm Hofmeister and Karsten Grabow, Political Parties: Functions and Organisation in Democratic Societies, Singapore, 2011.*

Introduction

Mohammed Zakaria Abouddahab

En 2014 et en 2015, respectivement, la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales Agdal-Rabat et la Fondation Konrad Adenauer à Rabat ont organisé deux colloques internationaux portant sur le thème de la citoyenneté. La première édition du colloque a porté sur «La citoyenneté : corrélation des droits et des devoirs», la seconde sur «La citoyenneté responsable, participative et inclusive». La troisième édition, objet de ce livre, a été consacrée au thème «Citoyenneté et partis politiques». Le colloque s'est déroulé les 16 et 17 février 2017, avec la participation de plusieurs universitaires, experts, étudiants et acteurs politiques.

Ce choix n'est pas fortuit. En effet, les partis politiques sont le fer de lance de la dynamique politique de chaque pays. Une dynamique qui génère transformation et circulation des élites.

Constitutionnellement, les partis politiques, comme les autres organisations non gouvernementales (associations, syndicats...) ont pour fonction d'encadrer les citoyens et de s'inscrire dans un jeu politique à même de les porter à l'exercice du Pouvoir politique. Ils sont donc nécessaires à l'alternance politique, celle-là même qui est destinée à assurer une participation politique fluide, par le biais du vote ou de la représentation, aux masses populaires quand bien même son taux est parfois faible.

C'est dire que la corrélation «Partis politiques et Citoyenneté» est justifiée à plus d'un titre, lorsque l'on sait que ces structures sont, pour ainsi dire, le noyau de l'apprentissage et de l'exercice de la démocratie. Néanmoins, l'on sait que ce schéma ou cet «idéal-type» est altéré par plusieurs pratiques qui biaisent le jeu normal de la démocratie selon une compétition libre et transparente, qui laisse place à une vraie circulation des élites. Quid aussi de la place, au sein de ces mêmes partis politiques,

aménagée aux femmes, aux jeunes, et à toutes les expressions opposantes ou dissidentes ?

En octobre 2016, le Maroc a connu des élections législatives, les deuxièmes après l'adoption de la Constitution de juillet 2011 qui, rappelons-le, a prévu que c'est le parti politique qui remporte le nombre de voix le plus élevé qui constitue le gouvernement. Le Parti Justice et Développement (PJD) a, pour la seconde fois consécutive, remporté les élections législatives, suivi du Parti Authenticité et Modernité (PAM). Cependant, durant plusieurs mois, Monsieur Abdelilah Benkirane, le Secrétaire général du PJD, n'a pas pu constituer son équipe gouvernementale, poussant le Roi Mohammed VI, suite à ce blocage, à nommer Monsieur Saâdeddine El Othmani, président du Conseil national du même parti, Chef du Gouvernement et lui a demandé de constituer celui-ci.

Ce « feuilletton » inédit – presque six mois de blocage gouvernemental – n'est-il pas le reflet de la scène partisane du Maroc, des contradictions qui y sont inhérentes, du difficile décryptage du champ politique du pays, etc. ?

Au cours du colloque, plusieurs questions ont alimentées l'argumentaire y relatif :

- *Dans quelle mesure les liens entre les citoyens et les partis politiques sont-ils soudés ?*
- *Quelle image/représentation les citoyens ont des partis politiques ?*
- *Comment les partis politiques remplissent-ils leurs missions de formation, d'encadrement et de représentation ?*
- *Quelles sont les modalités de gestion et de prise de décision au sein des partis politiques ?*
- *Quelle place réserve-t-on aux jeunes et aux femmes au sein des formations partisanes ?*
- *Comment le déphasage entre les processus intra-partisan (vie interne), inter-partisan (compétition entre les partis) et supra-partisan (relations entre partis politiques et les autres institutions) contribue-t-il au discrédit ou la dé-légitimation du système partisan ?*

- *Quel est le poids du cadre juridique dans la construction et la transformation du champ partisan ?*
- *Quel est le degré d'ouverture et de proximité des partis politiques des citoyens ?*

Ces questions et bien d'autres ont donc nourri les réflexions des contributeurs au colloque. Elles sont reflétées dans leurs communications respectives qui ont analysé, de façon approfondie, les différents aspects du lien Citoyenneté et Partis politiques. Il en est ainsi de la participation politique, de la socialisation politique, de la légitimité politique, de la culture politique, des finances des partis politiques ou de leur mode de gouvernance...

La réussite du colloque est l'œuvre d'un partenariat scellé entre des parties prenantes. Celles-ci ont conjugué leurs efforts pour mobiliser des moyens et des acteurs autour de la thématique centrale de la rencontre. Je voudrais ici remercier la Fondation Konrad Adenauer à Rabat en la personne de son représentant résident, Dr. Helmut Reifeld, et la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat-Agdal en la personne de son doyen, Dr. Elhabib Eddaqqaq, pour avoir contribué activement à la réussite de ce colloque. Je remercie également tous les participants au colloque, notamment les contributeurs à ces Actes, ainsi que les membres du comité d'organisation qui en ont facilité le déroulement. Des remerciements spéciaux vont à Madame Sanae Kasmî qui a rédigé l'argumentaire du colloque.

The Value of Parties for Civic Engagement and Democracy

Karsten Grabow

INTRODUCTION

The short and simple truth about the value of parties for civic engagement and democracy is that parties are indispensable for both. Without political parties it would be impossible to organize democracy. Under the desirable condition of universal suffrage parties structure the voter-market and make politics 'user-friendly'. Candidates for public office have at least a framework of action in which they communicate with voters. Without parties all candidates were just individuals who would talk and shout just across each other. Citizens, on the other hand, can recognize positions of different candidates quite easily, given that candidates provide substantial positions. Moreover, parties are channels for civic participation. They offer citizens the chance to engage politically at local, regional and national level. People can do so in other organizations as well, of course. But in order to transform engagement into reality political parties are inevitable. Sooner or later also non-party civic initiatives need parties as allies in order to convert civic engagement into legislation or they transform themselves into parties. The reason is that in most cases only parties participate in elections and send their successful candidates into parliaments where they act as law-makers.

Without parties structured and reasonable politics would be quite impossible. In the words of the German political scientist Nikolaus Werz: "If there were no parties, we had to introduce them immediately" (Werz 2007: 21). They fulfil a bunch of vital system functions that only parties can offer, like the integration of citizens into the political system, the (s)election of candidates for public office, the formulation of programs, the participation

in elections or finally the exercise of government affairs or legal opposition, respectively. In spite of this importance political parties suffer from a rather bad reputation all over the world, however. The reasons for that lie basically in poor exercise of the so-called party functions, even if we have to take into account that these functions are normative imaginations of Western political scientists written especially for parties under democratic conditions. Although variety belongs to the characteristics of democracy the discomfort with parties even in democratic societies stems already from the notion of parties. Per name and per definition they represent only a part of a society. The fine art of party democracy is to integrate and to balance these different parts in a way that it contributes to progress, stability and the common good.

Historically parties were born out of social conflicts as means of either striving for change or defending class or group privileges (Lipset and Rokkan 1967). Although in most democracies these conflicts cooled off significantly in the second half of the 20th century and were rather managed peacefully than brawled, new and hardly fought conflicts arose recently, e.g. over immigration or openness towards global trade, while in numerous transition societal countries conflicts never really were eased. The main reason for discomfort with political parties can be found, however, in their frequent abuse by selfish political entrepreneurs who found or use parties just as vehicles for an individual career or to plunder public resources without any interest to build up and run democratic parties which are rooted into society. Were parties are used like this citizens are not accustomed to acknowledge parties as means for civic engagement but just as instruments of office- and power-seeking elites.

Even if parties have been misused in many times and places they play an important role in all non-totalitarian political systems. In a democracy they are inevitable in order that it works. In the following section I will briefly summarize the so-called 'party functions' which highlight the importance of parties for civic engagement and an intact democracy. This normative part will be followed by empirical findings about typical shortcomings of

parties. The subsequent section then deals with ways to improve party democracy.

PARTY FUNCTIONS: THE NORMATIVE APPROACH¹

In a democracy, ideally most if not all citizens should be involved in political activities. However, a direct democracy where every citizen is directly involved in all political decisions is not possible within modern mass societies. This is why democracy needs institutions and organisations that represent the will and the interests of the citizens as authentically as possible. These can be interest groups, associations or non-governmental organisations. In particular, the political parties carry out such a representative function. They offer to the citizens the possibility to influence politics and political decisions. In doing so, parties articulate and integrate different interests, visions and opinions. As the German party sociologist Sigmund Neumann (1956) once stated, parties fulfil a double integration: they integrate masses into politics and they integrate parties into the framework of the legitimate political system. To put differently: Parties make politics more comprehensible.

Parties are also the main source for the education and the recruitment of political elites (Duverger 1959: 43). In order to participate successfully in elections, political parties have to be the voice of broad sectors of society. Interest groups or citizens' initiatives normally concentrate more on a limited scope of issues. Political parties, in contrast, are expected to take positions on a broad range of topics that are related to public order and the organisation of society.

Parties are competing amongst each other for the best ways of resolving political problems. They are in competition for influence and power. Without the power to enforce political vision it is not possible to organize a society. Internal discussions and conflicts within, as well as between, the parties accompany this contest for ideas and power.

To participate successfully in the political process and to contribute to the consolidation of democracy, political parties have to demonstrate certain capacities, the so-called party functions. These are, in accordance with Dalton and Wattenberg (2000: 3-18):

- The function of political opinion-making: Parties articulate and aggregate social interests and demands, and express these to the political system.
- The function of socialization and participation: Parties promote the political socialization and participation of citizens. They create a link between citizens and the political system, and they enable political participation of individuals and groupings with the prospect of success.
- The function of integration: Parties integrate various interests into a general political project and transform it into a political program for which they campaign to receive the consent and support of a majority.
- The function of candidate selection: Parties recruit political personnel and promote future generations of politicians: They select persons and present them as candidates for elections.
- The function of legitimation: In establishing the connection between citizens, social groups and the political system, parties contribute in anchoring the political order in the consciousness of the citizens and in social forces. Decisions made by parties and their performance have a direct influence to the degree of legitimation of the entire political system.
- The function of exercising political power: Parties participate in elections to occupy temporarily public offices. Normally in party democracies, a good part of government authorities arise from political parties.
- The function of control. Parties which are not part of the government control the executive branch in order that it respects the constitution and the rule of law. Opposition parties try to become the parties in government later by supplying convincing alternative concepts and personnel.

As laid down before, these functions represent normative concepts of Western political scientists. Taken all these

expectations together it becomes visible why parties are seen as one of the most important political instruments in a democracy. In practice, however, we observe numerous deviations from that norm. On the one hand this has to do with the kind and tradition of how a democracy is organized, on the other with abuses of that norm by elites, especially in non-consolidated democracies or transforming countries.

The understanding of what parties are and which functions they should perform depends on the institutional background, even in consolidated democracies. US American inspired scholars with the background of presidential government therefore show a quite narrow understanding of political parties and highlight the idea of winning. A good example provides Anthony Downs who offered a minimal definition of a party as "a team of men seeking to control the governing apparatus by gaining office in a duly constituted election" (1957: 25). Similarly was the definition by the US scholar Elmer Eric Schattschneider who stated simply: "A political party is an organized attempt to get control of the government" (1942: 35).

Scholars with an institutional background of parliamentary government, in contrast, tend to provide a more comprehensive definition of parties as the long characterization of the German political scientist Ulrich von Alemann may illustrate. For him a party is "a permanent organization of volunteers that offers participation for members and voters, that transforms this kind of input into political influence by selection of political candidates what in turn contributes to political integration, socialisation and self-regulation, and promotes finally to the entire legitimation of the political system" (2003: 11 and 217, translation KG). Here we observe the attempt to fit in all party functions and expectations on them in a long and heavy-to-understand sentence that was a kind of the 'official' party definition in German political science for a long time. Given these high expectations on parties it is no wonder that each empirical deviation is quickly understood as a departure from the norm or as a crisis.

Historically, and this can be stated for sure, the origin of many West European parties can be found in civil society (Duverger

1959: 8-15, Katz and Mair 1995). They were created “outside” the institutions of the state, especially outside the parliament, in the second half of the 19th century by citizens in order to change the old class structures. This was true for liberal and socialist parties and later for Christian democrats while conservative parties (“inside”-parties) were the defenders of the ancient regimes and challenged class privileges. Without digging too deep into European (party) history it seems justified to say that the majority of parties were founded in civil society in order to change their environment with peaceful engagement. A handy metaphor for this kind of engagement was offered by Adam Przeworski and John Sprague (1986) who argued that especially the moderate working-class parties in Europe, i.e. the Social democrats and Labour parties, changed the hard means of class-struggle for ‘paper stones’, i.e. ballot sheets. That history explains why parties in Western Europe were seen as organizations of citizens to engage in politics, and not so much, as for example in the tradition of US political science and presidential government as office- and power-seeking agencies.

SHORTCOMINGS: EMPIRICAL OBSERVATIONS

Over time parties went through significant changes. Founded predominantly in civil society as instruments of civic engagement and political contest parties provided a link between civil society and the institutions of the state. This link has weakened, even in established Western democracies. According to Richard Katz and Peter Mair (1995) parties established a kind of a cartel by the creation of dense networks with state and sub-state institutions like public administration, the transport sector or media. These sectors were used by parties to supply meritorious cadres with lucrative positions, with some national variation, however. In doing so, parties made themselves to some degree independent of the electoral results because these networks served as the often criticized party cartel. In this vein, parties cut the link to their roots, the civil society.

At the same time, however, civil society changed, too. While at the turn of the 19th to the 20th century and during the first

sixty years of the latter the relationship between the people and political parties was characterized by quite stable bonds, especially for left-wing and Christian democratic parties, these bonds weakened since then due to increased wealth, material and social well-being of the people, different preferences how to spend spare-time and how to engage politically. Political action was no longer a bread-and-butter activity but subject to targeted issues. People who felt touched by a problem tended no longer to fight for an improvement by participation in the immobile political parties but in smaller, more flexible and target-oriented, so called single-issue social movements. Even if some of these movements later became political parties in their early days these movements were hard competition for the traditional parties. The former monopole of parties to be the only location for political struggle and to serve as the only legitimate link between civil society and the institutions of the state was broken. New social movements mushroomed from the late 1960s, as for example for peace and disarmament, for women's rights, for cleaner air and better environment, against nuclear power stations and so forth, and challenged the privileged position parties had occupied before.

Since the mid-1980s the traditional parties had difficulties to offer potential followers convincing incentives for political participation between elections. Permanent participation (and education) was once the trademark of West European mass parties. Yet, with increased competition from single-issue social movements and confronted with different life-style habits of the people the traditional parties suffered, if no decrease of votes, a steady loss of members since the 1980s at least (van Biezen, Mair and Poguntke 2012). This was not, as some scholars suspected, a crisis of democracy (see for that discussion for example Grabow 2000: 301). Rather it was a change of civic input due to different expectations, preferences and opportunities by the citizens. Party democracy as such remained intact because it were and still are political parties in most West European countries which organize politics.

Some of the traditional parties were hit severely and replaced by others, however. While the traditional Italian party systems

collapsed already in the mid-1990s, we can find more recent examples in the Netherlands, where first the Christian democrats and later especially the Social democrats came under pressure and Austria where the traditional parties suffered from hard competition by newcomers, e.g. the Neos or Team Stronach, or refreshed competitors like the Freedom Party. A remarkable breakdown of long-lasting parties we could observe recently in France, where the new president ran his successful campaign with a non-party movement while the traditional parties failed.

An exception we can find in Germany, however. Here the two Christian democratic parties show an outstanding degree of electoral stability, although they too, suffer structural problems, like a loss of membership or aging of their volunteers. Yet, written off by some critics CDU and CSU proved their status as successful people's parties throughout decades independent of changes inside their organization. The German Christian democrats exchanged losses of membership for trust and capacity to govern, what seems to be a trustworthy good in current politics.

In other parts of the globe political parties do not play a similar important role as in Europe. Especially under the condition of presidential government parties are frequently loosely organized and spontaneously created or activated frameworks which are used by individual candidates in order to serve their aspirations. Although we can observe a stable party system structure in some presidential systems, too, as for example in the United States, in Mexico or in Uruguay, parties are weaker organized and between elections less present than in the parliamentary systems of Europe.

If presidential government goes together with either weak democracy or political transitions they are least entrenched in society. Repeatedly parties are founded by candidates just for campaign purposes and not to fulfil the other functions as mentioned above. If the knowledge about the party functions in civil society is low, if the conditions for civic engagement are unfavourable due to hard societal conflicts, bad social conditions or threats for political activism, parties are often creations from

above by ambitious elites who run for office but do not care for other party functions like integration of the masses or to offer channels for true civic participation. This is a situation that we can find in many countries of the so-called 'third' or 'second' world, e.g. in North and Central Africa or parts of South East Asia. It is no surprise that the quality of democracy is considered here as poor (Freedom House 2017). Typical shortcomings are for example the suppression of civil rights, corruption and self-enrichment of elites while the economy and social life stagnate.

WAYS TO IMPROVE PARTY DEMOCRACY

Good democracy is party democracy (KAS 2016). Even if there are other organizations which collect individual interests, needs and worries and express them in political discourse only parties and their candidates bring them into legislation. Therefore it is the rule that either social movements or interest groups search for party allies (or vice versa) or transform themselves into political parties.

In order to work effectively parties and party democracy need a legal framework. This framework consists of a democratic constitution that ensures both civic rights and political freedoms as universal suffrage, the right to assembly freely, to create political parties, the right of free information, the right to express one's opinion or religious freedom. Moreover this framework needs a party law that defines duties, the role, the functions, and the limits of parties. While the positive freedoms seem plausible at first glance, limits are of importance, too. In a democracy each political organization and institution must be framed by limits because otherwise there would be the danger of becoming too mighty or being abused. One of the most important limits to parties is financing. Even though there is no ready-made global blue-print for party financing, the general rule is that in a democracy party financing must be transparent. There must be an *independent* institutions *above* parties to which the parties have to report their sources of income and the ways the spent it. This institution can be the national election commission, the president of the parliament or

any other institution. It is crucial, however, that it is independent from political influences and endowed with the power to punish misbehaviour.

Even if a party law is important it is no necessary condition for good party democracy. Democracy depends on the will of rulers who hand over to one moment in time the processes of free assembly, opinion-making, and decision making to the people. Democracy needs the will of the people, too, to make proper use of those opportunities. Together, (former) rulers and their allies on the one hand and the people on the other can establish a democratic political system with checks and balances of state powers and an economic system that serves the public good, not individual ends, if all participating sides act peacefully and patiently. Reality, however, shows that democratic consolidation is a long-term process with no certain outcome. Many attempts to create a (party) democracy failed because of the temptations to take individual advantage. In the end, many transforming countries got stuck half-ways as either "imperfect" democracies or even fell back to dictatorship (Linz and Stepan 1996, Merkel *et al.* 2003). However, for a successful transition to democracy a hard and long way full of compromises and balances is necessary and must be wanted by a critical number of (old) elites and the majority of the people.

As mentioned above, also in consolidated Western democracies parties suffer some shortcomings even if they are not immediately life threatening for democracy. Here, however, we have to distinguish two different kinds of problems. Consequently we have to consider two different kinds of treatment in order to cure these challenges. The one is rising right-wing and national populism that is represented by parties like Geert Wilders' Freedom Party in the Netherlands, the Austrian Freedom Party, the United Kingdom Independence Party, Marine Le Pen's National Front in France, the Alternative for Germany and many others. These parties combine their reluctance against the European Union, of that they say it is a kind of an occupation force that takes away national sovereignty, with immigration, of what these populists say the strangers are threads to national culture and identity and wealth (e.g. Grabow

and Hartleb 2013a). The advance of the right-wing and national populists corresponds in part with the declining capacity of some traditional parties to address the worries of former supporters and to represent them politically. The populists entered that representation gap by claiming only they are the true advocates of native people's worries, but in fact with their tone and their messages they split their societies even further and are a threat for the democratic culture.

Political science and practice have both searched for a long time for successful counter-strategies, mainly without success (e.g. Grabow and Hartleb 2013b). But recently it seems as if practice offered an antidote to the populist propaganda. Both the victorious Dutch prime minister Mark Rutte and his liberal-conservative party on the one hand and the newly elected French president Emmanuel Macron on the other have repelled the attacks from the national right with a combination of convincing political results or concepts, respectively, and clear stance to their values.

The other challenge is not an acute challenge for democracy but in the long term also important. It is the falling attractiveness to engage in political parties for a longer period of time, especially by younger people. In order to stay vital parties should offer better incentives for lasting participation. All efforts they have made so far, like more direct vote by members, trial membership or temporary affiliation with limited inner-party voting rights, attracted only the activists who participated already before or were blocked by professional party secretaries and full members who saw their roles undermined by these approaches.

New proposals point to the intensified use of social media in party organization. The ideas are to let members vote on party affairs online and to build up networks of like-minded party followers beyond local or regional organization (Burmester, Sälhoff and Wachinger 2015: 46-51). To organize party members on the bases of skills and interests instead of local organization, and to give them the opportunity to link up and to communicate independent of the rigid rules of local party meetings is path breaking but requires a culture shift of the traditional parties and

their organizers who watch carefully about their little 'shires'. A new culture of welcoming new members is required, too, in order not to disappoint those who wish to spend their resources for political participation a party. All too often it happens that new members leave after a while because they feel their engagement not sufficiently appreciated.

CONCLUSION

Despite all shortcomings parties are indispensable for democracy. Parties and democracy are basically two sides of the same coin. Indeed, parties are neither good nor worse per se. Their real value for democracy depends on their inner constitution, their goals and the will of the members and leaders to contribute to democracy. A situation in that an authoritarian party with strict top-down procedures and no membership participation is committed to democracy is hard to imagine. In order to serve as an instrument for civic participation parties must be open to all citizens and organized on the bases of inner-party democracy with elected officials and a party convention as the highest decision-making body.

Organized that way and with a program that aims for general progress and the common good there is no alternative to parties in order to organize and to run a democracy, regardless of the specific type of government organization. In presidential systems parties tend to be organized around a leader with weaker rank-and-file organization, while in parliamentary systems parties tend to be deeper rooted in civil society and to have permanently active organizations on the ground.

Party critics have highlighted repeatedly that either social movements or direct voting-procedures could provide alternatives to party democracy (e.g. Seils 2011) but their arguments are false for two reasons. As sketched above, social movements are usually limited to one or two special issues and do not participate in elections. They prefer other styles of political activity like demonstrations or road blockings in order to get public attention for their demands. Direct democracy, on

the other hand, is rather impossible to organize in large political entities and in most cases the content of voting is too complex for the 'Yes' and 'No' options which referenda usually offer. Moreover, research has shown that the instruments of direct democracy are vulnerable for abuse by either affected or better educated people who lobby for their interests instead of making reasonable politics for all (Vatter 2014: ch. 8).

Therefore, the statement of the advocates of party democracy remains valid: Parties are necessary and helpful instruments of democracy. Well done, they integrate and structure many individual interests and contribute to balance, stability and progress. Without them democracy would be not only "a highly chaotic event", as the Italian party researcher Giovanni Sartori once claimed (1997: 316), it would be also impossible to organize.

NOTE

1 | *Parts of this section are taken from Hofmeister and Grabow (2011: p. 8-17).*

REFERENCES

- Von Alemann Ulrich (2003), *Das Parteiensystem der Bundesrepublik Deutschland*, Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung (Federal Agency of Civic Education).
- Van Biezen Ingrid, Peter Mair and Thomas Poguntke (2012), «Going, going... gone? The decline of party membership in contemporary Europe», *in: European Journal of Political Research*, Vol. 51, No. 1, p. 24–56.
- Burmester Hanno, Philipp Sälhoff and Marie Wachinger (2015), *Impulse für die Volkspartei 2025. Ein Ideenpapier*. Berlin: Das Progressive Zentrum.
- Downs Anthony (1957), *An Economic Theory of Democracy*. New York: Harper & Brothers.

- Duverger Maurice (1959/German, original/French 1951), *Die politischen Parteien*. Mohr: Tübingen.
- Freedom House (2017), *Populists and Autocrats: The Dual Threat to Global Democracy*. Freedom in the World 2017. <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/freedom-world-2017> (lastly retrieved on May 15, 2017).
- Grabow Karsten (2000), *Abschied von der Massenpartei*. Wiesbaden: Deutscher Universitäts-Verlag.
- Grabow Karsten and Florian Hartleb (2013a), «Mapping Present-day Right-wing Populists»; (2013b), «Strategic Responses to the Populists' Advance: Options for Christian Democratic and Conservative Parties», both in: Karsten Grabow and Florian Hartleb (eds.): *Exposing the Demagogues. Right-wing and National Populist Parties in Europe*. Brussels. Centre for European Studies, p. 13-44; 399-409.
- Hofmeister Wilhelm and Karsten Grabow (2011), *Political Parties: Functions and Organisation in Democratic Societies*, Singapore: Konrad- Adenauer-Stiftung.
- KAS (Konrad-Adenauer-Stiftung 2016), *The Better Democracy. Principles for a representative order*, Berlin: Konrad-Adenauer-Stiftung.
- Katz Richard and Peter Mair (1995), «Changing Models of Party Organization and Party Democracy. The Emergence of the Cartel Party», in: *Party Politics*, Vol. 1, No.1, p. 5-28.
- Linz Juan J. and Alfred C. Stepan (1996), *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Baltimore und London: The Johns Hopkins University Press.
- Lipset Seymour Martin and Stein Rokkan (1967), «Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments: an Introduction», in: Seymour Martin Lipset and Stein Rokkan (eds.): *Party Systems and Voter Alignments*, New York: Free Press, p. 1-63.
- Merkel Wolfgang et al. (2003), *Defekte Demokratie*, Vol. 1. Opladen: Leske & Budrich.

- Neumann Sigmund (1956), «Toward a Comparative Study of Political Parties», in: Sigmund Neumann (ed.): *Modern Political Parties. Approaches to Comparative Politics*. Chicago: Chicago University Press, p. 395-421.
- Przeworski Adam and John Sprague (1986), *Paper Stones. A History of Electoral Socialism*. Chicago: University of Chicago Press.
- Sartori Giovanni (1997), «Hay que terminar con las ideas sobre la democracia que primaron en 1968», in: Diego Achard and Manuel Flores (eds.): *Gobernabilidad: Un reportaje de América Latina*, Mexico: Fondo de Cultura Económica y el Programa de Naciones Unidas, p. 310-323.
- Schattschneider Elmer Eric (1942), *Party Government*. New York: Holt, Rinehart and Winston.
- Seils Christoph (2011), *Parteiendämmerung. Oder: Was kommt nach den Volksparteien*, Berlin: wjs Verlag.
- Vatter Adrian (2014), *Das politische System der Schweiz*. Baden-Baden: Nomos.
- Werz Nikolaus (2007), «Demokratie und Parteienforschung», in: Gerhard Wahlers and Karsten Grabow (eds.): *Parteien und Demokratie. Beiträge der internationalen Fachkonferenz zum KAS-Demokratiereport 2007*. Berlin und Sankt Augustin: Konrad-Adenauer-Stiftung, p. 17-23.

La réalité partisane et la légitimité politique

Sanae Kasmi

Les partis politiques sont au cœur de tout système démocratique. Hans Kelsen les qualifie d'«enfants de la démocratie». Leur développement, organisation et action constituent un gage de la légitimité du pouvoir. Ma communication se focalise sur le lien étroit entre les caractéristiques et les modalités de fonctionnement du système de partis au Maroc et le discrédit de l'action politique voire sa dé-légitimation.

Dans la phase de la transition ou de la construction démocratique, l'accent est souvent mis sur le système partisan et le rôle de ses acteurs non seulement pour asseoir la démocratie mais aussi pour la consolider. Leur rôle consiste à socialiser et à intégrer les citoyens à la vie politique ; à agréger les demandes émanant de la société et élaborer les programmes sur lesquels ils se présentent devant les électeurs ; à former et sélectionner les élites.

En effet, il importe de se focaliser sur le degré – sur la valeur même – de l'adhésion populaire, sur la réalité des liens noués entre l'élite partisane et la masse des citoyens ?

Pour comprendre la nature des liens qu'entretiennent les partis politiques avec les citoyens, il est nécessaire de revenir sur l'histoire de ceux-ci (fondation, nom, sigles et logos, filiation, grandes dates et congrès, refondations et scissions), sur leurs structures (statuts, organigramme, finances, composition des instances) et leur fonctionnement (lutttes internes), sur leur base sociale (nombre des militants et électeurs), sur leur position dans l'espace politique (alliés et adversaires, programme et idéologie ou doctrine, moyens d'action).

I. UNE LÉGITIMITÉ PARTISANE D'ORIGINE ÉTATIQUE

Au Maroc, les partis politiques ont du mal à s'implanter dans une réalité politique et sociale déjà construite¹. Au lendemain de l'indépendance, leur reconnaissance par le droit constitutionnel ne les a pas valorisés. Le système de partis en gestation n'a bénéficié que d'une légitimité précaire. D'une part, les partis politiques entendent nouer des rapports étroits avec le peuple pour le convaincre de leur vision du pouvoir et les modalités de son exercice démocratique, ce qui renvoie à l'idée de la division de la société entre majorité et opposition. D'autre part, la monarchie tente d'unifier la société autour de l'idée de l'édification de l'État-nation², ce qui revient à discréditer la thèse du conflit, des factions, et partant les partis politiques. Or, il y a eu un découplage entre la question de bâtir l'État et celle de la construction du système partisan qui est le produit de cette organisation étatique. En définitive, le premier objectif a pris le dessus sur le second. Ainsi, la formule célèbre de S. Rokkan selon laquelle les partis sont des agents de conflit et de son intégration n'a pas droit de cité au Maroc. La mise en place de l'architecture institutionnelle, notamment la Constitution de 1962 et la loi du 15 novembre 1958 et la pratique ultérieure qui en découle, recèle l'objectif de réduire la dimension conflictuelle de la sphère politique.

Étant donné que les partis politiques marocains sont récents, leur émergence est plutôt à concevoir en liaison avec l'État que la société. Autrement dit, faute d'avoir été issus d'une longue maturation des clivages socio-économiques, les partis politiques se sont développés au sein de l'espace public tel qu'il a été défini par le pouvoir central. Ceux-ci ont été intrinsèquement liés à la problématique de lutte pour le partage du pouvoir.

Le système partisan, le pluripartisme tel qu'il a été formellement et indirectement reconnu par la Constitution de 1962, puisaient dans deux types de légitimité, l'une ayant une source historique revendiquée principalement par les partis issus du Mouvement national et l'autre s'inscrit dans le sillage du pouvoir central/monarchique. L'espace public était fortement structuré par le clivage entre deux visons différentes du monde, entre deux

conceptions de l'exercice du pouvoir et l'opinion publique (la partie des citoyens informée seulement capable de comprendre le discours et les enjeux) était témoin de ce débat et cette confrontation entre deux protagonistes clairement identifiés.

En arrière-plan de la construction et du développement du système de partis se profile la problématique du partage du pouvoir et de fixation des modalités de son exercice. Les identités partisans ont été plutôt générées par des arrangements politiques et institutionnels liés à la structure du pouvoir que par les clivages socio-économiques. Ainsi, le choix du régime (monarchie exécutive/monarchie parlementaire) implique la place accordée (marginale/principale) aux organisations partisans. Cela a fonctionné comme « un marqueur idéologique » entre deux catégories de partis politiques : ceux qui puisent leur légitimité dans le pouvoir central (partis dits « administratifs ») et ceux qui cherchent à mobiliser les citoyens et avoir leur soutien, notamment électoral (les partis de la *Koutla* bloc démocratique)

La recherche du consensus par les protagonistes lors de la mise en place et l'exercice de l'alternance (1998-2002), a mis en exergue la crise partisane car la logique consensuelle a maintenu les forces politiques dans un état de confusion doctrinale inhérente à leurs positionnements politiques. Les principaux partis avaient tendance à renoncer à leurs missions d'encadrement au profit d'une dynamique partisane consacrée dans son ensemble à la course électorale et à l'accès aux différentes instances de décision. Ces dynamiques ont amorcé une *cartellisation* des partis politiques dans la mesure où l'on relève des indices qui témoignent d'un resserrement des liens entre l'État et le système de partis et une distanciation entre ces derniers et les citoyens.

En effet, les partis politiques donnent une signification aux choix des électeurs et ils œuvrent de sorte que ces choix effectués lors des élections se traduisent en décisions dans la sphère politique.

L'idéal de la démocratie, aussi bien substantielle que procédurale, a acquis une grande importance dans les dernières

années dans la mesure où il promet un "cercle vertueux" liant le citoyen au gouvernement. Or, si la consécration de cet idéal est vivement revendiquée, en l'occurrence en phase de démocratisation, elle n'est pourtant que partiellement réalisable dans la réalité marocaine.

L'augmentation tendancielle du taux d'abstention dès l'amorce du processus de « démocratisation » attire l'attention au problème de la légitimité des partis politiques vis-à-vis des citoyens et renvoie à plusieurs questions à la fois : la dépolitisation des citoyens, la faible emprise des partis politiques sur la société ainsi que le bourgeonnement d'une citoyenneté électorale ou du vote d'opinion³.

II. UNE LÉGITIMITÉ PARTISANE À FONDER SUR LA PROXIMITÉ AVEC LES CITOYENS

L'évolution de la vie politique marocaine, notamment après la proclamation de l'état d'exception, atteste de l'exacerbation du rapport de forces entre les acteurs partisans qui s'opposent au régime et ceux qui soutiennent ses thèses et ses politiques. Pendant cette période, la place de l'acteur partisan, notamment opposant, a été réduite, et son contact avec les citoyens a fortement diminué notamment avec la restriction des libertés d'association, de rassemblement et de presse. Ces libertés fondamentales dites aussi libertés connexes à la liberté partisane sont vitales pour formations politiques et constituent leur quintessence.

Les partis politiques sont des intermédiaires entre la société et l'Etat. Ce sont des personnes de droit privé fondées sur la volonté libre et individuelle des citoyens qui peuvent par le biais de ces structures animer le débat public, influencer la décision politique ou même investir les pouvoirs publics. Cela signifie que toute restriction de la liberté partisane se traduit par l'éloignement du citoyen de toute sorte de participation et d'intérêt pour la politique.

L'élargissement de la participation à des forces politiques et sociales, qui a accompagné le processus d'ouverture du régime depuis les années 90, a entraîné la recomposition du champ partisan sans changer fondamentalement les règles qui le réglementent. Le fait que les partis de sensibilités divergentes se rejoignent au sein du même gouvernement, que la pratique du consensus se généralise et aplatit les différences doctrinales, que le courant islamiste endosse le rôle de l'opposition aussi bien dans sa vocation parlementaire (PJD) qu'illégal ou extra-parlementaire (Justice et Bienfaisance), a créé une situation équivoque.

L'ancienne opposition, issue des partis du Mouvement national se réclamant d'une légitimité historique, est victime de l'usure du pouvoir après l'épreuve de l'alternance. La gestion des secteurs sociaux à très faible rente politique l'a pénalisé. En fait, l'alternance a induit une certaine "cartellisation"⁴ du champ partisan dans la mesure où les programmes des formations politiques sont devenus plus semblables et les campagnes orientées vers des thèmes et des objectifs plus consensuels que conflictuels. Il s'en suit que le pouvoir central, se montrant plus "inclusionnaire" envers toutes les forces, a opté pour les coalitions gouvernementales larges, ce qui a davantage affaibli la compétition interpartisanne et rendu la distinction entre les partis du pouvoir et de l'opposition plus floue. La configuration gouvernementale a, par conséquent, constitué un obstacle à la réalisation de l'objectif des partis de la *Koutla* de changer le régime de l'intérieur et a limité leur capacité à conduire les politiques publiques attendues par l'opinion publique. Cela pose, par conséquent, le problème de la relation entre la performance des politiques publiques et la légitimité du pouvoir.

Sur le plan du discours politique, l'on assiste à la célébration par l'élite politique du consensus comme culture politique dominante, des élections honnêtes comme moyens et de la démocratie comme objectif faisant l'unanimité des acteurs politiques.

Dans le cadre de cet « optimisme institutionnel », pour paraphraser Pierre Kende, c'est la situation des partis politiques qui est la plus instructive dans la mesure où elle illustre la

distance qui sépare les progrès formels de la démocratie du développement des comportements démocratiques.

Le morcellement de l'offre partisane, l'absence de performance des coalitions gouvernementales pléthoriques et contre-nature, la transhumance des élus, la permanence des scissions touchant les formations partisanes toutes tendances confondues, l'abstentionnisme électoral, qui ont accompagné le processus de la « transition démocratique » ont rendu illisible la carte politique et ont discrédité l'action et le discours des partis politiques. Désormais, les électeurs se voient offrir le choix entre des visions monocolors du développement de la société, déclinées et nuancées selon les étiquettes partisanes. D'où une certaine nostalgie pour un temps où existait un débat politique entre visions du monde.

C'est dans ce contexte de dysfonctionnement que toutes les formations partisanes ont été appelées, surtout par le Roi, à revoir leurs fondements et de puiser dans des modalités de légitimité autres qu'historique ou monarchique mais démocratique. Il s'agit pour tous les acteurs partisans de regagner la confiance des citoyens après leur discrédit. Mieux encore, le régime lui-même doit renforcer et renouveler les fondements de sa légitimité. Si celle-ci n'est pas contestée, à court et à moyen terme, par l'absence de performance en matière de politiques publiques engagées dans différents secteurs, elle le sera dans l'hypothèse où ces dernières enregistrent un échec permanent avec la succession des équipes gouvernementales. Or, il est question d'asseoir, à long terme, la légitimité (soutien diffus) du régime sur la rationalité du gouvernement (soutien spécifique), c'est-à-dire sa capacité de capter les *inputs* et de répondre positivement aux attentes des gouvernés⁵.

En somme, la dé-légitimation des partis politiques aurait, à long terme, un effet négatif sur la légitimité du régime d'une manière générale.

Par ailleurs, on peut distinguer trois principaux niveaux au sein des partis : l'appareil proprement dit, le « *party in office* » ou le parti-gouvernement qui renvoie aux membres du parti qui

exercent une fonction au sein de l'une des institutions de l'État : parlementaires, ministres ou des élus locaux, et le « parti-électorat », à savoir l'ensemble des citoyens qui s'identifient au parti. Chacune de ces composantes a des stratégies propres qui peuvent tantôt converger, tantôt s'opposer, ce qui explique, d'ailleurs, que leurs relations sont souvent marquées par des conflits et des tensions.

Quant à la relation entre le parti et son électorat, elle renvoie à la délicate gestion du décalage entre « l'offre électorale » (le programme et les promesses électorales) et les attentes ou les « demandes » formulées par les citoyens. Il est question, selon la trilogie de Hirschman⁶, de maintenir la loyauté de l'électorat pour éviter les phénomènes de contestation ou de désengagement qui pourraient se traduire par le vote sanction ou l'abstention. Or, selon Y. Mény et Y. Surel⁷, le risque est grand pour les partis de perdre une partie de leurs électeurs lorsque ces derniers constatent un écart entre leurs attentes et le bilan du travail gouvernemental.

La démarche suivie par les partis gouvernementaux depuis l'alternance (obtenir en premier lieu leurs revendications de réformes politiques pour les uns : gouvernement Youssefi ou des objectifs de moralisation générale du secteur public par exemple) a maintenu à l'écart les préoccupations socio-économiques de la majorité des citoyens. Cela semble entretenir l'image de partis incapables de mener à bien leur propre politique et qui manquent de courage en matière de prise de décision, ce qui a profondément remis en cause leur crédibilité⁸.

D'une manière générale, un sujet ou une personne peut être jugée crédible si l'on est en mesure de vérifier que : « ce qu'elle dit correspond toujours à ce qu'elle pense (condition de sincérité ou de transparence), qu'elle a les moyens de mettre en application ce qu'elle annonce ou promet (condition de performance), que ce qu'elle annonce et met en application est suivi d'effet (condition d'efficacité)⁹. » Or, dans le discours politique, la crédibilité est particulièrement complexe car elle doit satisfaire à la fois aux trois conditions : celle de sincérité, qui oblige à dire vrai ; de performance, qui nécessite de mettre

en œuvre ce que l'on promet et la condition d'efficacité qui doit prouver que le sujet a les moyens d'appliquer ce qu'il promet et que les résultats sont positifs¹⁰.

Si l'on soumet le discours des partis à l'épreuve de cette définition, nous relevons que les conditions citées ne sont pas réunies dans la plupart des formations partisans qui sont passés d'un discours de crise à un discours en crise. En outre, le discrédit qui a atteint l'élite partisane n'a pas affecté seulement son discours mais s'est aussi étendu aux postures, aux faits, gestes et pratiques de ses membres.

NOTES

- 1 | *Même dans le contexte occidental, G. Sartori soutient l'idée que les partis politiques n'ont pas une part dans la construction de l'État-nation. Le système partisan n'y est devenu opérationnel qu'après la résolution de la crise de légitimité du pouvoir et l'acceptation du gouvernement constitutionnel. Giovanni Sartori, Partis et systèmes de partis. Un cadre d'analyse, (traduction en français de Paul-Louis Van Berg), Bruxelles, 2011, p. 53 et suiv. « navires sous-normes » ou « navires inférieurs aux normes » se rapporte aux navires qui présentent des irrégularités dans l'application des normes minimales en matière de sécurité et de sûreté en mer. Souvent, le terme navires sous-normes est associé aux pavillons de complaisance ou pavillons de libre immatriculation.*
- 2 | *Cette idée caractérisait la gestion étatique de la question partisane. Toutes les formations suscitées par le pouvoir central pour contrer les partis issus du Mouvement National s'appellent union, front ou rassemblement. Il s'agit notamment du Front de la Défense des Institutions Constitutionnelles (FDIC), le Rassemblement National des Indépendants (RNI), et l'Union Constitutionnelle (UC).*
- 3 | *Quand le citoyen marocain s'abstient de voter « ce n'est pas qu'il se défie de la démocratie, ce n'est pas qu'il ne comprend pas les enjeux, ce n'est pas qu'il n'a pas de sympathie pour tel candidat ou telle ligne politique. Non, il exprime simplement son ras-le-bol d'être la victime de jeux qui le dépassent », témoigne un candidat aux législatives 1997, Cf. TahaBalafrej, « "Lignes rouges" Témoignage d'un candidat de l'USFP aux législatives du 14 novembre 1997 », Paru dans Libération (Maroc), du 3/12/1997.*
- 4 | *D'une manière générale, la cartellisation renvoie à l'idée de la délimitation, d'un côté, des liens entre les partis politiques et la société et le renforcement de ceux-ci vis-à-vis de l'Etat, d'autre part. Cf. Richard S. Katz and Peter Mair, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: the Emergence of Cartel Party », Party Politics, Vol. 1, 1995, p. 5-28.*

- 5] *Dans le cadre de ce que Michel Dobry appelle paradigme standard de la légitimité du pouvoir politique, la légitimité de ce dernier n'est pas déstabilisée du fait de l'inefficacité ou l'inefficience des politiques publiques engagées. Ce politologue explique que les conceptions qui se rattachent à ce paradigme : « ont en commun une proposition théorique qui énonce la condition fondamentale de la stabilité des systèmes politiques, dont, avant tout, les systèmes démocratiques : sur le court terme au moins, la légitimité de ces systèmes – la légitimité de leurs institutions comme la légitimité de ceux qui occupent en leur sein des positions d'autorité, les gouvernants si on y tient – est considérée comme indépendante des performances ou décisions ou politiques (au sens des policies) que produisent ces systèmes ». Cf. Michel Dobry, « Légitimité et calcul rationnel. Remarques sur quelques « complications » de la sociologie de Max Weber », in Pierre Favre, Yves Schemeil, Jack Hayward, Être gouverné, Études en l'honneur de Jean Leca, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 146.*
- 6] *Hirschman Albert, Exit, Voice and Loyalty, Cambridge Harvard University, Cambridge, 1970.*
- 7] *Mény Yves et Surel Yves, Politique comparée. Les démocraties : Allemagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Paris, Montchrestien, 2009, p. 92.*
- 8] *Nombreux auteurs comparatistes ont mis l'accent sur le déclin de la confiance vis-à-vis des partis dans les différents systèmes politiques. Selon L. Diamond et R. Gunther « Les partis politiques sont les institutions centrales de la démocratie. Mais dans les démocraties du monde – riches et pauvres, occidentales et non occidentales – il y a raisons de croire que la confiance en elles s'estompe graduellement. L'implication, l'engagement et le dévouement pour les partis politiques ne sont plus ce qu'ils étaient. Sont-ils vraiment en perte de vitesse ou sont-ils simplement en train de changer de formes et de fonctions ? Les partis politiques ne sont maintenant qu'un vecteur de représentation des intérêts parmi tant d'autres. Pourtant, ils demeurent essentiels pour le recrutement de leaders, pour la structuration des choix électoraux et pour former le gouvernement. Mais la grande faiblesse et le discrédit qui touchent les partis affectera sérieusement la santé de la démocratie », Cf. Larry Diamond et Richard Gunther (dir.), Political Parties and Democracy, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2001, (page de couverture).*
- 9] *Patrick Charaudau, Le Discours politique. Les masques du pouvoir, Paris, Éditions Vuibert, 2005, p. 91.*
- 10] *« La crédibilité est le résultat d'une construction, construction opérée par le sujet parlant de son identité discursive de telle sorte que les autres soient conduits à le juger digne de crédit. Le sujet parlant – et en l'occurrence l'homme politique – doit donc essayer de répondre à la question : comment faire pour être cru ? Et pour cela doit fabriquer de lui-même une image qui correspond à cette qualité », ibid.*

Les partis politiques marocains au prisme de la socialisation citoyenne

Abdelhamid Benkhattab

INTRODUCTION

La problématique du rôle des partis politiques dans la socialisation politique des citoyens est au cœur du débat théorique de la science politique contemporaine¹. Ce rôle est d'autant plus crucial dans des contextes politiques caractérisés par la transition vers la démocratie, ou plus précisément par la sortie de l'autoritarisme comme celui du Maroc.

Mais, avant toute analyse de cette fonction inhérente aux structures partisanes modernes, il est indispensable de définir les contours des concepts utilisés en l'occurrence : les partis politiques, la socialisation politique et la citoyenneté.

I. CADRE CONCEPTUEL RÉFÉRENTIEL

Les concepts des partis politiques, socialisation politiques et citoyenneté sont intensément sollicités par les analyses politistes contemporaines. Mais leur caractère hautement polysémique et le manque d'accumulation des recherches sur leurs portés théoriques, culturels et sociologiques sont souvent à l'origine même de leurs usages arbitraires.

A. Les partis politiques vous dites ?

D'une manière générale on définit les partis politiques comme des organisations instituées par des hommes se partageant une idéologie et un idéal politiques qu'ils cherchent à imposer lorsque celles-ci arrivent au pouvoir politique.

En fait, deux types de définition se disputent l'identification conceptuelle des partis politiques :

1. La définition politique : dans la littérature politique un parti politique est d'abord «... une organisation durable qui survie à ses fondateurs et dirigeants, dont la volonté est axée sur la prise et l'exercice du pouvoir, seul ou avec d'autres, ainsi que sur la recherche du soutien populaire à travers les élections ou autres manières². »

Ce type de définition laisse ressortir les éléments suivants : la durabilité de l'organisation, le pouvoir politique comme perspective d'action, la recherche du soutien des citoyens, les élections et les autres modes d'action légaux comme moyens pour réaliser les objectifs tracés.

2. La définition Juridique quant à elle perçoit le parti politique comme «une organisation politique permanente dotée d'une personnalité morale, instituée légalement en vertu d'un commun accord entre personnes physiques jouissant de leurs droits civiques, partageant les mêmes principes (idéologies) et poursuivant les mêmes objectifs³. » Il faut dire que cette définition attribue des fonctions bien précises aux partis politiques marocains en parfaite correspondance avec l'article 7 de la constitution de 2011, qui précise qu'ils œuvrent à l'encadrement et à la formation politique des citoyens, à la promotion de leur participation dans la vie politique, à la gestion des affaires publiques, à l'expression de la volonté des électeurs et à la participation au pouvoir. En un mot, les partis politiques sont sensés remplir une fonction majeure dans tout système politique qui est celle de la socialisation politique des citoyens.

B. La socialisation politique qui renvoie à «l'ensemble des mécanismes et processus de formation et de transformation des représentations, des opinions et des attitudes politiques des individus». C'est à dire l'ensemble des processus et des techniques qui permettent aux partis politiques de transmettre et d'inculquer à leurs clientèles les normes et les valeurs politiques par lesquels ils intériorisent les rapports de pouvoir

dans la société. Ce processus revêt une importance capitale dans la formation du citoyen en tant qu'acteur et sujet du droit dans un contexte politique démocratique.

C. La citoyenneté, comme condition et valeur essentielle à l'exercice de la démocratie moderne. Elle repose en général sur trois dimensions juridico-affectives capitales :

1. L'appartenance juridique des individus à une collectivité nationale organisée, en l'occurrence l'Etat marocain, avec tous ses attributs administratifs et juridiques de documents d'identification et de circulation.
2. L'appartenance affective à cette collectivité nationale qui suppose l'existence préalable d'un sentiment d'amour et d'une volonté de vivre en commun avec la communauté des citoyens appartenant au même Etat, en l'occurrence les Marocains.
3. L'appartenance politique qui suppose une identification consciente avec la collectivité nationale, en tant qu'espace humain, territorial et symbolique propre à l'individu, qui, en contrepartie de sa jouissance d'un certain nombre d'avantages et de privilèges politiques tels que: la protection sociale, la sécurité, la participation aux élections et à la gestion des affaires publiques, accepte de se soumettre volontairement à l'autorité de l'Etat et aux charges qui en découlent: paiement d'impôt, service militaire...

La problématique qui se pose dans cette perspective est celle de savoir pourquoi les partis politiques au Maroc peinent, ou n'arrivent plus à assurer leur fonction de socialisation politique des citoyens? Une telle supposition sous-entend naturellement que ladite fonction était d'une manière ou d'une autre bien assurée dans le passé.

En fait cela est partiellement vrai uniquement pour les partis de gauche. C'est à dire pour les partis de masses ayant une identité idéologique de gauche ou marxiste assez forte et qui disposent d'une architecture organisationnelle de type centralisatrice comme le parti du Progrès et du socialisme (PPS), l'Union socialiste des forces populaires (USFP), le Parti socialiste unifié

(PSU), le parti de l'avant garde démocratique socialiste (PADS)... Les partis de droite quant à eux, en raison de leur caractère de partis de cadres, faiblement structurés et centralisés, sont plutôt des appareils électoraux destinés à capter les voix des électeurs lors des opérations électorales et ne disposent de ce fait d'aucune prétention à socialiser les masses.

II. LA DÉINSTITUTIONNALISATION DE LA GAUCHE

L'un des phénomènes saillants qui caractérise la scène politique marocaine et plus précisément la scène partisane durant les deux dernières décennies est la désinstitutionnalisation généralisée des partis de gauche conventionnels. C'est à dire leur délégitimation symbolique qui a débouché sur leur affaiblissement chronique au profit d'une sur-institutionnalisation de certains partis émergeant comme le Parti de l'authenticité et de la modernité (PAM) ou le Parti de la justice et du développement (PJD). Il faut dire qu'à cause des vicissitudes liées à leur création ou à leur référentiels politico-idéologiques, ces nouvelles entités partisans éprouvent une grande difficulté à promouvoir la culture politique de la citoyenneté participative.

En effet, abstraction faite de son discours gauchisant, le PAM demeure un parti attrape tout, qui manque de la cohérence idéologique et qui est organisé de manière à gagner les élections à travers un réseau très efficace de notables. La socialisation politique de ses adhérents n'est pas une vocation qui lui est propre ni une priorité dans son action politique.

Le PJD quant à lui se présente comme un parti de masse dont le référentiel idéologique et l'organisation donnent une importance capitale à la socialisation politique des adhérents. Mais il s'agit là d'une autre forme de socialisation politique, basée plutôt sur l'inculcation des valeurs de sujétion et de soumission à ceux qui détiennent le commandement des croyants. Les thématiques de la morale, de l'obéissance (Taâ), traditions sociales... occupent une place centrale dans l'arsenal idéologique du parti. On est donc devant un type de socialisation qui insiste davantage sur l'obéissance que sur la participation des citoyens.

On peut toujours arguer que même les partis de gauche pratiquent ce type de socialisation, puisqu'il s'agissait pour eux au départ de former le citoyen (socialiste/communiste) discipliné et obéissant. La réponse est affirmative, mais ce type de partis a fortement évolué avec le temps. La dictature du prolétariat n'y est plus d'ordre aujourd'hui. Ils lui ont substitué, depuis l'effondrement du bloc communiste, la libération des citoyens de toute forme d'oppression ou d'exploitation. Autrement dit, au lieu de chercher à instaurer un régime socialiste, il s'agit pour davantage de promouvoir la liberté des citoyens qui n'en bénéficient pas assez dans les systèmes politiques établis. Quand bien même que dans le cas d'un parti de masse comme le PJD, il s'agit de limiter substantiellement la liberté des citoyens qui est censée constituer une menace à l'ordre identitaire et symbolique de la société nationale. Car, l'idéal serait tout simplement de pratiquer une citoyenneté conforme aux préceptes du Coran et de la Sunna.

III. UNE OFFRE POLITIQUE INADAPTÉE

Les partis de gauche au Maroc n'arrivent plus, et ce depuis la fin des années quatre-vingt-dix du siècle dernier, à assurer leur fonction de montreur de conduite des masses, en raison notamment du caractère hautement éclectique de leur offre politique. En fait, derrière la plasticité de l'offre politique de ces partis, se cache une incapacité congénitale à cibler une grande partie des couches sociales, traditionnellement sous-encadrées à savoir : les femmes, les jeunes et plus particulièrement les jeunes ruraux, les amzighes, les étrangers... Il faut dire que l'offre politique de ces partis, n'a jamais été adaptée aux besoins et revendications de ces catégories sociales, étant donnée que la classe ouvrière, constituée habituellement, des hommes majeurs citadins était au centre de leur action de socialisation politique. *A priori*, malgré leur prise de conscience au sujet de la nécessité impérieuse d'ouverture sur ces couches sociales, il existe chez eux une forte résistance au sentier parcouru (*path dependence*), découlant aussi bien du poids de leur histoire respective que des arrangements institutionnels préexistants⁴, qui les empêchent en pratique de diversifier leur offre politique et de dépasser leur perception conventionnelle de la citoyenneté élitique et censitaire.

IV. LE CULTE DU ZAÏM / CHEIKH

Il va sans dire que le culte du Zaïm/Cheikh et l'hypercentralisation organisationnelle des partis de gauche, avaient empêché ces derniers de démocratiser leurs instances et du coup de s'ouvrir sur la société toute entière. L'effort de ces partis était concentré davantage sur la magnification de la personnalité du Zaïm et de ses exploits historiques hors du commun. La mobilisation et la socialisation des nouvelles élites partisanses se fait sur la base d'un schème politique foncièrement oligarchique. Cela débouche sur un recentrement de ces partis sur la personnalité de leur leader politique qui devient le symbole personnifié du parti. Evidemment, dans un tel contexte, le parti fonctionne à l'instar d'une entreprise privée personnalisée. La socialisation politique devient, dans ce sens, un simple processus de fidélisation de la clientèle au chef sans cesse reproduit grâce à une hyper ritualisation de l'action au sein du parti. Cela se passe comme si le parti était une sorte de zaouïa⁵, constituée concentriquement autour de la personne du Cheikh (secrétaire général) et de ses disciples les plus proches (Bureau politique). La socialisation dans un tel contexte organisationnel prend l'allure d'un processus dans lequel les adeptes se livrent à une compétition acharnée pour se rapprocher de la personne centrale du cheikh⁶. Du coup, les idées constituant le substrat même du processus de socialisation au sein de ces partis n'acquièrent leur valeur politique que parce qu'elles émanent précisément de la personne du Zaïm. *A fortiori*, ce type de socialisation renvoie à la culture politique traditionnelle ou la sujétion et l'identification inconditionnelle au groupe constitue la base de toute appartenance politique. Or, les partis politiques en question n'ont aucune garantie quant à la loyauté et à la fidélité de leurs adhérents à l'égard de l'organisation et de ses valeurs référentielles. Ceux-là disposent souvent des référentiels politiques liés davantage aux réseaux relationnels personnels, familiaux et à leurs intérêts corporatistes immédiats. Cela explique, vraisemblablement, l'indiscipline manifeste des adhérents et la prolifération de la scission partisane, ainsi que le phénomène de transhumance politique, chaque fois qu'une crise se profile au sein de ces partis. C'est là une des caractéristiques majeures d'un déficit chronique de socialisation politique de leur personnel politique.

V. SOCIALISATION POLITIQUE ET CONTEXTE AUTORITAIRE

Dans un contexte politique autoritaire, la socialisation des citoyens s'effectue à partir de l'hypothèse selon laquelle les individus sont des réceptacles passifs des règles et des normes sociales et politiques. De ce point de vue, l'individu socialisé n'est pas considéré comme un acteur dans le processus de sa propre socialisation, mais un simple consommateur et reproducteur des règles et des normes qu'on lui inculque autoritairement. Cela se passe comme si le citoyen socialisé n'avait aucune emprise subjective sur le processus de sa transformation en un sujet politique dépersonnalisé. Dans ces conditions la fonction de socialisation politique entreprise par les partis politiques se trouve fondamentalement réduite au processus de dépersonnalisation des citoyens pour les rendre plus réceptifs et plus perméables vis à vis des règles et des valeurs socialement construites et autoritairement diffusées. Les partis politiques agissent dans un tel contexte comme des agents institutionnels de transfiguration des individus, qui deviennent des sujets, dont la participation aux processus de production et de diffusion des normes sociales et politiques est réduite à celle de leur consommation et reproduction. On peut qualifier ce processus de désocialisation politique en ce sens que les individus sont amenés à ne plus participer dans la vie politique que sur la base des informations et des schèmes politiques qu'on leur avait inculqués dans les partis politiques auxquels ils appartiennent. Cela crée chez eux une sorte de désintérêts vis à vis de toutes les choses publiques qui ne figurent pas dans la liste des intérêts de leur propre partis politique. Pire encore, ce processus altère profondément le rapport et la perception de ces individus à l'égard de leur environnement sociopolitique qui devient clivé entre les amis et les ennemis du parti et donc de la patrie toute entière. Il faut dire que la socialisation axée sur la citoyenneté participative et intégrative constitue une menace pertinente à l'ordre politique et institutionnel autoritaire.

CONCLUSION

On ne saurait dire combien les partis politiques modernes, peinent à assumer leur fonction de socialisation secondaire des citoyens en raison notamment des mutations profondes qui secouent l'univers politique moderne et de la perte des repères symboliques et politiques qui servaient jadis de références axiologiques et normatives dans tout processus de socialisation politique. Il faut dire qu'abstraction faite de leur idéologie et de la robustesse de leur architecture organisationnelle, les partis politiques modernes, ne sont plus les acteurs principaux dans le processus de socialisation et de la politisation de la conscience des citoyens. On constate désormais, l'émergence de nouveaux acteurs compétitifs très actifs dans la formation et transformation de la conscience politique générale des citoyens, telles que : les communautés 2.0, les groupes virtuels *transorganisationnels*... dont l'efficacité résulte de l'absence de toute contrainte organisationnelle ou procédurale dans les rapports entre leurs membres. De plus, le déplacement progressif de la politique vers d'autres lieux sociaux, habituellement apolitiques comme, les clubs sportifs, les communautés musicales, artistiques, corporatistes... soustrait aux partis politiques une partie importante de leur clientèle potentielle. A cela s'ajoute l'émergence du phénomène sans cesse grandissant de *l'électoratisation* des partis politiques qui les convertit en machines orientées quasi exclusivement vers la compétition électorale et le drainage immédiat, des voix des électeurs, abstraction faite de leurs convictions et attitudes politiques.

NOTES

- 1 | Percheron Annick, «*La socialisation politique. Défense et illustration*», in Grawitz M., Leca J., *Traité de science politique, Paris, Presses Universitaires de France, t. 3, 1985, p. 165-235.*
- 2 | Cf. La Palombara et Weiner, *Political Parties and Political Development* apud Roger-Gérard Schwarzenberg, *Sociologie Politique, Montchrestien, Paris, 1988, p. 395-396* ; D.-L. Seiler, *Les Partis politiques, Armand Colin, Paris, 1993.*
- 3 | Cf. *article 2 de la loi organique n° 29-11 du 22 octobre 2011 relative au partis politiques*, in B.O., n° 5992 du 3-11-2011.

- 4 | North D. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge : Cambridge University Press, p. 100-101.
- 5 | Cf. Robert Rézette, *Les Partis politiques marocains, Préface de M. Duverger, Paris, A. Colin, 1955, in-8°, 404 pages* (Cahiers de la fondation nationale des Sciences politiques, n° 70).
- 6 | Cf. Abdellah Hammoudi, *Maîtres et disciples : Genèse et fondements des pouvoirs autoritaires dans les sociétés arabes, essai d'anthropologie politique, éd. Toubkal, Casablanca, 2001, p. 77 et suiv.*

BIBLIOGRAPHIE

- A. Downs (1957), *An economic Theory of Democracy*, Harper, New York.
- M. Duverger (1951), *Les Partis politiques*, Armand Colin, Paris.
- Fillieule olivier (dir.) (2005), *Le Désengagement militant*, Paris, Belin.
- Gaxie Daniel (1973), *Les Professionnels de la politique*, Paris, PUF.
- Hammoudi Abdellah (2001.z), *Maîtres et disciples : genèse et fondements des pouvoirs autoritaires dans les sociétés arabes, essai d'anthropologie politique*, éd. Toubkal, Casablanca.
- Joseph La Palombara et Meyron Weiner (1966), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, Princeton.
- Lemieux Vincent (1985), *Systèmes partisans et partis politiques*, Sillery, Presses de l'Université du Québec.
- Lavau Georges (1981), *À quoi sert le Parti communiste français?*, Fayard, Paris.
- Michels Roberto (1971) [1911], *Les Partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques dans les démocraties*, Flammarion, Paris.
- North Douglas (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge Cambridge University Press.

- Offerlé Michel (2002), *Les Partis politiques*, PUF, 1987, 4^e édition.
- Olson Mancur (1978), *La Logique de l'action collective*, PUF, Paris.
- Ostrogorski Moisey (1971) [1902], *La Démocratie et les partis politiques*, Fayard, Paris.
- Percheron Annick (1985), «La socialisation politique. Défense et illustration», in Grawitz M., Leca J., *Traité de science politique*, Paris, Presses Universitaires de France, t. 3, p. 165-235.
- Percheron A. (1993), *La Socialisation politique*, Paris, Armand Colin.
- Sartori Giovanni (1976), *Parties and Party Systems: A Framework for Analysis*, Cambridge University Press, New York-Cambridge.
- Sawicki Frédéric (1997), *Les Réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin.
- Weber Max (1959), *Le Savant et le politique*, Paris, Plon, préface de Raymond Aron (1^{re} éd. 1920).

Des élections au Maroc : crise de citoyenneté ou crise partisane ?

Ghassane Lamrani

INTRODUCTION

J'ai choisi d'aborder cette thématique à travers le volet des élections, dans la mesure où l'opération de vote reste sans nul doute le temps fort de la démocratie, mais aussi demeure parmi les meilleurs moyens d'exprimer ses droits civils et politiques, et par conséquent exprimer et exercer sa citoyenneté.

Comme on le sait tous, et contrairement aux Etats voisins, qui avaient choisi au lendemain de l'indépendance de bâtir des expériences politiques articulées autour du parti unique, avec toutes ses retombées aussi bien économiques et politiques que sociales et culturelles, le Maroc avait opté pour un certain « libéralisme politique », du moins sur le plan de l'architecture des institutions, ajouté à un premier texte constitutionnel, celui de 1962¹, qui installait les premiers traits d'un régime s'approchant des normes libérales.

En effet, la première constitution de 1962, avait interdit le parti unique², ouvrant la voie vers un certain multipartisme, voire une multiplicité de partis.

Il est à signaler aussi, que les deux premiers scrutins, communal de 1960 et législatif de 1963 avaient reflété dans une grande mesure, la volonté des électeurs, et par conséquent, traduisaient la force sociale et électorale des grands partis, en l'occurrence les partis issus du mouvement national.

Notons tout de même, que ces élections affichèrent des taux de participation trop élevés, et ce conformément aux statistiques officielles et aux propos de la presse des partis de l'opposition.

En effet, lors des élections communales de 1960, la participation électorale a atteint une moyenne d'environ 75 % (sur 4 millions d'inscrits, on compte près de 3 millions de votants). L'on était en présence d'une ampleur exceptionnelle de participation, dans le sens où les taux de vote dans les pays en voie de développement à cette époque étaient souvent proches des 50 %³.

Quant aux échéances législatives de 1963, elles affichèrent une importante participation. Ainsi, le taux général est de l'ordre de 73 % ; sur les 4 784 949 électeurs, on compte 3 494 624 votants et 1 238 466 bulletins nuls, soit 3.54 %, une moyenne très proche de celle des communales de 1960⁴.

A vrai dire, on peut parler de deux grandes phases dans l'évolution électorale et partisane au Maroc ; la première qui s'étale des années 60 jusqu'au début des années 90, marquée par une forte mobilisation des citoyens lors des différents rendez-vous électoraux⁵ – attestée aussi bien par les pourcentages de participation électorale officielles, que par le poids politique des formations en présence, meetings et rassemblements électoraux⁶ – et la deuxième phase qui concerne surtout la décennie 2000, qui affiche une baisse remarquable du taux de participation électorale.

Cette situation de non mobilisation électorale a même poussé le ministère de l'intérieur à procéder à une campagne intensive à la veille de chaque scrutin, en vue d'inciter les citoyens à s'inscrire sur les listes électorales, et exercer leur citoyenneté en se prononçant en faveur de l'une des formations politiques en lice.

Il s'en suit que l'on assiste à une situation paradoxale ; dans la mesure où la mobilisation des citoyens était très forte aux années 60, 70 et 80, des années marquées par une intervention de l'Etat dans l'opération électorale (manipulation, falsification, détournement des urnes...) et manipulation de la scène partisane.

Tandis que la phase de la décennie 2000, caractérisée par une certaine ouverture politique, disparition des anciennes pratiques, puisqu'on parle davantage de neutralité négative du

ministère de l'intérieur, ajoutée à la consécration de garanties juridiques et constitutionnelles visant à protéger l'opération de vote contre n'importe quelle falsification ou manipulation⁷, ladite phase annonce les plus grands taux d'abstention dans l'histoire électorale nationale (les élections législatives de 1997 : 58 %, les élections législatives de 2002 : 51 %, les élections législatives de 2007 : 37 %, les élections législatives de 2011 : 45 %...).

Ce qui amène à se demander sur les raisons explicatives d'une telle situation, s'agit-il vraiment d'une crise de citoyenneté ? Ou d'une crise partisane ? Autrement dit, est ce qu'il s'agit d'un manque de conscience en l'importance de l'acte de vote comme acte de citoyenneté par excellence ? Ou bien l'on est en présence de l'inverse ? C'est-à-dire une conscience politique qui se traduit par le refus de l'offre partisane telle qu'elle est ? En d'autres termes, une bonne partie des citoyens qui désertent les élections, conscients de la valeur de cet acte, jugent inutile de se rendre aux urnes, étant donné que la scène partisane et politique ne répond nullement à leurs aspirations.

A vrai dire, plusieurs éléments permettent d'avancer qu'il s'agit beaucoup plus d'une crise qui traverse les partis politiques marocains, que d'un manque de conscience de citoyenneté auprès des citoyens, dans la mesure où l'examen des chiffres des dernières élections surtout depuis 2002, laisse apparaître un constat fondamental.

En effet, les taux d'abstention les plus marquants sont enregistrés au niveau des zones urbaines, qui par le passé affichaient les plus hauts chiffres de participation⁸. Il s'agit ainsi de la classe moyenne connue historiquement pour un haut degré de conscience politique et sa mobilisation pour le vote.

Ce qui veut dire, qu'il ne s'agit nullement d'une indifférence politique, traduisant par conséquent un manque de citoyenneté, mais au contraire d'une position politique consciente, refusant l'offre partisane existante.

En effet, cette situation peut être expliquée par plusieurs raisons relatives surtout à la crise des partis politiques, une crise

d'image, de crédibilité, due à plusieurs explications, dont on peut retirer deux éléments majeurs :

- Le premier est lié au contrôle exercé par l'Etat sur le processus électoral pendant trois décennies⁹, qui n'avait comme résultat que l'accentuation du discrédit de l'opération électorale.
- Le deuxième quant à lui, est lié à la conversion des partis de masses, dits partis issus du mouvement national.

I. LE CONTRÔLE DU PROCESSUS ÉLECTORAL

Le champ partisan national a longtemps fait l'objet de manipulations et d'interventions de la part du pouvoir. Celles-ci ont pris deux formes : la falsification des élections et la fabrication des partis « majoritaires ».

Il s'agit d'une stratégie politique du pouvoir dans sa lutte contre les forces politiques qui avaient une légitimité nationaliste, et qui prétendaient représenter la nation marocaine. En effet, jamais le champ électoral et partisan n'a pu se développer librement sans une mainmise d'en haut. Cet état de fait avait pour conséquence, sur le long terme, la discréditation aussi bien des partis politiques que des consultations électorales.

En effet, L'expérience électorale marocaine entamée depuis 1960, s'est caractérisée par la mainmise du ministère de l'Intérieur sur tout le processus électoral, en commençant par le découpage électoral, qui favorise certaines régions au détriment d'autres et ce pour des considérations politiques visant à privilégier certains acteurs et formations politiques et à éliminer d'autres, en passant par le dépouillement des résultats dont la proclamation suscitait souvent d'énormes critiques et déceptions consécutives, compte tenu de l'ampleur des falsifications et truquages entachant ces consultations électorales¹⁰.

A vrai dire, Le Maroc indépendant a connu l'organisation de 9 scrutins communaux et 8 consultations législatives. Exception faite des premières élections communales et législatives de 1960 et 1963, qui ont relativement montré le poids de l'opposition, en

l'occurrence celui de l'UNFP et du PI, toutes les autres élections qui ont suivi jusqu'à 2002 ont été farouchement critiquées par les partis de l'opposition, dans le sens où ils ne reflétaient pas le poids réel de chaque formation politique, et ne traduisaient pas les vraies audiences et influences de ces derniers au niveau de l'opinion publique.

En plus, l'examen des propos de plusieurs spécialistes, chercheurs, politiciens, permet d'avancer, que les scrutins étaient entachés d'irrégularités flagrantes, ne traduisant pas vraiment les voix exprimées dans les urnes, ce qui s'est traduit sur le long terme par un désespoir d'une large catégorie de citoyens en l'utilité de l'opération de vote.

Et voici quelques exemples et citations qui en témoignent :

– M. Boucetta ex leader du Parti de l'Istiqlal déclare¹¹ «En 1963 la décision fut prise pour combattre le PI, je me suis présenté en tant que candidat à Marrakech, j'ai appelé le gouverneur Mr Tahar Ouassou, pour l'informer de ma candidature, il m'avait reçu le lendemain à son bureau. Lors de la discussion il m'a dit : vous n'allez pas passer lors de ce scrutin suite aux instructions. Effectivement ceux qui sont passés à Marrakech (M. Dbagh) n'avaient aucun lien avec la ville. Les urnes se changeaient totalement».

– La revue *Lamalif*¹² commentant les élections communales de 1976, estime «Les élections communales et municipales du 12 novembre dernier ont prouvé qu'un pas pouvait être fait dans la voie de la démocratie. Une consultation pour la première fois dans l'histoire distinguait le Maroc de la plupart des nations du tiers monde : l'Etat acceptait de jouer un jeu moins pipé ; il tolérait que s'expriment avec moins de brides des points de vue partisans (...) il ne s'agit pas d'oublier ici les innombrables irrégularités, les pratiques scélérates et les traficotages».

– Commentant le scrutin communal de 1983, Alain Claisse¹³ avance «Le dépouillement soulève, lui aussi, quelques difficultés. Dans certaines circonscriptions, les délégués et les scrutateurs des candidats sont expulsés avant le décompte des voix. Dans plusieurs cas mentionnés par l'opposition, les résultats partiels des bureaux de vote et les résultats globaux de la circonscription

ne concordent pas. Il arrive même, semble-t-il, que les procès-verbaux soient modifiés après coup, les battus étant finalement déclarés élus et inversement (...) la précision et l'accumulation des faits mentionnés par les partis tant de la majorité que de l'opposition, le fait qu'il ne soit pas possible aux électeurs d'assister au dépouillement, le non-respect de la loi à propos de l'identité des électeurs, enfin les multiples témoignages que livrent spontanément les électeurs lorsqu'on les interroge, sont autant d'indices révélateurs des manipulations effectuées».

– Dans son étude consacrée au scrutin législatif de 1993, H. Qoronfol met l'accent sur le phénomène d'abstention en écrivant¹⁴ «Il s'avère que l'opération électorale perd, d'une expérience à autre, sa crédibilité et son importance chez les citoyens, et c'est ce que reflète l'abaissement du taux de participation de scrutin à autre, jusqu'au point où le nombre des votants demeure au-dessous de la moitié, notamment si l'on compte les votes nuls, ainsi que le nombre important de citoyens qui refusent de s'inscrire dans les listes électorales».

– Dans le même contexte, K. Jamaii relate le désespoir et la déception engendrée à l'issue des élections de 1993 en écrivant à l'Opinion¹⁵ «Depuis les premières élections de 1963, le scénario semble être toujours le même, l'opposition avertit à chaque fois que sont annoncées de nouvelles consultations que celles-ci risquent d'être entachées par des irrégularités. Mais cela ne l'empêche pas de tenter sa chance. Puis, ces appréhensions se révèlent fondées. L'opposition condamna alors, menace puis se plie et finit par accepter et entériner dans les faits ce qu'elle dénonçait, ce qu'elle condamnait (...) puis arrivent de nouvelles élections, puis se répètent les atteintes au processus démocratique, et s'installe une nouvelle désillusion mais plus profonde que la précédente». Ainsi il en tire la conclusion selon laquelle «les dés étaient pipés».

D'après ces différents propos, il est à remarquer que ces manipulations des résultats électoraux, lors des années 60, 70 et 80 se sont répercutées sur l'attitude d'une bonne partie des citoyens, qui désormais ne font plus confiance en l'opération électorale, même après la disparition de ces pratiques et la neutralité relative de l'Etat par rapport à l'opération électorale,

entamée depuis 2002. Toujours est-il que les anciennes pratiques persistent dans la mémoire de plusieurs ex électeurs.

II. LA CONVERSION DES PARTIS DU MOUVEMENT NATIONAL

Il s'agit ici de mettre en lumière la responsabilité des partis politiques, plus particulièrement les partis issus du mouvement national, dits partis de masses, qui bénéficiaient par le passé d'une grande audience et popularité, attestée que ce soit par leur poids politique, implantation dans les centres urbains, et aussi par l'envergure de leurs organisations de masses.

En effet, ces partis connaissent depuis la décennie 2000, un recul et un affaiblissement de leur audience, compte tenu de plusieurs raisons, liées paraît-il à leur conversion depuis leur entrée au gouvernement d'alternance en 1998. Il s'agit notamment de l'aile gauche du mouvement national, à savoir l'USFP.

L'accès des partis de l'opposition historique (le PI et l'USFP) au gouvernement en 1998 dans le cadre de l'alternance consensuelle, fut un événement majeur générant d'énormes espoirs et enthousiasme, étant donné que le changement longtemps attendu par une large couche de citoyens était enfin réalisé. Mais l'expérience de l'alternance et son bilan controversé aggrava la situation de désenchantement.

Ces deux formations, spécialement l'USFP en raison de sa position oppositionnelle, représentaient l'espoir du changement pour une grande couche des citoyens, compte tenu de leurs poids, histoire, positions distinctes par rapport aux autres partis, leur opposition au pouvoir et surtout leur « virginité » due à leur éloignement des rouages du pouvoir.

En somme, le bilan du gouvernement d'alternance fut jugé négatif. Et voici quelques exemples tirés de la presse et de quelques revues qui illustrent bien la déception un an seulement après la mise en place de ce gouvernement :

- L'éditorial de *Maroc Hebdo* estime que : « Le seul acquis véritable de cette première année de changement, c'est le Premier ministre lui-même. On est tenté d'ajouter : et puis c'est tout¹⁶. »
- L'éditorialiste de *l'Opinion*, M.I. Kaitouni écrit¹⁷ : « Si les couches populaires ont fait preuve de patience et de compréhension à l'égard de la position du gouvernement qui n'a pas annoncé de mesures concrètes et immédiates auxquelles elles s'attendaient pour opérer le changement promis, elles s'attendent à ce que la nouvelle loi de finances traduise les véritables intentions du gouvernement et concrétise ses engagements. »
- A *Al Bayane* on lit¹⁸ : « Un an après, le sentiment est à l'impatience. Les marocains attendaient trop de l'alternance pour pouvoir s'expliquer les retards de son impact sur le quotidien. Sur fond de « micro ruptures » et sans chasse aux sorcières, le rythme semble trop lent ».

Par conséquent, Une grande partie des électeurs ont sanctionné l'USFP en désertant davantage les élections, suite à son expérience d'alternance, et surtout après son prolongement d'un deuxième mandat. Chose confirmée 4 ans après pour le compte des élections législatives de 2007, auxquelles le parti s'est présenté avec un bilan de 9 ans au gouvernement et une image ternie par sa présence relativement longue aux affaires du pouvoir.

En plus des de la déception générale engendrée par l'expérience de l'alternance, il est à signaler que ces partis n'arrivent plus à mobiliser par la voie idéologique, comme par le passé, surtout après la faillite du socialisme et les idéaux de gauche.

Autrement dit, la crise universelle de la gauche à partir des années 90 s'est répercutée négativement sur l'aile gauche issu du Mouvement National, conçue comme une formation de masses disposant d'un projet de société capable d'attirer la sympathie et l'adhésion d'une large couche de la société, la gauche marocaine et plus particulièrement l'USFP principal parti de gauche, ne peut plus mobiliser les citoyens ou encore le corps électoral sur la base intellectuelle, idéologique ou même de programme, son

étiquette est remise en question, c'est la fin de la mobilisation idéologique.

Cette incapacité à mobiliser idéologiquement s'est conjuguée à une crise du militantisme qui secoue ces partis, c'est ainsi qu'au cours de la période plus ou moins marquée par le conflit avec la monarchie, ces partis fonctionnaient comme des partis de militants fermés, et recrutaient parcimonieusement, après vérification et parrainages.

Ainsi ils bénéficiaient du vote politique, contrairement aux autres partis. Autrement dit, « la marque USFP pouvait bénéficier à des anonymes récompensés pour leur militantisme et devant presque tout au parti, des électeurs y votaient pour le parti et non pour la personne, par fidélité à une identification politique, à des symboles, à des moments de socialisation, le candidat investissait alors le répertoire des valeurs (justice, intégrité), de certains combats fondateurs, de la représentation des forces populaires¹⁹ ».

L'intégration de ces partis dans le système et leur normalisation leur avaient permis au fil du temps de décrocher plus de sièges dans les différentes assemblées, ainsi ils sont devenus la cible de plusieurs éléments soucieux de créer de nouvelles possibilités de promotion sociale. Dès lors, plusieurs éléments ne rateront pas l'opportunité d'adhérer à des formations en pleine expansion politique et électorale, d'autant plus qu'ils ne s'opposent plus catégoriquement au pouvoir.

Ainsi, une vague d'adhésions massives va secouer ces partis, dont la plupart ne sont ni socialistes ni communistes ni convaincus de l'étiquette politique de ces partis, mais dont le seul objectif est de satisfaire les intérêts personnels, en vue de promouvoir socialement. Et progressivement ils sont devenus nombreux au sein de la base, pour être représentés au sein de la direction et influencer la ligne politique et les positions qui sont de plus en plus modérées, notamment après l'éclatement et la scission des courants « radicaux » qui assuraient un certain équilibre, et qui étaient contre cette ouverture et contre le relâchement de la combativité.

Cette conversion dans la composition de ces partis, ce relâchement dans la combativité, justifiés par l'alternance et la conciliation historique avec la monarchie, avait fait perdre l'âme de lutte et de militantisme, conjugués à la crise idéologique de la gauche à partir des années 90, et l'émergence de nouvelles valeurs dans la société comme l'individualisme, l'opportunisme, la culture de consommation, ce qui s'est traduit par un rapprochement avec les autres partis connus par leur ligne électoraliste. Ainsi, « la politique s'est transformée en un investissement financier de l'individu, et l'action politique est devenue une adhésion au système qui sert les intérêts propres du membre du parti au lieu de servir les intérêts généraux, et un moyen de promotion sociale et une voie pour acquérir des revenus et bénéfices sans risque²⁰ ».

La crise du militantisme s'est nettement accentuée avec la montée sur scène partisane du phénomène des notables. Amorcé par le PPS, le phénomène de recrutement des notables et des hommes d'affaires ayant déjà bénéficié d'un mandat parlementaire ou communal sous les couleurs d'autres partis qualifiés généralement « partis de l'administration » ou de droite, sera pratiqué par l'USFP, principal parti de militants. « L'ancien parti de militants s'est métamorphosé, à l'échelle électorale, en parti de notables²¹ ».

Les partis politiques en tant qu'organisation ayant un programme, un positionnement vis-à-vis des grandes questions, des valeurs et des idées, agonisent. C'est le déclin de la conception du parti au Maroc, et la consécration de la politique et de l'action politique comme affaire strictement électorale attribuée aux personnes disposant de ressources financières et capitaux capables de recruter des voix.

En effet, « Ces comportements et déviations ont poussé le citoyen à considérer tous les partis comme étant pareils. Ainsi l'USFP, le PPS ou l'UC, tous font les mêmes pratiques (les notables), donc le citoyen n'a aucun intérêt à adhérer à l'USFP ou au PPS, sauf s'il a un intérêt personnel à gagner de cette adhésion ; ainsi les gens conscients, les catégories moyennes ont « levé leurs mains » ; ils constituaient la pierre

angulaire des partis progressistes, avec l'ajustement structurel et l'implantation des valeurs néolibérales dans la société et le changement de la culture et des valeurs, y compris dans les milieux populaires, l'individualisme est de plus en plus régnant, l'intérêt personnel, la contrepartie matérielle du vote, l'opération électorale est devenue une opération commerciale. L'on assiste à un certain opportunisme au sein des directions partisanes²²».

Tous ces éléments évoqués ci-dessus avaient comme conséquence, le discrédit de l'activité partisane, qui demeure pour une large catégorie de citoyens, une affaire des «opportunistes» et représente le clientélisme et l'intérêt privé. D'où l'inutilité d'adhérer à un parti ou même de voter lors des échéances électorales

CONCLUSION

L'abstention électorale demeure une constante des élections marocaines depuis la décennie 2000, traduisant une position politique refusant l'offre partisane et non un manque de conscience ou de citoyenneté.

Il s'agit ainsi d'une crise de crédibilité des ex partis de l'opposition, dits partis du mouvement national, une telle crise qui est due à leur changement aussi bien au niveau identitaire qu'au niveau de leur comportement.

NOTES

- 1 | Voir O. Bendourou, *Le Pouvoir exécutif au Maroc depuis l'indépendance*, Publisud, 1986.
- 2 | Article 3 de la constitution marocaine de 1962 «Les partis politiques contribuent à l'organisation et à la représentation des citoyens. Il ne peut y avoir de parti unique au Maroc».
- 3 | Voir P. Chambergeat «Les élections communales marocaines du 29 mai 1960» *Revue Française de Science politique*, volume 11, numéro 1, 1961, p. 103.
- 4 | Voir O. Marais, *Elections de la chambre des représentants*, AAN 1963, p. 99.

- 5 | *A titre d'exemple, voici quelques chiffres :*
 – les élections communales de 1976 : 66 % ;
 – Les élections législatives de 1977 : 82 % ;
 – Les élections communales de 1983 : 72 % ;
 – Les élections législatives de 1984 : 67 %.
- 6 | *Comme fut le cas lors des deux réunions électorales de l'UNFP à Rabat au stade du quartier populaire de l'océan ainsi qu'au stade de Sidi Maarouf à Casablanca avec 4000 et 15000 assistants, ou même le rassemblement électoral de l'USFP à Casablanca pour le compte des élections communales de 1983, qui a connu l'assistance d'environ 100000 citoyens. Voir à ce sujet G. Lamrani Abstention électorale et partis politiques au Maroc, Bouregrag, édition 2015.*
- 7 | *L'existence d'observateurs étrangers et nationaux lors des différentes étapes de l'opération de vote, la loi sur les partis politiques de 2004 visant à institutionnaliser et démocratiser ces instances, la constitution de 2011 qui pour la première fois attribue aux partis politiques le droit d'exercer le pouvoir ; article 7 de la constitution marocaine de 2011 énonce « Les partis politiques œuvrent à l'encadrement et à la formation politique des citoyens, ainsi qu'à la promotion de leur participation à la vie nationale et à la gestion des affaires publiques. Ils concourent à l'expression de la volonté des électeurs et participent à l'exercice du pouvoir ».*
- 8 | *A titre d'exemple, lors des élections communales de 1960, les taux d'abstention dans les villes ont été moins marqués que dans les campagnes. Avec 79% comme moyenne de participation urbaine, on n'enregistre, en effet, que 20% comme taux d'abstention dans des grands centres urbains comme Casablanca, Rabat et Fès, ce qui prouve l'existence d'une grande maturité politique dans les milieux citadins. Voir P. Chambergeat « Les élections communales marocaines du 29 mai 1960 », Revue française de sciences politiques, p. 103 et 104. Pour les élections législatives de 1963, on trouve tout d'abord les deux préfectures de Casablanca 78% et Rabat 76% qui ont élu en majorité des candidats d'opposition, ainsi que Fès 74%, Marrakech 73,75%, Meknès 74,71%, Ouarzazate 86,13% et Oujda 74,12%.*
- 9 | *Surtout les élections des années 60, 70 et 80.*
- 10 | *G. Lamrani, Abstention électorale et partis politiques au Maroc, op. cit., p. 86.*
- 11 | *Entretien personnel avec M. Boucetta en 2013, voir G. Lamrani, op. cit., p. 87.*
- 12 | *Lamalif, « Elections « Espoirs indécis » », n° 84, novembre/décembre 1976, p. 14 et 15.*
- 13 | *AAN, 1983, Elections communales et législatives au Maroc (10 juin 1983-14 septembre et 2 octobre 1984), p. 643.*
- 14 | *H. Qoronfol, « L'élite politique et le pouvoir : approche sociologique des élections législatives au Maroc », Afrique orient, 1997, p. 295.*
- 15 | *« Le champ politique marocain : les véritables enjeux », L'Opinion du 16/11/1993.*
- 16 | *Le numéro du 30 janvier au 4 février 1999.*

- 17| *Le 4/02/1999.*
- 18| *Le 1/1/1999.*
- 19| M.B. Chraïbi «*La notabilisation parlementaire d'un parti militant au Maroc*», *Revue internationale de politique comparée*, vol. 15, numéro 2.
- 20| *Entretien personnel avec S. Essadi ex membre du PPS. Voir G. Lamrani, op. cit., p. 330.*
- 21| M. B. Chraïbi, op. cit., p. 205. Voir aussi M. Mounchih «*L'élite parlementaire et la problématique de rénovation*» Oujhat Nadar, p. 41-42.
- 22| *Entretien avec S. Essadi.*

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

1. Ouvrages

- Daoud Z. (2007), *Les Années Lamalif*, Tarik éditions et Senso Unico éditions.
- G. Lamrani (2015), *Abstention électorale et partis politiques au Maroc*, Bouregreg édition.
- Qoronfol H. (1997), *L'Elite politique et le pouvoir*, Afrique Orient, (en langue arabe).
- Santucci J.C. (2001), «*Les partis politiques marocaines à l'épreuve du pouvoir*» *REMALD*.
- Tredano A (1996), *Démocratie culture politique et alternance au Maroc*, Editions maghrébines.
- (2000), *L'Alternance du consensus aux urnes*, El Maârif Al Jadida.
- (2008), *Les Elections législatives du 7 septembre 2007, jeu et enjeux d'un scrutin*, numéro 2, CRESS (ouvrage collectif, sous la direction).

2. Revues

- L'Annuaire de l'Afrique du Nord.*
- Oujhat Nadar.*
- Lamalif.*
- Revue internationale de politique comparée.*

La citoyenneté et les partis politiques comme rempart contre l'ochlocratie

Yamine Lyamani

Synopsis

Les partis politiques sont essentiels à l'exercice de la démocratie. Toutefois, ils jouent insuffisamment leur rôle en ce qu'ils se caractérisent tous par un déficit de contrôle de l'action gouvernementale et un abandon de la fonction de socialisation politique. L'apathie qui marque l'action des partis politiques a causé un abandon de citoyens du jeu politique. Comme les citoyens ne sont plus écoutés par les partis ces derniers sont désertés au profit des réseaux sociaux. En effet, la toile est devenue le refuge de tous les citoyens qui se sentent plus forts. Elle permet l'échange, le rassemblement et surtout la protestation. Cette nouvelle forme d'expression politique qui est le résultat de la "morbidesse" des partis politiques conduisant à l'ochlocratie et où la foule exprime son sentiment d'union, défendant les causes de la population. Les réseaux sociaux s'offrent comme une solution, mais ils mènent à une forme de gouvernance qui éloignent les citoyens de l'exercice de la démocratie. Les réseaux sociaux offrent aux citoyens de faire de la politique par procuration, ce qui les éloignent automatiquement de l'idéal démocratique qu'ils attendent. Certes les partis politiques sont devenus défaillants, mais ce n'est pas pour autant qu'il faille les abjurer, pour se réfugier dans un ersatz d'exercice démocratique.

Parler de la politique c'est parler de l'organisation de la vie en société. En démocratie, l'exercice de la politique exige la présence de partis politiques qui sondent, écoutent les attentes des citoyens. Ils sont décrits comme des médiateurs institutionnels entre la société civile et ceux qui prennent les décisions et les appliquent. Ils assurent le lien entre la société civile et les institutions gouvernementales et sont vus comme des composantes nécessaires de tout système démocratique. Les partis politiques sont constitués de particuliers partageant au moins généralement les mêmes visées et opinions politiques, et cherchant à influencer sur les politiques publiques par l'élection de leurs candidats à des charges publiques. Un parti politique est une organisation

regroupant des hommes et des femmes autour d'un projet de société et cultivant la jeune et dynamique volonté de prendre le pouvoir et de le gérer. Les partis politiques sont des instruments de canalisation et d'encadrement des énergies démocratiques¹.

Une démocratie moderne et représentative² n'est pas pensable sans les partis politiques. Ces derniers donnent aux citoyens la possibilité d'exercer, d'influencer et de décider politiquement pour la nation. En outre comme le souligne Michels : « La démocratie ne se conçoit pas sans organisations³. » En d'autres termes, les partis politiques sont inhérents à la démocratie, il est donc impensable de prétendre à la démocratie sans la présence de plusieurs organisations qui se consacrent au fait politique. Pour asseoir leurs présences, les partis politiques nourrissent l'ambition de mobiliser de façon continue les citoyens pour adhérer à leurs programmes politiques dans le but d'avoir une majorité. Chaque parti politique cherche à s'imposer comme représentant d'une population en étant porteur d'un projet de société la conduisant vers un monde meilleur. Ils exposent la justesse de leurs points de vue, et s'activent pour convaincre de la valeur de leurs programmes et leurs objectifs. Ils sont les intermédiaires entre l'État et la société. Leur dénominateur commun est de chercher à influencer l'action collective et les prises de décision. De manière générale, les hommes sont animés d'une passion commune, que partagent même les plus malveillants d'entre eux, pour la tranquillité et la paix, et ils peuvent s'entendre pour affirmer ici-bas leur souci commun de défendre leur survie matérielle, leur sûreté, bases suffisantes pour constituer une cité vivable. Celle-ci reste entachée de transgressions, mais elle n'est pas l'antithèse de la Cité de Dieu dont parle Saint-Augustin pour lequel : « La cité céleste utilise la paix terrestre dans le cours de son pèlerinage sur terre. Elle chérit et désire, autant qu'elle puise sans compromettre sa foi et sa dévotion, la cohérence ordonnée de la volonté des hommes en ce qui concerne les choses qui appartiennent à la nature mortelle de l'homme ; et cette paix terrestre est référée à l'achèvement de la paix céleste⁴. »

Dans une société dite démocratique, les partis politiques constituent sa clef de voûte, une indispensabilité qui se caractérise dans la représentativité des électeurs. A la question,

qu'est-ce qu'un parti politique? Anthony Downs donne une définition bien précise: «un parti politique est un groupe de personnes qui essaie de prendre le contrôle de l'appareil du gouvernement en obtenant une fonction dans les élections tenues en bonne et due forme⁵.» En effet, un parti politique rassemble le plus de personnes pour représenter et défendre les intérêts sociaux de la population. Ils servent ainsi comme des structures pour la participation politique des citoyens. Parallèlement, les partis s'emploient aussi comme l'espace de formation d'une part pour la jeunesse nouvellement affiliée et d'autre part pour les responsables politiques qui, tôt ou tard, assumeront une fonction au sein de la société gouvernante. Les partis politiques participent aux élections dans le but de les remporter afin de gérer les institutions gouvernementales.

Combien même les élections soient importantes pour les partis politiques, ces derniers en attendant les jours des scrutins assument quelques fonctions⁶. Dans la théorie de la démocratie, le citoyen confie, pour une période déterminée (en fonction de la durée du mandat), sa souveraineté à un élu. Toutefois, nous constatons, ces derniers temps, que les partis politiques ne sont plus autant adulé qu'auparavant. Le taux d'adhésion s'affaiblit de plus en plus. Cette réalité éveille on nous une kyrielle de questions. Pourquoi les partis politiques ne sont plus la voix des peuples? Pourquoi les citoyens sont-ils devenus démissionnaires des partis politiques? Pourquoi, même dans les plus anciennes démocraties, les citoyens désertent les partis politiques? Pourquoi les citoyens se réfugient-ils dans les réseaux sociaux pour exprimer leurs revendications? Nous allons à travers notre communication de déconstruire cette nouvelle forme d'expression qui est elle-même une décomposition conduisant à l'ochlocratie.

I. LA CITOYENNETE ET LES PARTIS POLITIQUES

L'émergence d'un État démocratique nécessite entre autres la présence de différents partis politiques dont le rôle est l'animation de la vie politique. Comme le rappelle Hannah Arendt: «La franchise et l'éligibilité sont les seuls droits

politiques et, dans une démocratie moderne, ils constituent la quintessence même de la citoyenneté⁷. » Les partis interviennent à chacune des étapes de la compétition électorale ; ils élaborent des programmes politiques et organisent leurs campagnes électorales visant à la fois leurs sympathisants et au-delà, l'ensemble des électeurs. L'activité de chaque partis politiques se focalise sur les citoyens électeurs pour les convaincre que le programme de tel ou tel parti politique est le plus sûr pour assurer aux citoyens une vie meilleure et un avenir plus prospère. C'est pour cela et dans le cadre des campagnes électorales, ils organisent des meetings, des interventions de leurs membres sur le terrain, faire imprimer des affiches, des tracts, etc. Ils font en sorte à ce que leurs candidats assurent la bonne parole aussi bien à la télévision, qu'à la radio ou dans les journaux pour que la voix des partis et leurs arguments soient à la portée des citoyens. Autant d'actions qui permettent aux partis répandre leurs objectifs à travers leurs candidats. En faisant la promotion des idées auprès des citoyens électeurs, les partis offrent aux électeurs de faire leurs choix lors des élections. Parmi les fonctions des partis, déjà mentionnées et qui nous intéresse le plus, est la formation de l'opinion publique. En effet, les partis politiques sculptent les esprits des citoyens à la chose politique dans un but, leur socialisation politique.

Au Maroc par exemple, depuis son accession au trône, le roi Mohammed VI insistait sur la consolidation des partis politiques en tant qu'école de la démocratie. Pour le souverain : « les partis politiques doivent remplir pleinement leur mission constitutionnelle en matière de représentation et d'encadrement des citoyens, et de formation d'élites aptes à participer aux institutions démocratiques et à servir l'intérêt général. Ce faisant, les partis politiques se doivent de constituer un solide relais entre l'Etat et les citoyens dans des actions complémentaires aux initiatives de proximité des organisations de la société civile. Nous sommes, à cet effet, déterminé à renforcer les formations politiques et à réhabiliter l'action partisane sérieuse, de manière à permettre l'émergence d'un paysage politique fondé sur de puissants pôles aux visions différenciées et claires⁸. » C'est ainsi que la démocratie s'exprime en permettant à chaque citoyen de se construire une opinion et de l'exprimer. Cependant, les partis vont au-delà de

l'animation de la vie politique à travers des débats diffusés dans les médias, pour initier et faire participer les citoyens aux faits politiques. Les partis assument l'éducation politique des jeunes. Un des objectifs majeurs des partis c'est la conscientisation des citoyens, et plus particulièrement les jeunes, à l'intérêt de la politique pour renforcer la démocratie.

Les partis contribuent au bon fonctionnement, voire à l'amélioration, de la vie politique des citoyens en sélectionnant leurs candidats parmi les citoyens pour une bonne représentativité. Dans les démocraties modernes, les partis, leurs dirigeants et leurs membres sont constamment confrontés à de nouvelles questions. Ils doivent prendre position par rapport aux événements politiques et ainsi réagir adéquatement aux changements de la société. A ce propos, dans son travail de recherche doctorale⁹, Nadia Bouddane montre que l'absence de changement dans les organisations les condamnent au pervertissement des esprits des acteurs du système entrepreneurial. Pour Nadia Bouddane, refuser le changement c'est solenniser la stagnation qui mène *ipso facto* à la consommation de toute organisation ou même son extirpation. En s'inspirant du monde de l'herpétologie et en particulier les serpents, elle constate à juste titre que la nature se base sur le changement. En effet, si le serpent *ne change pas* de peau, il *meurt*. Il en va de même pour les entreprises comme pour la politique. Si le discours politique propose des changements et œuvre pour les installer, il sera forcément crédible parce qu'il est dans l'ouvrage actif de la transformation et de l'amélioration.

Chaque parti politique œuvre pour faire adhérer plus de citoyens au sein de ses rangs. Sans les partis politiques, il est difficile pour les citoyens de faire entendre leurs revendications et de participer à la vie politique puisque les partis sont la voie de communication normale pour se faire entendre. La présence de différents partis dans un système politique est synonyme de démocratie qui permet aux citoyens de se mouvoir avec plus de liberté et de responsabilité pour faire leurs choix. Une nation qui se dit démocratique se dote d'un système politique ouvert permettant à différents partis politiques d'y participer. Le citoyen ne peut vivre sa citoyenneté si le champ politique est clos.

Dans les régimes totalitaires, il n'existe qu'un seul parti dont les membres ne peuvent s'écarter de la ligne du parti, ni oser exprimer leurs libertés et leurs revendications en plein public. Dans la pensée de H. Arendt, le totalitarisme est le début du nouveau mal politique. En effet, Pour H. Arendt :

« le totalitarisme représente la négation la plus absolue de la liberté humaine (...) le totalitarisme révèle une crise beaucoup plus profonde ; en effet, il révèle une crise des facultés, mentales en particulier une profonde affliction et défaillance de l'exercice même de la pensée et du jugement¹⁰ ». Contrairement, dans une démocratie, un citoyen est adulé par les partis politiques, de son côté le citoyen fait confiance aux partis politiques et œuvre à la dynamique de la vie politique de son pays.

Au Maroc, la loi marocaine confirme le rôle assigné aux partis politiques par la constitution et précise davantage leurs tâches en tant qu'instruments d'encadrement et d'éducation politique des citoyens. En effet, l'article 3 de la loi affirme que : « Les partis politiques concourent à l'organisation et à la représentation des citoyens. Ils contribuent à ce titre à l'éducation politique et à la participation des citoyens à la vie publique, à la formation des élites capables d'assumer des responsabilités publiques et à l'animation du champ politique. » En effet, selon l'article premier de la loi marocaine n° 36-04 relative aux partis politiques, elle dit : « Le parti politique est une organisation permanente et à but non lucratif, dotée de la personnalité morale, instituée en vertu d'une convention entre des personnes physiques, jouissant de leurs droits civils et politiques et partageant les mêmes principes, en vue de participer, par des voies démocratiques, à la gestion des affaires publiques ¹¹. » Les partis politiques s'activent pour exercer de l'influence sur la formulation de la volonté politique et la politique générale qui vise le long terme et dans de nombreux domaines. Contrairement aux associations politiques qui se focalisent sur une action bien déterminée est une localité bien précise. Les partis doivent participer de manière régulière aux élections. Un parti doit disposer d'une organisation propre et surtout durable qui ne se limite à s'activer durant les élections et une fois ces dernières s'achèvent, ils suspendent leurs activités.

II. LE CREPUSCULE DE LA PARTISANERIE POLITIQUE ET L'EMERGENCE DE L'OCHOCRATIE

La situation politique de ces derniers temps au Maroc indique un fort désalignement des citoyens face aux cadres de la compétition démocratique. Idéalement : « dans les démocraties, les citoyens se consacraient à la vie politique, ils se comprenaient d'abord eux-mêmes comme participant à la "polis" ; et la polis se constituait à partir de ce en quoi ils étaient essentiellement solidaires c'est-à-dire les intérêts originaires ont dévolus à l'ordre et à la justice¹². » Le modèle de la démocratie pluraliste est, plus que jamais, au cœur du consensus civique dans les "sociétés libres", et la légitimité des gouvernements élus est davantage remise en question vu le nombre des participants aux scrutins. On assiste à une perte de confiance généralisée dans les organisations politiques, et à une périphérisation progressive de l'engagement politique. De nombreux travaux se sont consacrés à la décrépitude des organisations politiques. La mauvaise santé de la vie politique au Maroc tient pour beaucoup de la défaillance des partis politiques, qui ne fonctionnent pas comme ils le devraient en démocratie pluraliste afin d'assurer leur rôle de modérateur social, de sélection de l'élite, de formation de la conscience citoyenne et de lien entre les populations et le gouvernement. Le phénomène de l'amenuisement des partis politiques vient du fait comme le souligne M. Crozier : « Les partis politiques français sont des organisations confuses, mal intégrées et mal gérées. Elles possèdent une force d'inertie extraordinaire (...). Le parti politique français constitue l'exemple même de l'organisation qui n'arrive pas à se corriger en fonction de ses erreurs¹³. » Cependant, idéalement, les partis servent de canalisateurs des mécontentements des citoyens. En prenant à leur compte les revendications d'une partie des citoyens, ils en deviennent les interlocuteurs organisés. Les doléances sont donc intégrées, gérées, politisées, plutôt que de les laisser dégénérer en conflit peuple/gouvernants, incontrôlé.

Au Maroc, par exemple, le problème du crépuscule des partis politiques ne s'explique pas seulement dans l'absence de programmes comme on le laisse croire souvent. Pire,

l'étiollement des partis politiques s'origine dans la perversion (volontaire ou due à l'ignorance) des responsables des partis et leurs laudateurs, mais qui ne sont en réalité que des groupes d'intérêts et des clubs de soutien. Les électeurs clabaudent sur les partis politiques au Maroc puisqu'ils se voient comme les oubliés des partis. Les citoyens électeurs sentent passer de : « La démocratie victorieuse à la démocratie criminelle¹⁴. » en reprenant les mots de Jacques Rancière. Leurs participations sont devenues superfétatoires presque inutile puisque leurs revendications ne seront pas prises en compte. La désaffection civique s'explique par la faiblesse de l'offre politique et la défiance des citoyens quant à la capacité des élus à travailler pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Cette désaffection civique s'explique par la faiblesse de l'offre politique et la défiance des citoyens quant à la capacité des élus à travailler à l'amélioration de leurs conditions de vie. De telle sorte que la démocratie s'accommode parfaitement du cas de figure de la non-implication, du non-engagement civique des citoyens. Il est devenu tout à fait répondeur qu'une bonne partie des électeurs ne respectent pas leur devoir civique à savoir la participation aux élections. En effet, le problème soulevé par l'abstention contestataire est celui du rebut des citoyens à participer au vote. Comme le note Yves Sintomer : « Partout ou presque, la confiance des citoyens dans les responsables politiques est en baisse, les partis perdent des adhérents et des sympathisants, le prestige de la classe politique s'amenuise¹⁵. »

L'abstentionnisme électoral, d'un point de vue politique, semble donc reposer sur un paradoxe : s'il peut à la fois paraître comme un désengagement politique du citoyen, qui ne répond pas à ses devoirs fondamentaux (le vote), par désintérêt il peut aussi, dans un autre cas, être l'expression d'un engagement politique, mais d'un engagement qui non seulement se détourne des formes politiques communes, mais qui est aussi le reflet d'un sentiment contestataire. Comme le montre Max Weber¹⁶, les partis politiques sont des organisations d'intérêts directs pour leurs dirigeants qui obtiennent postes et mandats pour leurs sympathisants afin de mettre en œuvre leurs programmes. Toutefois, les partis sont devenus comme "entreprises politiques" produisant pour un "marché politique" des "biens politiques" l'idéal politique pour lequel les citoyens et les électeurs aspirent

n'est qu'illusion de leurs esprits. Les partis se transforment en des entreprises qui obéissent à la loi de l'offre et de la demande, et ils sont contraints de dominer le marché ou un segment de celui-ci, soumis à une obligation de résultats, opèrent par la communication pour assurer la présence et la promotion de leurs philosophies et de leurs programmes. Chacun des partis œuvre pour dominer plus la scène politique en ayant pour objectif ses intérêts et non pas ceux des citoyens.

En effet, le vote est considéré comme une façon d'exprimer ses idées politiques, via un parti, pour un candidat. Or, avoir des idées politiques nécessite une certaine maîtrise de la vie de la société, des affaires publiques de la politique. Le vote est de par sa nature subjective se meut par le meilleur discours, les meilleures idées, ou l'image la plus attrayante. Toutefois, quand l'électeur peine à suivre la chimie des partis politiques le citoyen électeur se réfugie dans l'abstentionnisme qu'on ne peut expliquer par juste l'incompétence mais aussi par le pandémonium qu'enfantent les agissements des partis politiques.

La désertion des électeurs à participer aux élections vient du fait aussi que ces derniers ont de plus en plus le sentiment d'entendre les mêmes discours, d'assister aux mêmes stériles débats, année après année, élection après élection. Les électeurs et en particulier les jeunes peinent à percevoir la pertinence d'une élection, l'intérêt de se motiver pour faire leur propre devoir politique. Ils sont contristés par l'absence d'horizon dans les discours des partis. D'autant plus que les promesses électorales faites par les politiciens ne sont jamais tenues. Face à cette sordide réalité politique, le citoyen électeur se voit désabuser par les partis, à tel point qu'il adopte l'indifférence à la politique en générale et aux élections en particulier. Il devient alors simple spectateur de la vie politique. Peut-on oser comme le considèrent certains que l'abstentionnisme adopté par des citoyens électeurs démontre qu'ils sont de mauvais citoyens car ils ne votent pas? Il est certain que l'abstentionnisme n'est pas une attitude douteuse de la citoyenneté. Au contraire c'est une autre forme de protestation et d'expression du mécontentement politique. Aussi, est-il légitime de se demander comment expliquer l'adhésion des citoyens électeurs au jeu politique si

ce dernier ne prend jamais en compte leurs attentes. Il faut interpréter l'abstention comme un caractère actif et militant puisqu'elle s'articule comme un acte politique conscient et motivé.

L'attitude abstentionniste exprime un refus délibéré de choisir, une hostilité envers les hommes politiques en compétition lors des élections. L'abstention s'est mue en choix politique en devenant une expression d'un sentiment réfléchi du citoyen électeur. L'usage de l'abstention comme l'expression de contestation des politiques qui ne conviennent plus aux électeurs paraît un bon moyen d'exprimer sa rancœur et/ou sa colère. L'on remarque que certains citoyens (de plus en plus nombreux) conscients des problèmes de l'État et de la société et ne partageant pas forcément les opinions des candidats véritablement éligibles pratiquent l'abstentionnisme.

L'abstentionnisme s'est métamorphosé en "l'antipartisme" une forme de réalisme politique qui désigne le positionnement critique adopté par les citoyens électeurs insatisfaits par les performances des élites partisans et des institutions politiques. Cette réaction est à la fois le produit et l'explication de l'écart entre les promesses des partis et les attentes des électeurs. En effet, pour les antipartistes, les partis politiques et les politiciens en générale sont devenus des entités égoïstes servant seulement leurs intérêts celui des électeurs est souvent dans la crypte des promesses. L'antipartisme se nourrit du fait que les partis politiques se critiquent beaucoup alors que les électeurs les sentent comme homothétiques et presque rien ne les distinguent les uns des autres au point que les électeurs concluent que les partis politiques ne servent à rien. La "mêmeté"¹⁷ dans laquelle les partis barbotent dans leurs boue politique faute de se distinguer par des programmes et des projets de société qui intègrent les électeurs poussent ces derniers s'exonérer de leurs devoir politique. En effet, l'abstentionnisme est un vote protestataire qui traduit le malaise d'une société d'électeurs qui ont perdu toute confiance en les partis politiques. Toutefois, l'abstentionnisme qui a enfanté l'antipartisme a donné naissance à une nouvelle forme d'inscription politique qu'est la protestation et le recours à la rue pour exprimer son mécontentement.

Cette protestation renvoie à la définition de désobéissance que donne John Rawls : «La désobéissance civile peut, tout d'abord, être définie comme un acte public, non-violent, décidé en conscience mais politique, contraire à la loi et accompli le plus souvent pour amener à un changement dans la loi ou bien dans la politique du gouvernement. *En agissant ainsi, on s'adresse au sens de la justice de la majorité de la communauté*¹⁸. »

L'originalité de cette réflexion réside dans l'idée qu'il est possible de désobéir en faisant preuve de civilité dans la transgression. Tout en s'inscrivant dans la tradition du droit, de résistance, la désobéissance civile va chercher néanmoins à s'en émanciper en affirmant qu'il est possible de désobéir pour renforcer la démocratie, en faisant preuve de civilité dans la transgression.

L'abstentionnisme est une forme de désobéissance civile qui repose sur une forme de légitimité puisqu'il n'est pas destructeur. La légitimité de la désobéissance civile repose sur une distinction très simple entre ce qui est "juste" de ce qui est "injuste". Dans la réalité, ces deux formes coexistent de fait dans la société et elles devraient, en théorie, entraîner des comportements tout à fait différents. Ceci nous rappelle Martin Luther King qui disait : «Je suis le premier à préconiser l'obéissance aux lois justes. C'est une responsabilité morale aussi bien que légale. Or, Cette même responsabilité morale nous commande inversement de désobéir aux lois injustes. Et comme dit Saint Augustin, je pense «qu'une loi injuste n'est pas une loi»¹⁹. »

Aristote a dit non sans raison que : «La nature a horreur du vide.» Le désengagement des jeunes par exemple du jeu politique est remplacé par une nouvelle forme d'expression et de participation au jeu politique. Avec l'arrivée de l'internet et les réseaux sociaux, d'une part et la déconfiture des partis politiques, d'autre part les citoyens en font fi en s'accrochant et en même temps se réfugient dans le giron de la toile. Le recours aux réseaux sociaux pour échanger, discuter et exprimer ses attentes politiques ont remplacé les pratiques traditionnelles de l'engagement politique. Aucun parti politique au monde ne peut prétendre fédérer autant de personnes que certains réseaux sociaux comme *Facebook*, *Twitter* ou *Snapchat* par exemple.

Dans l'idéal, les partis orientent politiquement les citoyens en les faisant suivre le travail des partis en écoutant et en jugeant leurs arguments dans le débat politique. Parallèlement, les citoyens peuvent eux-mêmes influencer les processus de décision politique en s'engageant dans les partis politiques ou en s'activant à exprimer leurs opinions politiques sur les réseaux sociaux. Les citoyens électeurs ont trouvé leur refuge politique non dans les partis mais dans le monde du 2.0.

Les réseaux sociaux offrent aux citoyens la possibilité d'exprimer leur mécontentement de manière directe tout en sachant pris au sérieux par d'autres personnes. On peut dire que la culture de la démocratie représentative est remplacée par la culture de la politique de masse ou en d'autres termes la culture de l'ochlocratie. Mais qu'est-ce que l'ochlocratie? En effet, l'ochlocratie (en latin Ochlocratia) est une forme de gouvernement dans laquelle la masse, la foule a tous les pouvoirs et impose tous ses désirs. C'est dans la théorie de l'anacyclose²⁰, formulée par l'historien Grec Polybe, (admise par Cicéron et reprise par Machiavel), tous considèrent que l'ochlocratie est le niveau suprême de la dégénérescence du pouvoir, elle est le pire de tous les régimes politiques que peut vivre une Cité. L'avènement de l'Ochlocratie, laisse entendre qu'il ne reste à la Cité qu'à attendre l'homme providentiel qui réinstaurera l'ordre parce que l'ochlocratie est une forme de désordre organisé. Nous vivons l'échec des démocraties modernes et nous voyons l'émergence de l'ochlocratie. Si par malheur l'ochlocratie règne la société n'est plus conduite par la raison, ni même par l'intérêt général, mais par l'affect. « Le pire des maux est la guerre civile » avait remarqué Blaise Pascal. A cet effet, Aristote opposait la Loi à la Masse, la loi étant considérée comme l'expression pure de la raison, tandis que la Masse a toujours été l'allégorie du caprice, des passions aussi éphémères que contradictoires. Nous constatons que le principe de la société de consommation a contaminé le champs politique, en massifiant les désirs par l'instauration d'un hédonisme de masse s'inscrit pleinement dans ce paradigme.

Dans l'ochlocratie le citoyen électeur agit par des pulsions qu'on lui instille dans son esprit propre, de sorte qu'il perd

son individualité, et devient masse lui-même. Il n'a donc plus de mémoire ; sa seule tradition est l'hédonisme, et ce n'est qu'en s'arrachant de tout processus culturel et historique, de praxis en quelque sorte, que cette nouvelle forme de citoyen parvient avec d'autres de constituer en masse. Plus personne ne lit, plus personne ne prend le temps de la contemplation. L'émergence de la foule se fait sur l'autel de la réflexion et la critique constructive. La démocratie criant les mouvements de la rue, les foules la piétinent et causent son anéantissement. La foule bouscule, emporte et entraîne dans son mouvement les structures et les organisations de la démocratie. Lorsque la foule, stupéfaite de sa propre audace, prend conscience de sa force et déclenche l'orage, elle aspire l'individu anonyme qui se dépasse, se perd dans la masse, prêt à s'écraser contre de vieux murs. Dans la géopolitique du chaos qui nous gouverne, la force de la foule réside dans sa taille, son nombre d'anonymes. Si, à un moment donné, un groupe évolue en rassemblement, en concentration, comme une rivière devient torrent, cette marée humaine peut franchir le seuil de non-retour... C'est pour cela que la foule fait peur. La foule peut désormais changer le monde, ou au moins le faire chavirer. Moment de liberté, instant de fusion de l'individu dans le tout. Les gens qui composent la foule se sentent qu'ils se situent comme le dit Hannah Arendt : «au-delà des partis²¹».

III. LES RESEAUX SOCIAUX OU LE DELITEMENT DES PARTIS POLITIQUES

Le droit à la parole qu'offre les réseaux sociaux aux citoyens permet d'apostropher davantage les hommes politiques. Ils n'attendent plus qu'on leur donne l'occasion au contraire, ils critiquent, blâment, improuvent, décrivent les inhabilités ou les gaucheries des partis politiques. Les citoyens sont conscients que les réseaux sociaux ne sont pas un media d'information dans le sens classique mais un moyen de communication sur lequel sont présents les électeurs et aussi les prescripteurs d'opinion qui peuvent avoir une influence considérable. A cet effet, les réseaux sociaux ont contribué aux mobilisations qui ont donné le jour aux Printemps Arabes par exemple, dans la mesure où

ils ont permis de rapprocher des personnes, d'échanger des informations en temps réel et de faire circuler des mots d'ordre. Avec les réseaux sociaux, une nouvelle forme d'expression politique et démocratique ont pris forme. Elles permettent aux électeurs et aux citoyens de contester sur la toile pour ensuite protester dans les rues les prévarications des partis politiques. On peut dire qu'avec la toile un nouveau mode d'expression offre un nouvel horizon à la démocratie. En effet, le rôle des réseaux sociaux dans les événements qui ont mené à la chute de Ben Ali n'est plus à démontrer. Internet a été au cœur de la lutte contre certains régimes via *Facebook*, *Twitter*, *Tor*, les *blogs*, le *crossposting* ou le *crosspostage*, etc.

Avec ce mode d'expression en ligne, une grande diversité d'opinions émerge. Les internautes constatent que leurs paroles ne sont plus confisquées par des acteurs des partis politiques. Les réseaux sociaux sont devenus un espace de liberté où les citoyens connectés peuvent écrire et mobiliser leurs créativité, s'exprimer sans contrainte. Le témoignage et l'émotion l'emportent souvent sur le discours argumenté. Par exemple les blogueurs s'adressent souvent à des lecteurs bien particuliers, des lecteurs qui cultivent les intérêts d'où leurs témoignages ont une portée illimitée. Les informations et les opinions qu'ils développent sont destinées à une communauté de citoyens intéressés et plus large. Les citoyens connectés utilisent internet et les réseaux sociaux comme un espace autonome de jugements personnels où l'on cherche à témoigner et à discuter. L'internet est devenu un lieu symbolique d'affrontement de différentes opinions et courants de pensées, mais aussi un lieu de toutes les représentations politiques, assurant ainsi un vaste terrain d'expressions pluralistes.

Il ne s'agit pas de trouver un consensus, de déboucher sur une formulation neutre et objective, mais, au contraire, de laisser s'exprimer des opinions multiples, de solliciter des témoignages riches, de laisser parler sa subjectivité, de rechercher la diversité, de ne pas masquer l'incertitude. De petits espaces se juxtaposent ainsi, sans jamais se rencontrer. L'objectif est de porter ses inquiétudes, ses revendications et même ses protestations sur la galaxie de l'internet. La toile offre cet espace

de liberté où le citoyen connecté retrouve l'idéal de l'expression qu'il a perdue et que les partis politiques ont mis sous leur joug. Internet offre un univers où les discours et les discours contradictoires s'échangent ce qui renforce le jeu politique et le légitime davantage. La toile offre la facilité et l'instantanéité de l'interaction entre ce qui se fait à la base et ce qui se décide au sommet ce qui conduit à changer inévitablement la nature de la relation entre le citoyen et l'autorité politique. Cette nouvelle configuration du comportement plus ouvert, plus dynamique et participatif, débouche sur une nouvelle forme de citoyenneté définie comme la "cybercitoyenneté".

En effet, les réseaux sociaux sont devenus de géants concurrents des partis politiques, *Facebook* par exemple compte 1,8 milliard d'abonnés. Aucun parti politique ne peut prétendre avoir tant d'adhérent. La toile est devenue la deuxième source d'information des citoyens, ces derniers passent plus de temps à consulter des médias en ligne qu'à assister aux meetings des partis politiques. Autre spécificité des réseaux sociaux est qu'ils offrent une continuité entre l'expression politique quasi privée de l'individu et l'expression publique. Souvent, pour dialoguer à distance avec quelques personnes, on lance un *blog*, dont souvent sa lecture va au-delà des premières personnes de son cercle et lu par de nouveaux lecteurs inconnus et acquérir une audience inattendue qui dépassent parfois les frontières pour séduire des internautes dans d'autres nations. Pendant les Printemps Arabes, les sites comme *Facebook* ou *Twitter* étaient lyrisés comme étant de formidables outils de démocratisation et d'expression populaire. En effet, ils ont été ce moyen qui a aidé à la mobilisation spontanée pour renverser des dictateurs comme Ben Ali en Tunisie, Mubarak en Egypte et Bachar El Assad en Syrie. A cet effet, les réseaux sociaux sont devenus des acteurs majeurs dans le jeu démocratique. Ils offrent un espace de dénonciation, de protestation et d'expression de rejet de ce qui est conventionnel comme les partis politiques. Ils favorisent la production de la pensée, organisent les gens pour élaborer des programmes qui répondent aux attentes des citoyens loin du cadrage des partis politiques.

Les citoyens connectés ni ne pensent, ni ne passent par les partis politiques pour exprimer leurs revendications ou leurs malaises de vie. Le citoyen électeur est davantage dans la toile qui est devenue un espace de contestation comme durant les Printemps Arabes, les *Indignados*, *Occupy Wall Street* et bien d'autres démarches citoyennes sont parties des médias sociaux. Ces nouvelles formes de protestations dans les rues traduisent les symptômes d'une crise de la démocratie représentative qui s'origine dans la crise des partis politiques puisque sur tous les continents, les partis suscitent le scepticisme des citoyens²². On peut donc dire qu'avec les réseaux sociaux, cette nouvelle forme de protestation sonne la "fin des militants". Avec les réseaux sociaux une de nouvelle forme d'action et de protestation politique a pris forme. Si les partis politiques sont de plus en plus désertés c'est par qu'ils sont davantage méprisés par les électeurs. La cause principale de ce divorce c'est que les partis politiques ne sont plus perçus comme le pont entre citoyens les décideurs politiques. Face à cette rupture, on constate l'émergence des candidats "indépendants" qui ne représentent aucun parti. Ces "indépendants" qui se forment en groupes se voient plus utiles à la communauté que les partis. Cette réalité a été plus développée par Pierre Ansart qui estime que : « C'est grâce au groupe par le jeu des interactions qu'une réflexions théorique est stimulée, qu'une théorie est systématisée et s'impose au groupe (...). Force est donc d'inverser les questions, de ne plus rechercher comment la psychologie individuelle organise le groupe mais bien au contraire comment le petit groupe organise et produit une intensification des sentiments politiques²³. »

Les réseaux sociaux n'apportent pas de solutions, ils ne font qu'offrir des ouvertures vers autrui, c'est exactement ce que font les algorithmes de *Facebook*. Or les réseaux sociaux ne peuvent pas proposer des changements, elles servent de canal mais pas de moyen en soi. Dans une forme de déconstruction des réseaux sociaux dans notre cas, ces derniers réduisent au versant "négatif" la protestation, la dénonciation des partis politiques sans pour autant chercher à réinvestir le jeu politique, en se plaisant dans le rôle du protestataire. Les réseaux sociaux ne peuvent prétendre combler le creux entre les politiques et les citoyens. L'éclosion des réseaux sociaux au 21^e siècle ont profondément remanié le jeu politique mais elles n'offrent pas plus de solutions.

CONCLUSION

En somme, il est vrai que les partis politiques ont montré leurs limites, et en ressassant les mêmes discours, ils ont fait fuir les électeurs. Ces derniers, se sentant délaissés, se réfugient dans la galaxie du net. Cependant, les réseaux sociaux n'offrent aux citoyens électeurs qu'un ersatz d'expression politique puisque les conversations en face à face et l'échange ne se font plus au sein des partis politiques ni avec des amis ou la famille, mais plutôt avec des inconnus les "amis du net". Au contraire, si les réseaux sont efficaces, c'est dans leur capacité à fédérer les citoyens, à leur offrir un semblant de conférer, d'analyser les situations du pays. La politique ne se concrétise pas par des manifestations et des protestations creuses. Les partis politiques en dépit de leurs échecs sont malgré tout incontournables. La démocratie représentative s'articule sur les partis politiques qui doivent œuvrer afin de se réhabiliter dans l'esprit des électeurs. Il faut revenir aux fondamentaux à savoir les partis politiques. C'est à travers les partis que les citoyens électeurs doivent s'initier et se lancer dans la chose politique.

Le problème avec les réseaux sociaux c'est qu'ils se substituent, sans le chercher, au travail des partis politiques. La toile a certes des avantages mais ce n'est pas en envahissant les rues que les citoyens vont exercer la politique. C'est dangereux pour la démocratie participative d'être substituée par les réseaux sociaux. Aux citoyens de reconquérir les partis politiques pour les dégrader des inhabilités des politiciens. La reconquête des partis politiques permettra aux électeurs de réhabiliter la politique et la noblesse de sa mission.

Nos systèmes sont fourbus, il faut donc les réinventer par des innovations aussi importantes que le furent le suffrage universel, les partis politiques de masse, ou les États-providences. Il ne s'agit pas de supprimer les élections ou les partis politiques, mais d'ouvrir parallèlement d'autres canaux de délibération et de prise de décision pour inciter les électeurs à se retrouver plus dans la chose politique. Dans notre démocratie désenchantée, à la recherche d'un second souffle, la tentation reste forte de se mettre, une fois encore, à l'école de la politique.

Rappelons-nous, les Grecs ayant « inventé la politique » furent contraints « d'innover sans cesse » de créer, à fur et à mesure que des problèmes politiques se posaient à eux, des institutions nouvelles pour lesquelles n'existait aucun précédent. Il faut donc maintenir cette tradition et de réinvention de la politique pour qu'elle réponde adéquatement aux attentes des peuples.

NOTES

- 1 | Cf. *Ostrogorski Moisei*, La Démocratie et les partis politiques, présentation, P. Rosanvallon, Paris, Seuil, Coll. Points-Politique, 1979.
- 2 | *En démocratie directe, tous les citoyens participent au fait politique. Tous les citoyens se sentent dans l'obligation et le devoir de participer à la chose politique.*
- 3 | *Michels Roberto*, Les Partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques dans les démocraties, Paris, Flammarion, coll. Champs, 1971, p. 25.
- 4 | *Saint Augustin*, La Cité de dieu, édition bilingue de B. Dombart et A. Kalb, Paris, Desclée De Brouwer 1959, Vol. IV, XIX, 19.
- 5 | *Anthony Downs*, An Economic Theory Of Democracy, New York, Harler & Brothers, 1957, p. 25.
- 6 | *En effet, il y a des fonctions que partis politiques endossent. La fonction de légitimité qui consiste à participer à la légitimation du système politique en établissant le lien entre les citoyens, les groupes sociaux et le système politique. Ainsi, les partis s'engagent à l'ancrage de l'ordre politique dans la conscience des citoyens et des forces sociales. La fonction de gouvernement, à travers laquelle, les partis politiques participent aux élections pour occuper les fonctions de pouvoir. En démocratie le gouvernement est généralement formé, au moins en partie, par les cadres des partis ayant remportés les élections. La fonction programmatique, avec cette fonction, les partis politiques sont dans l'obligation de développer un programme politique qui est une vision globale de la politique qu'ils promeuvent pour obtenir le soutien de la population. La fonction de socialisation et de participation, les partis politiques œuvrent et encouragent à la socialisation et la participation politique des citoyens. Les partis politiques sont le lien entre les citoyens et le système politique. La fonction de sélection ou de recrutement ou de relève politique, les partis politiques s'activent pour recruter du personnel politique. Les partis doivent puiser dans la jeunesse pour incorporer des jeunes dynamiques pour assurer la relève qui représenteront éventuellement les partis lors des élections, à augmenter le nombre de ses adhérents et aussi à gager plus de sympathisants au niveau des électeurs. La fonction de formation de volonté ou fonction de médiation, les partis politiques recueillent et articulent les intérêts du peuple. Ils formulent ainsi, les attentes et les revendications de la population en vue de l'adresser aux gouvernant du système politique.*

- 7 | *Hannah Arendt, Responsabilité et jugement, Trad. de l'anglais (États-Unis) par Jean-Luc Fidel, Paris, Éditions Payot & Rivages, Coll. de poche, 2009, p. 285-286.*
- 8 | *Cf. Le Roi Mohammed VI Discours du Trône du 30/7/2004. Ce discours est consultable sur le lien suivant : <http://www.maroc.ma/fr/discours-royaux/discours-de-sm-le-roi-a-loccasion-de-la-fete-du-trone-0>*
- 9 | *Cf. Nadia Bouddane, Le Leadership et changement organisationnel de la vision à l'action cas des organisations marocaines, thèse en cours d'élaboration et de finalisation, Paris, CNAM (Centre National des Arts et des Métiers) sous la direction de L. Cappelletti.*
- 10 | *Enseigner et éduquer à la citoyenneté, sous la direction de André Duhamel, France Jutras, Laval, Presse Universitaire de Laval, 2005, p. 295-296.*
- 11 | *Dahir n° 1-06-18 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006) portant promulgation de la loi n° 36-04 relative aux partis politiques.*
- 12 | *Giorgio Agamben, La Guerre civile. Pour une théorie politique de la stasis, Trad. De l'italien Joël Gayraud, Paris, éditions Points, Coll. Points Essais, 2015, p. 25.*
- 13 | *Michel Crozier, La Société bloquée, Paris, Seuil, Coll. Sociologie, 1999, p. 112.*
- 14 | *Jacques Rancière, La Haine de la démocratie, Paris, éd. La fabrique, 2005, p. 11.*
- 15 | *Yves Sintomer, Petite histoire de l'expérimentation démocratique. Tirage au sort et politique d'Athènes à nos jours, Paris, La Découverte, Paris, 2011, p. 16.*
- 16 | *Cf. Max Weber, Œuvres politiques, Paris, Albin Michel, 2004.*
- 17 | *Ce qui reste identique. Cf. Paul Ricœur, Soi-même comme un autre, Paris, Seuil, 1990.*
- 18 | *John Rawls, Théorie de la justice, Paris, Seuil, 1986, p. 405.*
- 19 | *Martin Luther King, « Lettre de la prison de Birmingham », dans Révolution non-violente, Paris, Payot, 1956, p. 101. En effet, dans Traité du libre arbitre, chapitre V, Saint Augustin dit : « Oserons-nous dire que ces lois sont injustes, ou plutôt qu'elles ne sont pas des lois ? Car à mon avis, une loi injuste n'est pas une loi. »*
- 20 | *Il s'agit du cycle de successions de régimes politiques, développée par Polybe, dans lequel le populisme succède à la démocratie, avant de revenir à la monarchie.*
- 21 | *Hannah Arendt, L'Imperialisme, les origines du totalitarisme, Paris Seuil, Coll. Point Essais, 2002, p. 112.*
- 22 | *Russel Dalton et Martin Wattenberg (dir.), Parties Without Partisans. Political Changes in Advanced Industrial Societies, Oxford University Press, Oxford, 2002.*
- 23 | *Pierre Asnart, La Gestion des passions politiques, Lausanne, l'Âge d'homme, 1983, p. 92.*

BIBLIOGRAPHIE

- André Duhamel (2005), France Jutras, *Enseigner et éduquer à la citoyenneté*, sous la direction de André Duhamel, France Jutras, Laval, Presse Universitaire de Laval.
- Anthony Downs (1957), *An Economic Theory Of Democracy*, New York, Harler & Brothers.
- Dominique Wolton (1989), «La communication politique : construction d'un modèle», *in* revue *HERMES*, tome 4, Cognition - Communication - Politique, Paris, Ed. du CNRS.
- Frédérique Chadel (2001), *Penser le changement dans les partis politiques. Le processus d'institutionnalisation au Partido Popular*, Institut de Ciències Polítiques i Socials Barcelona.
- Giorgio Agamben (2015), *La Guerre civile, pour une théorie politique de la stasis*, Trad. De l'italien Joël Gayraud, Paris, éditions Points, Coll. Points Essais.
- Hanna Arendt (2005), *Le Système totalitaire. Les origines du totalitarisme*, Paris, Points, Coll. Essais.
- Hannah Arendt (2009), *Responsabilité et jugement*, Trad. de l'anglais (États-Unis) par Jean-Luc Fidel, Paris, Éditions Payot & Rivages, Coll. de poche.
- Jacques Derrida *et al.* (1985), *Faculté de juger*, Colloque (24-07-82/ 03-08-82) Centre culturel international (Cerisy-lasalle, Manche), Paris, Minuit.
- Jacques Rancière (2005), *La Haine de la démocratie*, Paris, éd. La fabrique.
- John Rawls (1986), *Théorie de la justice*, Paris, Seuil.
- Max Weber (2004), *Oeuvres politiques*, Paris, Albin Michel.
- Michel Crozier (1999), *La Société bloquée*, Paris, Seuil, coll. Sociologie.
- Michels Roberto (1971), *Les Partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques dans les démocraties*, Paris, Flammarion, coll. Champs.

- Nadia Bouddane, *Le Leadership et changement organisationnel de la vision à l'action, cas des organisations marocaines*, thèse en cours d'élaboration, Paris, CNAM (Centre National des Arts et des Métiers) sous la direction de L. Cappelletti.
- Ostrogorski Moisei (1979), *La Démocratie et les partis politiques*, présentation, P. Rosanvallon, Paris, Seuil, coll. Points-Politique.
- Pierre Asnart (1983), *La Gestion des passions politiques*, Lausanne, l'Age d'homme.
- Platon (2016), *Gorgias*, suivi de *Éloge d'Hélène*, trad. et notes par S. Marchand et P. Ponchon, Paris, les Belles lettres.
- Russel Dalton et Martin Wattenberg (dir.) (2002), *Parties Without Partisans. Political Changes in Advanced Industrial Societies*, Oxford University Press, Oxford.
- Saloua Zerhouni (2009), *Les Jeunes et la participation politique au Maroc*. Etude réalisée par Saloua Zerhouni pour le compte de l'IRES Institut Royal des Études Stratégiques, juin.
- Yves Sintomer (2011), *Petite histoire de l'expérimentation démocratique. Tirage au sort et politique d'Athènes à nos jours*, Paris, La Découverte.

A Linguistic Analysis of The Political Discourse of The Justice and Development Party's Pre-Government and In-Government Discourse

Ismail Bardaoui and Yamina El Kirat Al Allame

Abstract

Morocco organized early elections in 2011 as a reaction to the protests that Morocco witnessed during the MENA uprisings. These elections brought the PJD to power for the first time in Morocco's history. The party ran for elections in the context of the MENA uprisings and rose as a fundamental slogan "fighting corruption and despotism", adopting more or less the same slogan the 20th February movement was rising within the framework of unconventional political participation. Subsequently, the party managed to secure unprecedented results in the elections. Given the importance of this phase in the history of the country, the present study analyzed the PJD's pre-government and in-government eras political discourse with the aim to discover the party's discourse strategies and characteristics, as well as its evolution through these two major eras.

INTRODUCTION

The present study investigates the PJD's political discourse over the period from 2011's electoral campaign until March 2016. The study adopts mainly Paul Chilton's (2004) approach, developed in his book *Analyzing Political Discourse, Theory and Practice*. The main objective of the study is to analyze the PJD party's pre-government and in-government political discourse. The PJD managed to secure unprecedented results in 2011's elections and succeeded to lead a coalition government for the first time in its history. Having in mind the specificity of the context during which 2011's elections were held, and the significance of the PJD's unprecedented win in these elections, this piece of work studies the discourse strategies that the PJD relied on during 2011's electoral campaign, the important characteristics of the party's

discourse during the government's mandate, and the evolution of the party's discourse throughout the phases investigated in this research. The study addresses three research questions, namely, (i) what are the main discourse strategies the PJD party relied on in the 2011's parliamentary electoral campaign? (ii) What are the important characteristics of the PJD party's discourse during the two governments under the leadership of the PJD from 2011 to 2016? (iii) To what extent has the party's discourse evolved throughout these phases investigated in the study? The study adopts a qualitative approach making use of video viewing, interviewing and orthographic transcription of political speeches.

A BRIEF OVERVIEW

PJD was officially established in 1997 after the MPDC's¹ leader Abdelkarim Al-Khatib accepted to include Islamist activists in his party. The party's current Secretary General is Abdelilah Bankirane. The ideology of the party issues from an Islamist background. Many of the party's prominent leaders were among the pioneering members of the Islamist Movement in Morocco; and the party adopts Islam as its main reference. After the parliamentary elections in 2002 and 2007, PJD became the biggest opposition party in Morocco by securing, respectively, 42 and 46 seats in parliament, yet were excluded from the coalition government. However, the party realized unprecedented results during the 2011's elections by securing 107 seats, and hence led the government from 2011 until 2016. Many observers say that the PJD could attain these results due to the context of uprisings led by the 20th February movement. In other words, PJD was chosen as an alternative to the previous parties who had ruled Morocco, and also as alternative to unexpected outcomes of the uprisings.

RESEARCH APPROACH

The present study adopts a qualitative approach that makes use of qualitative tools, namely observation and the interview. Video viewing is one of the main research instruments used in the

data collection for the present study. A search for videos related to the speeches of the PJD's Secretary General, Mr. Abdelilah Benkirane, during the 2011's parliamentary elections electoral campaign, and his official speeches as Head of Government. Five videos were selected and analyzed; the first two videos are two electioneering speeches given by the PJD's Secretary General, Abdelilah Benkirane, in Tangier and Casablanca during the electoral campaign between November 12th to November 24th; the other two videos are speeches by Abdelilah Benkirane as Head of Government, the first speech is his speech preceding the vote of confidence in the House of Representatives that took place during the first coalition government in 2012; the two other speeches took place during the second coalition government. The study also makes use of the interview as one of the main instruments. A semi-structured interview is undertaken by the researcher himself on the basis of an interview guide with a number of the PJD's officials during the in-government phase. The semi-structured interview contains focused questions so as to give the chance to the interviewees to express their views about some of the issues addressed in the study. The questions target mainly the party's electoral program in 2011, and seek to get the interviewees' assessment of the government's performance, and their expectations concerning the party's political future.

The relevant extracted parts of the observed speeches and the interviews are orthographically transcribed. Orthographic transcription is the appropriate technique in transcribing for discourse analysis. The use of a conventional orthographic transcription will make the material accessible by the scientific community and, on the other hand, will yield more in-depth understanding of the data at hand.

THEORETICAL AND CONCEPTUAL FRAMEWORK

The present study adopts Paul Chilton's (2004) theoretical framework presented in his book entitled *Analyzing Political Discourse, Theory and Practice*. Chilton's model provides a well structured framework that emphasizes the importance of discourse as a political behavior. The framework encompasses

two major levels of analysis: a level of interaction based on a minimalist interpretation of Grice's Communicative Cooperation. Chilton also makes use of Habermas's notion of Validity Claims. Chilton's (2004) "Validity Claims" *posits that any utterer in any use of language is implicitly making, by the very act of uttering at all as a human in a social situation, four validity claims* (p. 42) namely, the claims to "understandability", to "truth", to "be telling the truth", to "rightness".. Another significant tool, among many in this level, is the strategic use of discourse by politicians. This strategic use involves coercion, legitimization VS delegitimization, and representation VS misrepresentation. On the other hand, Chilton identifies a level of representation based on cognitive approaches of semantics. This level includes a bunch of discourse devices and features that are assumed to play crucial roles in political discourse, such as frames; they can be defined as theoretical constructs of long term knowledge and cognitive and neural realities. The other devices include metaphors, actors and events, and discourse worlds. Besides, a major aspect in political discourse from a cognitive approach is indexicality and the dimensions of deixis. The crux of this concept is that generation and interpretation of discourse is heavily affected by the position the speaker and the interpreter occupy. Thus, space, time, and modality have essential roles in the representation of realities in discourse. Furthermore, Paul Chilton's model devotes an important role to religion in political discourse, which is of relevance to the present study of a political party with a religious reference. Paul Chilton's model traces the major discourse strategies in political discourse and provides the present study with tools and methods for analyzing political discourse. Given the importance of technical concepts used in the present study, it is of relevance to provide the definitions of the following concepts:

Frames: theoretical constructs of long term knowledge and cognitive and neural realities. They can also be defined as "an area of experience" in a particular culture (Werth 107). They are also theoretical constructs that are loaded with some cognitive and, ultimately, neural reality. They contain structures that relate to the conceptualization of the situation types involving slots for various entities with certain particular properties, and their expression in discourse. Those entities properties include such things as status, value, and physical make-up. Moreover,

some of these properties specify prototypical roles in relation to other entities; for instance, whether a participant entity is acting as an agent, patient, experiencer...etc (Chilton, 2004, p. 51).

Metaphor: According to Chilton (2004), the standard cognitive account regards metaphors as a part of human conceptualization rather than a mere linguistic expression. He also points out that “metaphor works by mapping well understood source domains of experience onto more schematic ones” (Chilton, 2004, p. 51).

Discourse World: A discourse world is a discourse ontology established by the production of coherent chains of propositions, or in other words, the reality meta-represented by the discourse producer as someone else’s reality by making such chains of propositions (Chilton, 2004, p. 54). Chilton (2004) claims that there are several ingredients that can make up discourse realities, the essential ingredient of which is *the projection of who does what to whom, when and where* (p. 54). Chilton also argues that the prototype of discourse worlds is the clause, that is: subject-verb-object. However, argument-predicate structure, along with their relations and roles, can appear in other forms; inside some noun phrases, in subordinate clauses, and in presuppositions (p. 54).

Coercion: It is a strategy that is not only linguistic but that depends on the speaker’s resources and power; For instance, when a politician backs up his/her speech acts by legal or physical sanctions, or when he or she depends on the strategic stimulation of emotional effects using discourse. In this regard, we assume that there are links between meaning structures that discourse generates and the emotional centers of the human brain (Chilton, 2004, p. 46).

Legitimization and Delegitimization: Legitimization is the strategy of establishing the right to, and the reasons for being obeyed using the medium of language. On the other hand, delegitimization is the strategy of presenting others, rivals or enemies, in a negative way through different linguistic tools, such as blaming, accusing, or insulting (Chilton, 2004, p. 46).

Representation and Misrepresentation: is a strategy that consists in controlling information either quantitatively or qualitatively. Quantitative representation/ misrepresentation can be done through secrecy, that is, "preventing people receiving information" (46); or by giving information with inadequate quantity to the needs of the receiver. Qualitative misrepresentation could be done basically through lying. It can also take less direct forms, such as verbal evasion, denial, or euphemism (Chilton, 2004, p. 46).

Role of Religion in Political Discourse: Chilton stresses that religion, though usually neglected by discourse analysts, has a significant role in political discourse. Moreover, he argues that religious discourse is used even by politicians in deeply-rooted democratic states like the USA, despite the fact that such modern regimes tend to demonstrate a clear distinction between the political sphere and the religious sphere. Nevertheless, Chilton argues that the use of religious discourse can be used more significantly by Islamic leaders in their speeches (Chilton, 2004, p. 174). Yet, presenting the chapter about the role of religion in the part entitled "Global Arena" gives the impression that the use of religion in discourse occurs only in the international affairs, which necessitated that the researcher asks the author directly via Email. Chilton kindly answered the question saying that:

«In my book, I did not intend to imply that religious discourse is ONLY used in the context of global affairs and foreign policy. In fact, I strongly agree with you that religious discourse is used in the domestic arena. The domestic arena is the primary one for religious discourse used by political regimes. Historically, religion is used by rulers and would-be rulers to legitimize control and impose power, in Europe and elsewhere.»

With this background in mind, the present study will certainly benefit from Chilton's regard to religious discourse, since the party being studied is an Islamist party. On the other hand, Chilton argues that the approach at hand does not claim to advance a theory or a method in this respect; it only provokes research about the issue, and recommends the use of "presumptions" as a focal instrument for analyzing religious discourse Chilton, 2004, p. 173).

RESULTS

● PJD's Discourse Strategies in the electoral campaign

During the 2011's electoral campaign, the PJD relied on three major strategies in their discourse: the strategy of "legitimization" in the party's self-presentation, the strategy of "delegitimization" in the presentation of the party's opponents, and the strategy of "coercion" in the use of the MENA uprisings in their discourse. The PJD resorts mainly to the discourse device of "frame" to serve the strategy of "legitimization". Through the use of this "frame", the PJD was evoking the party's origins from an Islamist movement and their history of militancy against the state, especially their militancy to be given the right to be an authorized political party. In other words, the PJD depended fundamentally on their Islamist background and on their history of militancy in the use of the strategy of "legitimization" in discourse. Moreover, the PJD made use of this strategy for presenting themselves as the party which is capable of fighting corruption. With regard to the party's presentation of its opponents, the main strategy employed is "delegitimization". The party used various devices such as "frames", "metaphors" and discourse world, etc., for attacking the G8 coalition and the PAM in particular. The PJD's discourse depended also on the use of the "frame" device to refer to the establishment of the PAM and the reason behind its establishment, which the PJD alleges to be the weakening of their party. The PJD also employs this device to accuse some of the PAM's prominent figures of using unethical methods to defeat their party. Moreover, it seems that the PJD's discourse was targeting the most vulnerable party in the G8 coalition, since the demonstrations that were taking place in Morocco within the context of the MENA uprisings were also attacking the PAM. Besides, the PJD's discourse also contained attacks against the RNI's leader, Salah-Eddine Mezouar, who was brought to his position in the RNI thanks to Ilyas Al-Omari, the powerful man in the PAM. The attacks against Mezouar also contained offensive rebukes. It should be noted that while the PJD's attacks were targeting specifically Mezouar in the case of the RNI, they were actually targeting the PAM as a party. This detail can imply that the PJD's conflict with the PAM is deeply

rooted, in the sense that there is a radical rivalry between the two parties, while the conflict with the RNI is a normal political competition during the period of electioneering. Concerning the MENA uprisings context in the party's discourse, this context was mainly used within the strategy of "coercion". The PJD argued that they share with the 20th February movement the belief in the need for change. Abdelhaq Al-Arabi, the PJD leader, went as far as to say that the party had been protesting against despotism before the 20th February uprisings. Besides, Nezha Al-Ouafi considered this context as a key factor for fostering democracy in Morocco and as a response to the urgent social demands. However, during the electoral campaign, the party was actually using the 20th February uprisings, or MENA uprisings in general, to present the party positively as the best alternative for satisfying people and calming down the protesters. The study also proves the MENA uprisings context was employed in the PJD's discourse during the electoral campaign essentially through the use of "coercion", especially emotive coercion.

● **PJD's Discourse in the In-Government Era**

With regard to the government program, the Head of Government posits his policies and promises depending on his claim to "rightness". In fact, the government program covered the major political, economic and social issues and needs. As an assessment of the extent to which the government fulfilled the commitments presented in the government program, the PJD claims that it fulfilled them to an acceptable extent and that the government's experience was successful. Moreover, The PJD's discourse justifies the measures of austerity that have been taken to reform the compensation fund, as well as the government's plan to reform the pension fund using mainly the strategy of "coercion" so as to argue for the necessity of such reforms. The PJD's discourse also shows that the party is giving the first priority to the state's well-being. On the other hand, the party's discourse also draws attention to the fact that there have been social policies that were directed to the low strata, such as the establishment of the Social Cohesion Fund, and the pensions allotted to the widows. Furthermore, the party's

discourse claims that the government succeeded in restoring social stability and improving the state's economic situation. Finally, the PJD's discourse also justifies the weaknesses in the government's policies by arguing that the accumulation of problems in the country's economy and the PI's withdrawal from the first coalition government were serious challenges for the government's performance.

● **PJD's Discourse and The Fight against Corruption**

Concerning the fight against corruption in the party's discourse, the PJD claims that the government has succeeded in fighting clientelism and favoritism, and in regulating the system of "agrément" with the perspective of ending it in the future. However, the PJD admits that their policy against bribery was not successful. Moreover, through the use of the strategy of "delegitimization", the Head of Government states that the "lobbies of corruption" are powerful, and that the government's policies to fight corruption were confronted by resistance. On the other hand, based on the PJD's discourse, it seems that the strategy adopted in the fight of corruption does not depend essentially on the political measures; rather, it depends on what Al-Ouafi calls the "compelling public opinion" "*ra?j lça:m dda:Rit?*"; in other words, the PJD believes that fighting corruption is a bottom-up process that requires the spread of awareness of this phenomenon and the change of the cultural and social attitudes towards it. Although Al-Ouafi gives almost total credit to the PJD for shaping this active public opinion, in fact, the 20th February context was a key factor in shaping this public opinion.

● **PJD's Discourse towards The Opposition**

When the first coalition government was formed, the Head of Government sent a positive message to the opposition parties by calling for their collaboration and by recognizing their constitutional role. However, his discourse has known a drastic change later. The Head of Government replied to the opposition's

criticism by using mainly the strategy of “delegitimization”, especially of the parties that were in power previously, by blaming them implicitly for Morocco’s economic crisis and by accusing them of ignoring the necessity of conducting the compensation fund and the pension fund reforms. The Head of Government’s attacks targeted also the PI, particularly its leader, Hamid Chabat, after they withdrew from the government. In fact, the Head of Government resorted to implied rebukes against the PI’s Secretary General. Moreover, the PJD’s discourse maintains the use of the strategy of “delegitimization” against the PAM. The PJD keeps accusing the PAM of intending to dominate the political sphere and to apply the one-party system. Furthermore, the PJD claims that the PAM’s power is now restricted in areas with low levels of democracy, and that they are exploiting people’s illiteracy, ignorance and fear from the “Makhzen” in these areas. Since the PJD has a religious referential, and since the model adopted in this study draws attention to the importance of religion in political discourse, it is relevant to tackle the presence of religion in the party’s discourse. In fact, although the party does not employ religious discourse excessively, their discourse refers to religion in the way they use self-legitimization among the group depending on religious identity. Moreover, religion is apparent in the party’s discourse through the frequent use of religious expressions and religious texts. The PJD’s discourse about the coming elections is characterized with optimism. The strategy of propositional “coercion” is used by the PJD to refer to the last regional election’s results and argue that the party’s popularity is on the rise and that the party will secure strong results in the coming legislative elections. However, the PJD believes that the competition will be strong and, that their opponents might resort to some unexpected acts. On the other hand, the PJD’s discourse shows that the party is open to ally with any of the parties that will be on top, except the PAM.

● **Evolution and Change in PJD’s Discourse**

The PJD’s discourse has changed in certain aspects while it maintained the same features and strategies in others. The PJD’s discourse during the electoral campaign is characterized

by enthusiasm and loaded with promises. The party claimed to adopt the protesters' attitudes towards corruption and made strong promises to fight this phenomenon when elected. In fact, the party's discourse during the electoral campaign showed a will to make a radical change with respect to corruption. Yet, the discourse turned into more and more realistic discourse when the party came in power. The party's discourse of realism lies in the way they addressed the problem of corruption, the way they described Morocco's economic situation in 2012, and the way they justified the weaknesses in the government's results. With respect to the party's discourse about its opponents, they maintained the strategy of "delegitimization" to face the opposition's

criticism, although the party's discourse in the government towards the opposition was positive during the beginning of its tenure. It is worth mentioning that the PJD's attacks targeted mainly the parties' Secretary Generals, namely the RNI during the electoral campaign and the PI after they withdrew from the government. Concerning the PAM, the PJD's discourse upheld the strategy of "delegitimization" against this party. The PJD kept alleging that the PAM was established to confront the PJD and to dominate the political sphere, and that it employed unethical methods in their competition against the PJD. They also argue that the PAM's power is now being impeded. On the other hand, the PJD used propositional "coercion" strategy to assert that the party's results were progressing and that they were expecting to secure even stronger results in the coming legislative elections. Based on how the party addressed their opponents, and based on Al-Ouafi's affirmation, the PJD seems to be open to ally with any of the winning parties except the PAM.

CONCLUSION

The PJD relied fundamentally on the strategy of "legitimization" in their self-representation during the electoral campaign by using particularly the discourse device of "frame". The PJD referred to the party's origins as an Islamist movement and their history of militancy against the state, especially their militancy to be given the right to be an authorized political party so as to represent the party positively and assert its political

legitimacy. In other words, the PJD depended fundamentally on their Islamist background and on their history of militancy in the use of the strategy of "legitimization" in discourse. The PJD also employed this strategy to present themselves as the party that is able to fight corruption. With regard to the party's representation of its opponents, the PJD employed essentially the strategy of "delegitimization", particularly against the PAM, and to a lesser extent against the RNI's Secretary General. The PJD employed the MENA uprisings context through the use of the strategy of "coercion". The PJD resorted to this context to present themselves positively, in the sense that they are the solution to satisfy the people and, consequently, pacify the wave of protests. The PJD's discourse during the two coalition governments they led is characterized with realism. The party seemed to be very enthusiastic towards change and fighting of corruption during the electoral campaign; yet, they turned into using a realistic type of discourse. For example, The PJD turned out to be admitting that the groups benefitting from corruption in the country are powerful, and referring to the country's economic crisis they inherited from the previous government to justify the weaknesses in their performance. On the other hand, the party's discourse towards the opposition was positive at the beginning of the first government term, but turned out to use the strategy of "delegitimization" through attacks and rebukes against the opposition, especially against the PI's Secretary General after they withdrew from the government. The PJD has also maintained the use of "delegitimization" against the PAM. the party's discourse shows that they are open to ally in the future with any party except the PAM. This is a sign of a deep-rooted conflict between the two parties. The PJD maintains their accusation against the PAM of wanting to dominate the political sphere and of using undemocratic and unethical methods. On the other hand, based on the strategy of propositional "coercion", the PJD's officials express their confidence in winning the coming legislative elections. The analysis also showed that the PJD does not employ religious discourse excessively. However, the party's discourse refers to religion for self-legitimization among the group depending on religious identity. Moreover, religion is reflected in the party's discourse in the frequent use of religious expressions and religious texts.

NOTE

1 | *Mouvement Populaire Démocratique Constitutionnel.*

REFERENCES

Allwood J. & Gardenfors P. (1999), *Cognitive Semantics, Meaning and Cognition*. Amsterdam: John Benjamins Publishing.

Belmekki N. (2013), *Power, Ideology and context: A Critical Discourse Analysis. An Analysis of Benkirane's Political Speech*. Saarbruken : LAP LAMBERT Academic Publishing.

Chilton P. (2004), *Analyzing Political Discourse, Theory and Paractice*. New York: Routledge.

Hurford R., Heasley B. & Smith B.M. (2007), *Semantics. A Coursebook*, Cambridge: Cambridge University Press.

Johnstone B. (2008), *Discourse Analysis*. Malden: BLACKWELL PUBLISHING.

Morgan P. & Cole J. (1975), «H.P. Grice Logic and Conversation»; *Syntax and Semantics*, vol.3. Academic Press.

La nécessité d'une bonne gouvernance pour réussir la mise en place des réformes en faveur des citoyens

Khalid Moukite

Toutes les réformes proposées par les partis politiques – de nature institutionnelle, économique et sociale – visant la modernisation du pays, et in fine son développement, ne peuvent pas réussir pleinement sans la mise en place de certains préalables. Il s'agit notamment de la participation effective des citoyens dans le processus difficile que représente tout changement majeur opéré à cette occasion et également de l'existence d'une bonne gouvernance pour la conduite des réformes réalisées. Apparue initialement dans le monde de l'entreprise, le concept de gouvernance¹ a été médiatisé par les organisations internationales comme le PNUD et la Banque Mondiale, afin de signifier la transformation du pouvoir d'Etat. En 1992, cette dernière l'a défini comme «la manière dont le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources économiques d'un pays en voie de développement». La gouvernance comprend plusieurs dimensions comme en particulier la coordination de différents acteurs dans l'action publique, l'articulation d'actions divergentes et la construction d'un consensus ainsi que l'élaboration de politiques publiques concertées... Ces modalités d'exercice de l'action publique reposent sur des principes de «transparency» (une liberté d'accès aux documents et à l'information), «accountability» (responsabilité des décideurs et exercice d'un contrôle de leur action) et «d'empowerment» (rapprocher les citoyens de la décision et renforcer leurs capacités à influencer le processus décisionnel en s'appuyant sur les corps intermédiaires: associations, syndicats...).

Il est important de rappeler que le «Printemps arabe», suite à son passage douloureux dans les différents pays de la région, a véritablement accéléré la prise de conscience quant à la nécessité de renforcer les différents droits afférents

à la citoyenneté pleine et entière. Ainsi, il s'est établi progressivement une relation revisitée entre les citoyens arabes et leur propre Etat. Cette nouvelle relation devait corriger dans la mesure du possible les dérives du passé, lesquelles portaient souvent atteinte aux droits les plus fondamentaux des citoyens. Ainsi, les récentes exigences (en matière notamment de droits civils, politiques, sociaux et économiques) sont apparues dernièrement en vue d'établir une sorte de nouveau « contrat social » entre les citoyens et leurs gouvernants. Ce dernier viserait alors à promouvoir une citoyenneté encore plus participative et responsable, devant être mise en avant d'ailleurs de manière plus forte par les partis politiques.

Pour rappel, l'année 2011 a été assez marquante pour le Maroc, qui a connu en effet l'accélération d'une série de réformes, et ce à l'occasion du « Printemps arabe ». Ce dernier a provoqué des bouleversements politiques majeurs dans la région, d'ailleurs toujours d'actualité dans le Sud de la méditerranée. Comme les autres pays mais à un degré moindre, le Maroc n'a pas échappé à cette importante lame de fond qui revendiquait un nouveau modèle sociétal, reposant sur plus de libertés et une meilleure gouvernance. Ainsi, ce contexte a provoqué l'adoption d'une nouvelle Constitution en 2011, dont le souci majeur était d'essayer de répondre aux nombreuses attentes légitimes des citoyens marocains.

Toutefois, durant ces deux dernières décennies, il est nécessaire de rappeler que les grandes réformes réussies ont contribué à la consolidation de la croissance et à une bonne résilience de l'économie marocaine face en particulier aux principaux impacts immédiats négatifs survenus au lendemain de la période du « Printemps arabe ». En effet, ce dernier a déstabilisé gravement l'activité économique partout où il est passé, d'ailleurs les impacts négatifs s'en ressentent encore maintenant comme on peut le constater. Même si les résultats économiques et financiers immédiats ont été décevants, le « Printemps Arabe » a permis néanmoins d'améliorer la gouvernance économique, répondant ainsi aux différentes aspirations des populations, en faveur des citoyens devenus encore plus exigeants et attentifs quant à leurs droits. Dans le souci de cerner au mieux l'ensemble

de cette problématique, notre communication va tourner alors autour de plusieurs axes. Elle va porter respectivement sur les différentes conséquences du « Printemps arabe » (axe 1) afin d’appréhender le contexte, sur la mise en place progressive d’une meilleure gouvernance pour réussir les réformes sociétales nécessaires (axe 2) et enfin sur les défaillances constatées en matière de gouvernance économique et institutionnelle (axe 3).

1^{er} axe : Les différentes conséquences du « Printemps arabe »

Les conséquences du « Printemps arabe » sont nombreuses et variées. Certaines étaient immédiates et souvent négatives pour l’économie et la stabilité politique du pays. Au contraire, d’autres se sont ensuite avérées positifs, comme en témoignent les aides financières octroyées aux pays arabes fragilisés et également l’effet d’accélérateur donné pour la mise en place d’une meilleure gouvernance économique souhaitée par les citoyens arabes.

Tout d’abord, on a pu constater l’affaiblissement des investissements directs étrangers (IDE), qui étaient prévus pour la région, résultant des effets des révoltes populaires sur les économies de ces pays. D’ailleurs, plusieurs indicateurs économiques démontraient que la majorité des Etats touchés par le « Printemps arabe » se caractérisaient désormais par une croissance insuffisante et par un manque d’attrait à l’égard des investisseurs nationaux et étrangers. Ces dérèglements économiques dans le monde arabe étaient prévisibles en raison de l’intensité des révoltes populaires. Il est largement admis que la stabilité politique est fondamentale pour le développement économique. D’ailleurs, les opérateurs économiques conditionnent largement leur décision d’investir à la stabilité du pays, et ce malgré l’octroi de toutes les incitations étatiques possibles. Ainsi, les pays comme la Tunisie jusqu’à récemment, ou la Libye encore maintenant voire l’Egypte, dont les régimes politiques ont été totalement déchus, connaissent ainsi une véritable régression des flux d’investissements nationaux et étrangers. Cette baisse dramatique est liée sans aucun doute au climat d’incertitude et d’instabilité, qui régnait au lendemain du « Printemps arabe ».

Par rapport aux pays voisins de la région, il faut reconnaître que le Maroc a pu préserver la confiance des investisseurs comme peuvent en attester globalement les indicateurs macro-économiques. Effectivement, il a réussi de manière générale à concilier entre les exigences populaires et la stabilité politique. La bonne marche des institutions n'a jamais été mise en danger. Ainsi, le changement de gouvernement s'est opéré normalement au lendemain d'élections législatives démocratiques.

D'ailleurs, les notes des agences spécialisées vont confirmer cette stabilité dont jouit le Maroc. A titre d'exemple, il sera classé au rang d'investment Grade par l'Agence Fitch Rating. En outre, l'agence de notation financière, Standard and Poor's, a maintenu sa confiance en lui réattribuant une note «BBB-». Ceci signifie alors que le Maroc est resté un pays stable, malgré le passage du «Printemps arabe». De même, la COFACE a considéré que le Maroc n'est pas un pays à risque pour les investisseurs, en lui octroyant une note «A4». Après deux années de repli en relation avec la crise économique et financière mondiale survenue en 2008, les IDE au Maroc ont enregistré une sensible reprise ces dernières années. Grâce aux progrès accomplis en matière de consolidation macro-économique, conjuguée aux différents plans de soutien en faveur des secteurs touchés par la crise mondiale et régionale, l'économie marocaine a pu ainsi sauvegarder son potentiel productif, et ce en enregistrant une croissance économique honorable.

Par ailleurs, il est important de souligner que les impacts négatifs de ce «Printemps Arabe» sur les économies de la région évoqués *supra* (même si le Maroc a été moins affecté que ses voisins) seront heureusement compensés, en partie, par un certain nombre de mesures notamment d'ordre financier et institutionnel. Sur le plan financier, on peut citer de nombreuses aides. Ainsi, le Maroc, à l'image de la Jordanie et du Yémen, a bénéficié d'importants financements de la part des monarchies des pays du golfe² sur une durée de 5 ans atteignant 20 Milliards de Dollars. En outre, le partenariat de Deauville, lancé par le G8 en mai 2011, (même s'il a été fortement critiqué par la suite, car sa concrétisation a malheureusement tardé à venir !), a visé à soutenir la transformation politique et économique au Maroc,

en Tunisie, en Egypte et en Jordanie. Ce partenariat a reposé notamment sur un pilier économique pour soutenir les stratégies préparées par les pays, visant à assurer une croissance durable. Par ailleurs, les institutions financières internationales ont doublé leur aide financière au lendemain du « Printemps arabe » ; l'enveloppe globale devait atteindre 80 milliards de dollars entre 2011 et 2013. Sur le plan institutionnel, grâce à la pression des citoyens relayée par les partis politiques, on a pu alors noter la mise en place progressive de nouvelles règles en matière de gouvernance dans les secteurs nationaux privé et public, exigeant ainsi plus de transparence et d'équité.

2^e axe : Mise en place progressive d'une meilleure gouvernance pour réussir les réformes sociétales nécessaires

Cette nouvelle gouvernance économique ne peut que se renforcer à l'avenir sous la pression en continu des citoyens, exprimée fortement aussi par les partis politiques et les médias, qui sont en attente de réformes pouvant apporter in fine le bien être à la population marocaine. Ainsi, malgré un environnement mondial et régional marqué par la crise sur les plans politique, économique et social, l'économie marocaine a comparativement réalisé d'assez bonnes performances durant ces dernières années, en termes d'ancrage démocratique et de croissance économique. Ces résultats assez positifs sont le résultat de la conduite de nombreuses réformes volontaristes successives dans le cadre d'une meilleure gouvernance économique, visant continuellement à la libéralisation de l'économie nationale, à sa diversification et à son ouverture sur l'extérieur.

Outre les importantes réformes structurelles, il y a également d'ambitieuses politiques sectorielles basées sur une vision assez claire, permettant ainsi d'améliorer la compétitivité et de diversifier les secteurs productifs si fondamentaux à l'économie marocaine. On peut citer à cet égard les différents plans sectoriels comme « Maroc vert » pour l'Agriculture, « Halieutis » pour les produits de la mer, « Emergence » pour l'industrie, « Vision 2020 » pour le Tourisme ; sans oublier les nouvelles

stratégies pour le secteur des énergies propres, le Maroc affiche ici son ambition d'être un acteur régional majeur dans les toutes prochaines décennies. Il faut souligner l'importance de l'existence des outils de concertation entre le gouvernement et les citoyens de manière générale (à travers notamment ses représentants au sein des partis politiques, des organisations professionnelles ou des associations...) pour être associés à la mise en place de ces politiques publiques. Cette forme de citoyenneté participative témoigne d'une bonne gouvernance dans la conduite des réformes en faveur de la population marocaine.

Sur le plan des finances publiques, il est nécessaire d'instaurer une bonne gouvernance de la gestion des ressources de l'Etat, vu leur rareté endémique. Tout d'abord, il est souhaitable de programmer un retour progressif à un taux de déficit budgétaire autour de 3% du PIB, grâce à une meilleure gouvernance de la gestion des ressources financières et à l'adoption d'une politique rationnelle des dépenses publiques, liant les dépenses uniquement aux besoins nécessaires. Ainsi, l'Etat a revu sa politique d'achat pour mieux en maîtriser le coût et réduire les dépenses, tout en préservant bien entendu son effort dans l'investissement public pour soutenir la croissance et l'emploi. D'ailleurs dans un souci de participation, la nouvelle réglementation en matière des marchés publics a fait l'objet d'une longue concertation via internet avec les citoyens. Ces derniers ont pu ainsi poster leurs commentaires et remarques concernant ce projet, qui était en ligne durant toute une année. Certaines de leurs remarques ont été d'ailleurs prises en compte par la Trésorerie Générale du Royaume (TGR) pour la rédaction de la version finale de ce texte³.

En outre, les juridictions financières ont poursuivi leur dynamisme en matière de contrôle rigoureux des comptes et des organismes publics. Cette dynamique, visant l'amélioration et le renforcement du contrôle, s'est consolidée d'année en année. Ainsi, les moyens humains et matériels, mis à la disposition des juridictions financières, seront en principe renforcés régulièrement dans le cadre des dotations budgétaires prévues par les lois de finances successives. D'ailleurs, le nombre des

audits conforme aux standards nationaux et internationaux ne cesse d'augmenter afin de procéder à des contrôles rigoureux de l'utilisation des deniers publics.

Face aux nombreuses attentes des citoyens marocains en matière d'inclusivité, l'Etat doit alors mettre en place des mesures, visant à réformer la société en général sur la base d'une bonne gouvernance. Ainsi, il tente de mettre en œuvre une politique budgétaire volontariste avec des objectifs économiques et sociaux ambitieux. En général, l'investissement public dépasse annuellement plus de 170 milliards de Dh. Dans sa politique volontariste en faveur du maintien du pouvoir d'achat des citoyens, l'Etat alloue ainsi automatiquement une importante enveloppe budgétaire pour la compensation des produits de première nécessité, et ce afin de réduire leur prix de vente.

Sur le plan institutionnel, on constate le renforcement des instances qui doivent veiller au respect de la bonne gouvernance. Ainsi, la Constitution de 2011 a considéré dès son préambule, la bonne gouvernance comme un fondement de l'Etat démocratique. D'ailleurs, un titre entier du texte constitutionnel lui sera consacré de manière expresse. Certains grands principes en matière de bonne gouvernance, de moralisation de la vie publique et de l'Etat de droit économique ont été clairement consacrés dans le cadre de la constitution marocaine (consulter notamment les articles 154 à 171). A cet égard, on peut citer quelques principes de bonne gouvernance économique, prévus expressément dans le texte, comme l'interdiction des conflits d'intérêts, le respect des équilibres fondamentaux, le respect des règles de fonctionnement du marché, la reddition des comptes et la libre concurrence...

Par ailleurs, la nouvelle Constitution consacre l'indépendance des institutions fondamentales chargées de la bonne gouvernance, notamment l'Instance Nationale de la Probité et de Lutte contre la Corruption⁴, le Conseil de la Concurrence⁵, ainsi que la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle⁶. De même, les compétences du Conseil Economique et Social ont été désormais élargies pour englober les questions environnementales, domaine qui est devenu une préoccupation majeure pour l'humanité,

lequel doit faire l'objet d'une gouvernance exemplaire et ce afin de sauvegarder l'avenir des générations futures.

La récente réforme de la loi organique relative à la loi de finances a répondu à la volonté de moderniser la gestion publique dans le sens d'une meilleure gouvernance budgétaire, en adoptant le dispositif budgétaire aux prescriptions de la Constitution de 2011 et en accompagnant la dynamique de la régionalisation avancée. Les principaux objectifs de cette réforme consistent tout d'abord à conforter la loi de finances, tout en veillant à la viabilité du cadre macro-économique, dans son rôle d'accompagnement et de facilitation pour mettre en œuvre des réformes structurelles. Ensuite, ils visent à améliorer la performance de l'action publique et de la qualité du service public offert au citoyen. Enfin, elle devrait permettre de renforcer la transparence de la gestion des finances publiques à l'égard des citoyens et aussi d'améliorer le rôle du contrôle dévolu au Parlement (représentant les partis politiques siégeant au sein de cette institution et bien entendu in fine les citoyens).

L'autre innovation sur le plan budgétaire est la mise en place de l'approche sensible au genre⁷, concept novateur en sciences sociales visant à désigner les différences non biologiques entre les hommes et les femmes. Cette prise de conscience de la nécessité d'insérer la dimension genre dans les politiques publiques résulte d'un combat de la société marocaine en général, mais aussi mené par le mouvement des femmes en particulier, lequel a donné lieu à la réforme du Code de la Famille à travers « la Moudawana » en 1998, suivie de l'obligation de respecter un quota en faveur des femmes au sein du parlement... Cette dynamique permet ainsi la recherche du progrès sur le plan de la démocratie et de l'efficacité économique, dans le sens de plus d'égalité. L'élaboration du rapport Budget Genre, qui accompagne le projet de loi de finances, est ainsi un outil d'évaluation des politiques publiques aux regards des besoins différenciés de la population cible.

Autre réforme fondamentale est celle qui a porté sur le contrôle et la gouvernance des établissements publics, notamment ceux qui ont caractère industriel et commercial, dont le rôle important

ne cesse de croître au sein de l'économie nationale. La loi relative au contrôle financier de l'Etat sur les EEP a été ainsi amendée pour mieux renforcer les mécanismes d'évaluation et de contrôle. Parallèlement à cette réforme, il a été procédé à la généralisation graduelle des relations contractuelles entre l'Etat et les entreprises/établissements publics en vue de consacrer leur rôle en tant qu'acteur essentiel dans la mise en œuvre des projets structurants.

D'ailleurs, les mécanismes de gouvernance ont été également améliorés par la mise en place de la charte des bonnes pratiques de la gouvernance des entreprises/établissements publics, adoptée en 2012 mais amendée récemment. En outre, le bilan de leurs activités et le détail des différentes réformes relatives à leur gouvernance sont désormais consignés annuellement dans un rapport sur le secteur public, consultable sur le site du ministère de l'Economie et des Finances⁸. Celui-ci accompagne systématiquement le projet de loi de finances, et ce afin de permettre une meilleure transparence en la matière en faveur des parlementaires (qui représentent respectivement leur parti politique) et aussi de manière plus générale à l'égard des citoyens.

Malgré ces différentes mesures prises pour améliorer la gouvernance (notamment des finances publiques), on peut toutefois déplorer l'existence de certaines défaillances dans la pratique. Ces dernières devront être corrigées rapidement et définitivement par les pouvoirs publics, et ce sous la pression continue notamment des citoyens.

3^e axe : Les défaillances constatées en matière de gouvernance économique et institutionnelle

En effet, on peut évoquer à cet égard un problème récurrent au Maroc concernant l'adoption des textes d'application, qui sont nécessaires pour la mise en œuvre des réformes voulues. Or malheureusement, on constate souvent qu'il y a relativement du retard pour adopter les textes juridiques comme ceux, par exemple, relatifs aux mesures prévues par la Constitution.

Les raisons invoquées sont nombreuses et variables. Ainsi, le Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) est submergé par le grand nombre de textes qu'il doit étudier avant de rendre son avis ; or, cette institution n'est pourvue que de peu de moyens humains face à la lourde et difficile tâche, à laquelle elle est confrontée quotidiennement. En outre, les administrations de tutelle, notamment leurs services chargés de la rédaction des textes juridiques, ne préparent pas à temps la réglementation de leur secteur respectif. Par ailleurs, la multiplicité des intervenants pour faire adopter un texte juridique participe à ce retard général constaté. Autre exemple, on peut citer la mesure prévue par le gouvernement relative à l'amélioration du climat des affaires, qui tarde aussi à venir depuis plus d'une décennie, consistant à adapter un nouveau texte relatif à l'encouragement de l'investissement ; cette réforme a été plusieurs fois reportée depuis 2005, comme peuvent en témoigner les articles de journaux de l'époque⁹ ! Or, le préambule de ce texte¹⁰ avait prévu une durée maximale de dix ans à partir de 1995.

Sur le plan institutionnel, il s'est avéré que le renouvellement obligatoire des membres du Conseil de la concurrence, pour permettre le bon fonctionnement de l'institution, tarde à se réaliser depuis déjà fin 2013. Le Conseil est dans l'attente de la nomination de ses nouveaux membres, qui sont au nombre de treize. D'ailleurs, certains dossiers sont suspendus depuis un certain temps, comme celui du commerce électronique qui attend la constitution de la future équipe. Ainsi, les opérateurs économiques devront, comme on dit souvent dans ces cas, prendre leur « mal en patience ». Le même constat accablant concerne aussi le Conseil Consultatif des Marocains à l'Étranger (CCME). En effet, seulement 37 membres ont été désignés sur les cinquante prévus par son texte de création, ce qui peut causer des dysfonctionnements sur le plan institutionnel. D'ailleurs, certaines commissions, n'ayant pas atteint le quota requis, n'ont donc pas pu se réunir pour valider un certain nombre de travaux et adopter ainsi les avis consultatifs demandés.

Durant notre présent colloque, plusieurs défaillances relatives notamment à la gouvernance des partis politiques marocains ont

été mises en exergue comme le manque de démocratie interne, l'absence de vision novatrice de la société qui se contente de suivre aveuglement celle de l'Etat, le non renouvellement de son élite (qui perdure, parfois depuis des décennies, à la tête du parti et créant ainsi un véritable gap générationnel avec la jeunesse marocaine), la faible communication à l'égard des citoyens en dehors des périodes électorales, les éléments du patrimoine des partis politiques sont parfois immatriculés au nom de personnes (notamment d'anciens leaders), les écarts parfois flagrants entre le contenu des discours des responsables politiques prononcés avant les élections et les projets de textes juridiques proposés au parlement par la suite... Tous ces différents dysfonctionnements visibles ne peuvent que créer à la longue une certaine méfiance des citoyens à l'égard des partis politiques. D'ailleurs depuis le début de l'année 2017, la crise sociale que connaît la région du Rif au Maroc, sur fond de revendications et de manifestations virulentes et récurrentes, aurait pu être mieux canalisée si un véritable dialogue permanent existait entre la population locale et les partis politiques.

Par ailleurs, il est nécessaire d'améliorer la gouvernance du système de compensation des produits de première nécessité. En effet, il est primordial de procéder prochainement à des actions de ciblage, dans le sens d'une bonne gouvernance, afin de remédier aux dysfonctionnements de l'actuel système de compensation qui profite finalement aussi aux couches favorisées de la population. A titre d'exemple, les butanes de gaz, soutenus financièrement par le système de compensation dont le coût est énorme pour le budget marocain, sont également achetés par les riches propriétaires de villas ou de fermes pour leurs propres besoins.

On décèle parfois un manque de coordination, voire une superposition des mesures, entre les différents plans sectoriels existants, comme « Maroc vert » pour l'Agriculture, « Halieutis » pour les produits de la mer, « Emergence » pour l'industrie, « Vision 2020 » pour le Tourisme. Autre reproche émis souvent au sujet de ces plans sectoriels est de constater qu'ils ont été préparés par des bureaux d'étude américains, qui reproduisent

le même modèle un peu partout à travers la planète !, sans tenir compte véritablement des spécificités de chacun des pays dans lesquels ils opèrent.

Pour conclure, il semble alors nécessaire de faire régulièrement l'évaluation des récentes réformes réalisées, exercice certes difficile mais obligatoire, afin de se rendre compte de l'état de leur évolution au regard des nombreuses attentes des citoyens. Cette évaluation précise et objective des politiques publiques s'impose encore plus maintenant que jamais, en particulier au lendemain des élections législatives, comme celles d'octobre 2016 ; il s'agira ainsi de faire le bilan des réformes initiées durant la période des gouvernements Benkirane I et II. L'objet principal de cette communication a été de démontrer la nécessité d'adopter une bonne gouvernance dans la conduite des politiques publiques, et ce afin de réussir au mieux l'implémentation des réformes nécessaires au développement social et économique en faveur des citoyens marocains. Bien entendu, l'Etat devra poursuivre ses efforts de manière régulière pour renforcer le rôle de institutions de contrôle prévues par la constitution, à travers notamment l'octroi de moyens humains et matériels favorisant leur indépendance, la rénovation de leur cadre juridique et une meilleure coordination de leurs actions.

D'ailleurs, la croissance dans les pays arabes en transition démocratique pourrait être relancée dans les plus brefs délais, si les nouveaux gouvernements en place obtiennent la confiance de la part des citoyens et lancent également un véritable programme de réformes selon les standards de bonne gouvernance. D'ailleurs, les investisseurs ne vont s'impliquer dans l'économie nationale que s'ils sont rassurés par la stabilité politique et par les avancées dans le processus de la réforme de la gouvernance économique, visant plus de transparence et d'équité. De manière générale, il est prouvé que plus les grandes réformes seront repoussées dans le temps et plus les performances économiques seront alors faibles, donnant lieu à des ajustements ultérieurs assez douloureux (par exemple, les systèmes de compensation et de retraite...).

NOTES

- 1 | Voir *Institut de Recherche et débat sur la gouvernance*, Tous responsables? Chroniques de la gouvernance 2015, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2015, 210 pages; Michel Bouvier, *La Bonne gouvernance des finances publiques dans le monde (Actes de la IV^e Université de printemps de finances publiques)*, Paris, LGDJ, 2009, 314 pages.
- 2 | Pour plus de détails, consulter par exemple Agdar A., *Le Partenariat stratégique entre le Maroc et le pays du Golfe, mémoire pour le Master*, Rabat, 2017, 129 pages; Abouddahab Z., «*La participation du Maroc au partenariat de Deauville sur fond de transition dans les pays arabes*», *Paix et sécurité internationales*, n° 1, janvier-décembre 2013, p. 77-90; Lamli N., «*Maroc : à Riyad, Mohammed VI scelle son alliance avec les monarchies du Golfe*», *Jeune Afrique*, 21 avril 2016; Airault P., «*Maroc : avec les monarchies du Golfe, un mariage de raison*», *Jeune Afrique*, 11 janvier 2013; Saint-Prot Ch., «*Le Maroc au centre d'un axe Europe-Pays du Golfe arabe?*», O.E.G., novembre 2012.
- 3 | Consulter le site : www.marchespublics.gov.ma.
- 4 | Cf. www.icpc.ma
- 5 | Cf. www.conseil-concurrence.ma
- 6 | Cf. www.haca.ma
- 7 | Cf. *L'Economiste*; «*Approche genre : l'expérience marocaine, une référence mondiale*», Edition n° 3907, le 13 novembre 2012.
- 8 | Consulter www.finances.gov.ma
- 9 | Cf. par exemple huffpostmaghreb.com, «*La réforme de la charte d'investissement relancée*», 4 mai 2017; Medias24, «*Charte de l'investissement : ce qui va changer*», 7 juil. 2016; *L'Economiste*, «*Le projet de Charte de l'investissement avance à petits pas*», édition n° 3789, le 23/05/2012; *L'Economiste*, «*Charte de l'investissement : Les réunions démarrent*», édition n° 3546, le 07/06/2011.
- 10 | *Loi n° 18-95, publiée au B.O. n° 4336 du 06 décembre 1995.*

Liste des auteurs

Mohammed Zakaria Abouddahab est professeur de droit international et de Relations internationales à la Faculté de Droit de Rabat, Agdal. Il est en même temps vice-doyen chargé de la recherche scientifique, de la coopération et du partenariat. Chercheur associé à l'IRES, il a coordonné et fait partie de plusieurs équipes de recherche au sein de la même institution. Auteur de plusieurs publications dont la plus récente : « Les droits de l'homme dans la Constitution marocaine de 2011 », *in Abderrahmane Mebtoul, Camille SARI et (dir.), Quelle gouvernance et quelles institutions au Maghreb face aux enjeux géostratégiques*, éditions Anwar El Maârif, Algérie, 2014, p. 130-157.

Tamou Ait Mbarek est titulaire d'un Doctorat en 2008 de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat (FLSHR), option littérature arabe, elle occupe le poste d'enseignante, depuis 2011, à la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat-Agdal. Elle assure donc les cours de "Langue et Terminologie" aux étudiants de Droit arabe et aux étudiants inscrits au niveau de la Licence d'Excellence - Sciences Politiques ainsi que les cours de "Sémiotique et Analyse du Discours" au niveau du Master à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat. Et ce, dans le cadre de vacation. Toujours dans le cadre pédagogique, elle enseigne la langue arabe aux étudiants étrangers débutants, désireux d'apprendre la langue et découvrir la richesse de cette dernière. Au niveau de son parcours administratif, elle a suivi une formation d'une année à l'Ecole Nationale d'Administration, vu les responsabilités administratives qu'elle exerçait auparavant. Actuellement, elle occupe le poste de Secrétaire général à la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat et mène les deux tâches en parallèle à savoir : Enseignante et secrétaire général à ladite Faculté.

Ismail Bardaoui a un Master en Langues et Linguistique de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de l'Université Mohammed V de Rabat. Il est chercheur et professeur d'anglais. Ses domaines d'intérêt comprennent l'analyse du discours, les

sciences politiques et l'étude des mouvements sociopolitiques. Ismail Bardaoui s'intéresse en particulier à l'engagement politique de la jeunesse marocaine et aux attitudes des jeunes envers l'engagement politique.

Abdelhamid Benkhattab, Professeur d'enseignement supérieur à l'Université Mohamed V, Rabat-Agdal ; Membre de bureau de l'Association Marocaine de science politique ; Membre du comité scientifique du Centre des Études et de recherches en sciences Sociales, Rabat ; Membre de l'Association marocaine du Droit constitutionnel, Chercheur et professeur associé à l'ISIC... Axes de recherches Dynamiques politiques, représentations politiques, Changements politiques, Participation politique.

Elhabib Eddaqqaq est Docteur d'Etat en droit et diplômé des Droits de l'Homme de l'Institut Supérieur International des Sciences Criminelles, Siracus Italie, 1992. Il est spécialiste du Droit Parlementaire, Ingénierie Juridique et Techniques Législatives, il était Conseiller du ministre des Finances (1994-1998) et aussi Directeur du Cabinet du ministre chargé des Relations avec le Parlement (1985-1988). De 1998 à 2001 il était conseiller du Président de la chambre des représentants au Parlement et de 2009 à 2013 Conseiller du Président de la chambre des conseillers, après il était Professeur de l'Enseignement Supérieur grade C. Actuellement il est Doyen de la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, Agdal, Université Mohammed V de Rabat.

Yamina El Kirat El Allame a un doctorat d'Etat en Linguistique culturelle, avec un accent sur les Langues, Cultures et Identités minoritaires. Elle a été « Fulbright Visiting Scholar » à Greenville Tech en 2010, dans le cadre d'un programme intitulé « Direct Access to the Muslim World », où elle a contribué à la mise en place d'un programme sur « Middle Eastern Studies ». Ses domaines d'intérêt sont l'anthropologie/linguistique culturelle, les langues, cultures et identités minoritaires, les politiques/l'aménagement linguistique(s), la question du genre, la migration, les mouvements sociaux, l'analyse du discours. Son intérêt pour ces domaines est motivé par son expérience personnelle et l'intérêt qu'elle porte aux questions de langue, de culture, d'éducation, de société et de politique au Maroc.

Jaouad Ennouhi est professeur de droit public à la Faculté de Droit de Rabat-Agdal. Membre fondateur de l'observatoire d'analyse des politiques et membre de plusieurs équipes de recherche au sein de la même institution. Il est au même temps membre de la commission régionale des droits de l'homme Rabat-Kenitra. Auteur de plusieurs publications dont un ouvrage sur le thème : *Approche politique des investissements étrangers au Maroc*, publié par la Fondation du Roi Abdelaziz, Casablanca.

Karsten Grabow est le chef du groupe de travail sur la recherche concernant les partis politiques à la KAS. Il était précédemment le coordinateur de la coopération internationale des partis de la KAS. Karsten Grabow détient un doctorat en sciences politiques de l'Université Humboldt à Berlin. Il a enseigné à différentes universités en Allemagne et à l'étranger. Récemment, il était un professeur invité à l'Université de Jena, en Allemagne.

Sanae Kasmi est docteur en Sciences politiques de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Elle est Professeur à l'Université Euromed de Fès. Ses travaux portent sur le droit des partis politiques, le droit public de l'économie, les processus de transition démocratique et les institutions politiques (gouvernement, Constitution et opposition). Elle a publié un ouvrage intitulé : *Le Statut des partis politiques au Maroc*.

Abdelaziz Laaroussi est professeur de Droit public et de science politique à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat-Agdal. Docteur en Droit public option science politique et droit constitutionnel, il a obtenu le prix de la meilleure thèse, décerné par l'Université Mohammed V de Rabat, en 2010. Sa plus récente publication, qui date de l'année 2014, est un ouvrage intitulé *La Législation marocaine et les conventions internationales des droits de l'homme : Harmonisations juridiques et constitutionnelles*.

Ghassan Lamrani, titulaire d'un doctorat en Sciences politiques en 2013 (Faculté de Droit Rabat Agdal). Membre au centre de recherche en sciences sociales et politiques Rabat. Auteur de deux livres : *l'USFP : crise passagère ou prémises d'un déclin*

annoncé ? Annajah, Edition 2009 et *Abstention électorale et partis politiques au Maroc*, Bouregrag, édition 2015.

Yamine Lyamani est Professeur Assistant à l'Institut National de Statistique et d'Economie Appliquée (INSEA). Il est titulaire d'un Doctorat en littérature générale et comparée à l'université de Paris 3 Sorbonne Nouvelle. Il est membre de plusieurs organismes de recherche, dont le Laboratoire Energétique Mécanique Electromagnétisme (LEME) Université de Nanterre Paris 10, le groupe de recherche sur le Capital Humain de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES), le Laboratoire « Langage et société » à Université Ibn Tofail, Kénitra, Maroc, le Laboratoire Documentaire et Linguistique (LDL) de l'université de Ibn Zohr Agadir, Maroc, et le Groupe de Recherche sur La Psychologie de la Communication (G.R.P.C) de l'Université Paris III.

Khalid Moukrite est enseignant-chercheur à l'Institut Universitaire de la Recherche Scientifique (I.U.R.S.) de Rabat ainsi que professeur de droit au sein d'établissements publics et privés (les Facultés de droit de Rabat, ENA, ISIC, EGE, UIR, MUNDIAPOLIS...). Chercheur associé à l'IRES, il a fait partie de plusieurs équipes de recherche au sein de cette institution. Il est auteur de nombreuses communications, dont les plus récentes sont « La nouvelle gouvernance économique à l'heure de la transition politique en cours dans les pays arabes » et « Les relations économiques pensées par les pays riverains de part et d'autre de la Méditerranée à l'époque pré/post coloniale, à l'image de la France et du Maroc ».

Mohamed Redouani est professeur de droit public à la Faculté pluridisciplinaire – Nador, il est l'auteur de nombreux ouvrages dont le développement politique au Maroc et les cabinets ministériels au Maroc.

Helmut Reifeld travaille avec la Konrad-Adenauer-Stiftung depuis 1993. Entre 1997 et 2004, il a été représentant de la KAS en Inde, parallèlement chargé de nouveaux projets en Afghanistan en 2002. De 2004 à 2011, il a été chef de la division générale de la planification sectorielle au Département de la Coopération Internationale. Depuis septembre 2011, il est représentant de la KAS au Maroc.

تقديم

كلمة الأستاذ الحبيب الدقاق عميد كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمناسبة الندوة الدولية حول موضوع: «المواطنة والأحزاب السياسية: انخراط والتزام»

السيد رئيس الجامعة،
السيد ممثل مؤسسة كونراد أديناور،
السادة رؤساء الشعب،
الأساتذة والزملاء الأعزاء،
السيدات والسادة ضيوفنا الكرام،
بناتي الطالبات وأبنائي الطلبة،
السيدات والسادة الحضور،

يسرني أن افتتح أشغال هذه الندوة الدولية، التي تنظمها كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية-أكداال، بتعاون مع مؤسسة كونراد أديناور الألمانية، التي نشكر ممثلها السيد هلمت ريفيلد على دعمها ومشاركتها في تنظيم مثل هذه الأنشطة.

وأغتنمها فرصة لأرحب بكم في رحاب هذه الكلية، ونرحب بالسيد الرئيس سعيد أمزازي، الذي لا يتوانى أبداً في دعم كل المبادرات والأنشطة التي تقوم بها الكلية وباقي المؤسسات التابعة للجامعة ؛ ومن باب الإنصاف والمواطنة، أن هذا النشاط العلمي يصادف كذلك تخليد الذكرى الستين لتأسيس جامعة محمد الخامس، وتأسيس كلية الحقوق-أكداال بالرباط، كأول جامعة عصرية، وأول كلية للحقوق بالمغرب، حيث يرجع تاريخ تأسيسهما من طرف المغفور له جلالة محمد الخامس إلى سنة 1957. أرحب بكم وأشكركم على قبولكم الدعوة للحضور والمشاركة في أشغال هذه الندوة الدولية. أرحب بكم وأشكركم مجدداً، في رحاب كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكداال. وأقول مجدداً لأننا نلتقي اليوم، وللمرة الخامسة خلال السنوات الأخيرة، في هذا المدرج، وحول نفس الموضوع. وفي كل مرة، كان الخيط الناظم الذي يجمعنا وملتقي من أجله، هو موضوع من الأهمية والعمق والرمزية والراهنية بمكان. ومن الأكد أنه

يسري في عروق كل مغربي، وكل منتمي لبلد ما، ألا وهو موضوع المواطنة. وهو موضوع، وإن كنا قد أخذنا على عاتقنا أن يكون نشاطاً ومحوراً علمياً سنوياً، فإنه في كل مرة تتم معالجته من زاوية معينة.

- **ففي النسخة الأولى** التي نظمت سنة 2014، كان الموضوع هو «المواطنة: بما تقتضيه من تلازم الحقوق والواجبات»، وقد أتى انعقادها آنذاك في مرحلة تاريخية شهد فيها العالم تحولات إقليمية ودولية متسارعة، خاصة في ما أصبح يُصطلح عليه بدول الربيع العربي، وما صاحبها من اهتمام متزايد بفكرة المواطنة بكل ما يرتبط بها من حقوق وواجبات.

- وانصب **اللقاء الثاني** سنة 2015 حول «وجهات نظر متقاطعة للمواطنة بالمغرب وتركيا»، للوقوف على نماذج من المقاربات، والمقارنات، وحتى المفارقات.

- أما **الطبعة الثالثة** سنة 2016، فقد خصصناها لمحور «المواطنة المسؤولة والمدمجة والتشاركية»، وعياً منا بأنه لا يكفي الانتماء للبلد والارتباط بجنسيته، بل ينبغي الوفاء والإخلاص له وخدمته كذلك.

وحرصاً من الكلية والجامعة بكل مكوناتهما، على توفير فضاءات المعرفة الموازية للطلبة والشباب، وانفتاحهم على محيطهم المجتمعي والسياسي، كان عنوان النسخة الثالثة هو «المواطنة والمشاركة السياسية للشباب».

واليوم، ومساهمة منا ومن الجامعة في انشغالات الرأي العام، وانفتاحهما على محيطهما الاقتصادي والاجتماعي، وعلى مختلف الفاعلين السياسيين وهيئات المجتمع المدني، خصصنا موضوع هذه الندوة الخامسة لمناقشة موضوع المواطنة كذلك، لكن من زاوية علاقتها بالأحزاب السياسية؛ مع ما يتطلبه العمل الحزبي بالنسبة لأعضائها من وفاء اتجاه الوطن وثوابته كواجب، في مقابل الانتماء إليه وحمل جنسيته كحق؛ وفي الجانب الثاني، الالتزام السياسي للحزب ومبادئه وأهدافه النبيلة كواجب، في مقابل الانخراط في هياكله وتمثيله وتحمل المسؤوليات باسمه كحق.

حضرات السيدات والسادة،

على الرغم من أن الموضوع يحمل زخماً سياسياً بطبيعته، فإنني لن اعتمد خطاباً أو تحليلاً سياسياً، ولو أنني رجل سياسة، نظراً لأن المناسبة شرط، ولأن الحق في حمل الصفة الأكاديمية يفرض كذلك الالتزام بضوابطها.

فالحقيقة أنه لا يخفى على أحد أن الأحزاب السياسية هي طرف فاعل في الممارسة الديمقراطية وإشاعتها، وتطويرها. إذ لا ديمقراطية حقة بدون أحزاب سياسية. لكنه يتعين عليها بالمقابل أن تكون في مستوى المسؤولية الملقاة على عاتقها، وأن تحرص على تلازم الحقوق بالواجبات؛ إذ الوطن أولاً، ليأتي الحزب بعده.

وفي هذا السياق، ما فتى جلاله الملك محمد السادس يحث الأحزاب على تحمل «مسؤولياتها السياسية في تقديم مشاريع مجتمعية واضحة و متميزة، وبلورتها في برامج مضبوطة وناجعة وواقعية، تضع في صلبها الانتظارات الحقيقية للأجيال الحاضرة و الصاعدة، ليتاح للمواطن الاختيار الحر للخبز المؤهلة للنهوض بها».

كما دعا في (مناسبة افتتاح السنة التشريعية 2006-2007) الهيآت السياسية، وهي تخوض غمار الانتخابات التشريعية، لاحترام الناخب و مخاطبته بلغة الوضوح و الحقيقة، وأن تختار من هم أجدر بتحمل أمانة الانتداب النيابي، باعتبار البرلمان القلب النابض للديمقراطية، وأرفع تعبير عن الإرادة الشعبية.

كما سيكون عليها أن تتصدى في برامجها للقضايا الكبرى للبلاد، وأن تقترح لها أفكاراً جديدة، وآليات قابلة للتنفيذ. فالانتخابات فرصة للتباري بين البرامج و المشاريع، أكثر منها تنافساً على المقاعد و المواقع. وهو ما يتطلب قيام تحالفات، كفيلة بإفراز أغلبية منسجمة، و معارضة بناءة، ضمن مشهد سياسي معقلن و سليم. « انتهى المنطوق الملكي.

فانطلاقاً من هذه التوجيهات الملكية، التي ارتأينا أن نستحضرها و نقدم بها، وحتى أكون و فياً للصفة الأكاديمية، سنتناول مداخلتنا حول «المواطنة و الأحزاب السياسية: انخراط و التزام»، من خلال ثلاثة مداخل أساسية:

- المدخل الأول: هو مدخل قانوني؛
- المدخل الثاني: يتعلق بالممارسة الحزبية؛
- المدخل الثالث: يتعلق بمنظور القضاء عموماً (دستوري أو عادي) للمواطنة الحزبية.

المدخل الأول: المواطنة الحزبية، محطات قانونية راسخة

عرفت المواطنة الحزبية عدة محطات قانونية راسخة، كان أولها إصدار الظهير المتعلق بتأسيس الجمعيات سنة 1958، ثم جاء أول دستور للمملكة سنة 1962 الذي ارتقى بالأحزاب إلى المرتبة الدستورية، حيث نص الفصل الثالث منه على أن: «الأحزاب السياسية والمنظمات النقابية والمجالس الجماعية والغرف المهنية تساهم في تنظيم المواطنين وتمثيلهم.» وقد حافظت الأحزاب السياسية على نفس المكانة في كل الصيغ والمراجعات الموالية التي عرفها الدستور المغربي.

وإذا كان دستور المملكة قد حدد الغاية الأساسية من تأسيس الأحزاب، فإن مضامين قانون الجمعيات أو ما يعرف بقانون الحريات العامة، قد تضمن مجموعة من حقوق وواجبات المواطنة.

● **بخصوص الحقوق التي خولها هذا القانون للأحزاب السياسية، فقد كان أهمها:**

- الحق في تسيير وتدبير الشؤون العامة؛
- الحق في التقاضي أمام المحاكم؛
- الحق في التملك والتصرف؛
- الحق في إنشاء اتحادات حزبية؛
- الحق في الحصول على التمويل: (تمويل من الدولة للحملات الانتخابية، إعانات مخصصة للصحف الحزبية).

● **وفي المقابل فرض على الأحزاب السياسية والمنخرطين فيها عدة واجبات أو التزامات نذكر منها:**

- الالتزام بتأسيس الحزب من مواطنين مغاربة فقط؛
- ألا يفتح الحزب في وجه المجردين من الحقوق الوطنية، والفئات المستثناة من العمل الحزبي (الجنود، القضاة...)
- أن يلتزم بالقوانين والآداب العامة، وأن يتقيد بالثوابت الجامعة للأمة والمتمثلة في الدين الإسلامي والوحدة الترابية والنظام الملكي، بالإضافة إلى عدم ممارسته لأي شكل من أشكال التمييز؛

- أن يمول من أموال وطنية فقط، وألا يتلقى إعانات عمومية غير تلك التي تمنحها الدولة؛

- أن يلتزم بمسك محاسبة شفافة، وأن يقدم حساباته بشكل منتظم.

وقد شكلت هذه الحقوق والواجبات نواة المواطنة الحزبية الملتزمة لما يناهز نصف قرن من الزمن (1958-2006)، حيث ستعرف سنة 2006 وضع تشريع عصري ومستقل (القانون رقم 04-36 المتعلق بالأحزاب السياسية) لتنظيم المشهد الحزبي ببلادنا، يتوخى الارتقاء بالحزب كعقد بين أشخاص، ليصبح الحزب كمؤسسة، وكرافعة قوية قادرة على تعبئة جهود وطاقت مكونات المجتمع وقواه الحية لرفع التحديات الداخلية والخارجية للبلاد، وكذلك تأهيل العمل البرلماني بتجاوز البرلمانية التمثيلية التقليدية إلى البرلمانية العصرية العقلانية عبر ترسيخ ممارسة برلمانية مواطنة.

وإذا كان المشرع قد حافظ على النواة القانونية التي كانت تحكم العمل الحزبي في السابق، فإنه قد وظف التراكم الذي عرفته الممارسة الحزبية لوضع إطار قانوني رائد وأداة لإشعاع قيم المواطنة بما تقتضيه من تمتع بالحقوق والتزام بالواجبات. ومما يدل على ذلك ما جاء به هذا القانون من مستجدات في هذا المجال، نذكر من أهمها:

● في الشق المتعلق بالحقوق، نجد:

- حق الأحزاب السياسية في تدبير الشؤون العمومية، وتأطير المواطنين والمواطنات؛
- مساهمة الأحزاب في نشر التربية السياسية، ومشاركة المواطنين في الحياة العامة، وتأهيل نخب قادرة على تحمل المسؤوليات العمومية، وتنشيط الحقل السياسي؛
- حق الأعضاء في المشاركة الفعلية في إدارة مختلف أجهزة الحزب.
- الحق في الانسحاب من الحزب بشكل مؤقت أو نهائي،
- الحق في حصول الاتحادات الحزبية على التمويل؛

• وفي الشق المتعلق بالواجبات، نجد:

- إلزامية حصر الحسابات بشكل سنوي؛
- إلزامية استخدام أموال الدعم في الأغراض التي منحت من أجلها؛
- إلزامية عقد الحزب لمؤتمره بشكل دوري؛
- إلزامية إشراك النساء والشباب في الأجهزة المسيرة للحزب؛
- إلزامية التوفر على هياكل تنظيمية مركزية، وتنظيمات جهوية وإقليمية.
- إلزامية اختيار مرشحي الحزب في الاستحقاقات الانتخابية على مبادئ ديمقراطية
- الالتزام بأحادية الانتماء الحزبي؛
- الالتزام بعدم إنشاء حزب على أساس تمييزي (الدين، اللغة، العرق، الجهة...):
- منع الترحال السياسي؛
- إلزامية أن يكون مؤسسو الحزب مقيدين في اللوائح الانتخابية، وحاملين للجنسية المغربية ومتمتعين بالحقوق المدنية والسياسية؛
- إلزامية التوفر على برنامج سياسي ونظام أساسي ونظام داخلي؛
- إلزامية تنظيم الحزب السياسي وتسييره بناء على مبادئ ديمقراطية؛

• ورغم جدية وجاذبية هذا القانون ستأتي رياح الربيع العربي لتدفع به نحو التغيير والتطوير. وقد تضمن الخطاب الملكي السامي الذي ألقاه في 9 مارس 2011 التوجهات العامة لهذا التحول، حيث نص في المرتكز الخامس من الخطاب على: «تعزيز الآليات الدستورية لتأطير المواطنين، بتقوية دور الأحزاب السياسية، في نطاق تعددية حقيقية، وتكريس مكانة المعارضة البرلمانية...». وجسدها دستور المملكة لسنة 2011 الذي نص في عدة فصول على الأدوار الجديدة للأحزاب السياسية. ففي الفصل السابع (7) تم تعزيز دور الأحزاب السياسية، سواء على مستوى الحقوق أو الواجبات، نذكر منها:

- العمل على تأطير المواطنين والمواطنات؛
- تعزيز انخراطهم في الحياة الوطنية، وفي تدبير الشأن العام؛
- المساهمة في التعبير عن إرادة الناخبين؛
- المساهمة في ممارسة السلطة في نطاق احترام الدستور والقانون.

● كما خص هذا الدستور أحزاب المعارضة البرلمانية في الفصل العاشر (10) بمكانة متميزة تضمن لها عدة حقوق تتمثل في:

- حرية الرأي والتعبير والاجتماع؛
- حيز زمني في وسائل الإعلام الرسمية يتناسب مع تمثليتها؛
- الاستفادة من التمويل العمومي، وفق مقتضيات القانون؛
- المشاركة الفعلية في مسطرة التشريع، لاسيما عن طريق تسجيل مقترحات قوانين بجدول أعمال مجلسي البرلمان؛
- المشاركة الفعلية في مراقبة العمل الحكومي، لاسيما عن طريق ملتصم الرقابة، ومساءلة الحكومة، والأسئلة الشفوية الموجهة للحكومة، واللجان النيابية لتقصي الحقائق؛
- المساهمة في اقتراح وانتخاب الأعضاء المرشحين لعضوية المحكمة الدستورية؛
- تمثيلية ملائمة في الأنشطة الداخلية لمجلسي البرلمان؛
- رئاسة اللجنة المكلفة بالتشريع بمجلس النواب؛
- التوفر على وسائل ملائمة للنهوض بمهامها المؤسسية؛
- المساهمة الفاعلة في الدبلوماسية البرلمانية، للدفاع عن القضايا العادلة للوطن ومصالحه الحيوية؛
- المساهمة في تأطير وتمثيل المواطنين والمواطنات، من خلال الأحزاب المكونة لها، طبقاً لأحكام الفصل 7 من هذا الدستور؛
- الحق في ممارسة السلطة عن طريق التناوب الديمقراطي، محلياً وجهياً ووطنياً، في نطاق أحكام الدستور.

وفي المقابل ألزم الدستور فرق المعارضة بالمساهمة في العمل البرلماني بكيفية فعالة وبناءة.

ومن أهم المستجدات الدستورية كذلك منع الترحال وتغيير الانتماء السياسي؛ حيث نص الفصل 61 من الدستور على أنه: «يجرد من صفة عضو في أحد المجلسين، كل من تخلى عن انتمائه السياسي، الذي ترشح باسمه للانتخابات، أو الفريق أو المجموعة البرلمانية التي ينتمي إليها.»

● وإلى جانب هذه الحقوق والواجبات الحزبية، جاء القانون التنظيمي المتعلق بالأحزاب السياسية لسنة 2011 ليكرس العديد من حقوق وواجبات المواطنة الحزبية نذكر من أهمها:

- جعل السن الواجب بلوغها من طرف المؤسسين والمسيرين 18 سنة عوض 23 سنة؛

- ضمان الاستقرار السياسي داخل جميع المجالس المنتخبة انسجاما مع مقتضيات الفصل 61 من الدستور، وذلك من خلال محاربة الترحال السياسي مع تمديد جزاء التجريد من الصفة الانتخابية للأشخاص المتخلين عن انتمائهم السياسي، ليشمل إضافة إلى غرفتي البرلمان الجماعات الترابية والغرف المهنية؛

- إرساء مبادئ الديمقراطية والشفافية والمساواة داخل هياكل الأحزاب السياسية من خلال:

- التنصيص على مقتضى يدفع الأحزاب السياسية نحو السعي إلى تحقيق مبدأ المناصفة بين الرجال والنساء داخل الأجهزة المسيرة وطنيا وجهويا مع حثها في اتجاه إعمال نسبة الثلث بالنسبة للنساء كهدف أولي؛
- إلزام الأحزاب السياسية بالتنصيص كذلك في أنظمتها الأساسية على تحديد دورات ومدة الانتداب للمسؤوليات داخلها؛
- تحديد دورية عقد المؤتمرات الوطنية في مرة واحدة كل 4 سنوات على الأقل مع ترتيب الجزاء في حالة المخالفة والمتمثل في الحرمان من التمويل العمومي بالنسبة للسنة الموالية.

● بالنسبة للموارد المالية للأحزاب فقد نص على:

- تنوع مصادر تمويل الأحزاب السياسية وتوسيع وعائها من خلال إضافة عائدات استثمار أموال الحزب في المقاولات التي تصدر الصحف الناطقة باسمه وفي مقاولات النشر والطباعة العاملة لحسابه؛
- تمكين الأحزاب من إعفاءات ضريبية على ممتلكاتها. لكنه منع تلقي تمويلات مالية من الخارج...

المدخل الثاني : المواطنة الحزبية من خلال الممارسة الحزبية

وبالموازاة مع التطور القانوني لحقوق وواجبات المواطنة السالفة الذكر، عرفت الممارسة الحزبية منذ الاستقلال إلى غاية الانتخابات التشريعية الأخيرة عدة ممارسات ومواقف تتنافى مع مبادئ المواطنة.

وهنا، كذلك نستحضر ما قاله جلالة الملك محمد السادس في أحد خطبه في هذا المجال: «... إن المتتبع للمشهد السياسي الوطني عموماً، والبرلماني خصوصاً يلاحظ أن الخطاب السياسي، لا يرقى دائماً إلى مستوى ما يتطلع إليه المواطن، لأنه شديد الارتباط بالحسابات الحزبية والسياسوية.

فإذا كان من حق أي حزب سياسي، أو أي برلماني، أن يفكر في مستقبله السياسي، وفي كسب ثقة الناخبين، فإن ذلك لا ينبغي أن يكون على حساب القضايا الوطنية الكبرى، والانشغالات الحقيقية للمواطنين.»

وبمناسبة الذكرى 62 لثورة الملك والشعب خاطب المنتخبين بالقول: «... يجب التشديد على أن المنتخب، كالتبيب والمحامي والمعلم والموظف وغيرهم، يجب أن يشتغل كل يوم. بل عليه أن يعمل أكثر منهم، لأنه مسئول على مصالح الناس، ولا يعمل لحسابه الخاص.

غير أن هناك بعض المنتخبين يظنون أن دورهم يقتصر على الترشح فقط. وليس من أجل العمل. وعندما يفوزون في الانتخابات، يختفون لخمس أو ست سنوات، ولا يظهرون إلا مع الانتخابات الموالية.

لذا، فإن التصويت لا ينبغي أن يكون لفائدة المرشح الذي يكتر من الكلام، ويرفع صوته أكثر من الآخرين، بشعارات فارغة أو لمن يقدم بعض الدراهم، خلال الفترات الانتخابية، ويبيع الوعود الكاذبة للمواطنين.

فهذه الممارسات وغيرها ليست فقط أفعالاً يعاقب عليها القانون، وإنما هي أيضاً تعبير صارخ عن عدم احترام الناخبين.»

ويقتضي تناول الممارسة الحزبية التوقف عند ثلاثة محطات أساسية:

1. الممارسة الحزبية قبل إقرار قانون الأحزاب السياسية لسنة 2006

المحطة الأولى: تتعلق بالمرحلة السابقة لإقرار قانون الأحزاب السياسية لسنة 2006 حيث كانت متممة بعدة ممارسات تتنافى مع مبادئ المواطنة الملتزمة نذكر منها:

أ - ظاهرة الترحال: التي كانت ملازمة للانتخابات في المغرب منذ أول انتخابات تشريعية سنة 1963، ومن آثاره أنه كان من الصعب ضبط خارطة واضحة للمشهد السياسي المغربي. وهي تدل على ضعف الإيمان لدى من يقدم على هذا التصرف بالمبادئ والأفكار التي يقوم عليها الحزب، وهشاشة الالتزام السياسي، وضعف الأخلاقيات والقناعة السياسية، وقبل هذا وذاك، فهي ضعف في الإيمان بمبادئ المواطنة الملتزمة، كما أن هذه المعضلة لا يمكن حلها بالإلزام القانوني فقط، بل يجب أن يواكبه الالتزام الأخلاقي.

وقد كانت هذه الظاهرة تهدد مختلف الأحزاب السياسية، فداخل الولاية التشريعية الواحدة ينتقل بعض أعضاء مجلس النواب من حزب إلى آخر من دون أي اعتبار للتعاقد الذي يجمعهم مع الكتلة الناجبة.

وقد كانت هذه الظاهرة متفشية ليس فقط في صفوف أعضاء حزبين، وإنما أيضا في صفوف قيادات حزبية؛ إذ هناك من مارس الترحال لمرتين أو ثلاثة مرات خلال ولاية تشريعية واحدة.

ب - البلقنة الحزبية، والمتجسدة في انتشار ظاهرة الانشقاقات التي شملت جل الأحزاب السياسية، وغالبا ما كانت ترتبط هذه الانشقاقات بالصراع حول القيادة، وليس نتيجة اختلاف حول الأفكار والتصورات.

وقد تولدت أحزاب مغربية كثيرة من أحزاب قامت نتيجة خلافات في التوجهات السياسية والفكرية بين الأعضاء المتنافسين أحيانا، وفي بعض الحالات نتيجة طموح شخصي. فخلال الفترة الممتدة بين 1959 و2002 تأسس ما يناهز 17 حزب كلها نتيجة انشقاقات.

ج - غياب الديمقراطية الداخلية عند بعض الأحزاب السياسية، سواء على المستوى التنظيمي للحزب أو على مستوى السلوك والممارسة الحزبية، حيث كان

تواجد الشباب والنساء داخل الهياكل التقريرية للأحزاب يكاد يكون منعدها، أما التزكيات فقد كانت دائما محل صراع، بالإضافة إلى ذلك كانت المؤتمرات الوطنية للأحزاب لا تنعقد إلا نادرا.

د - تركيز السلطة في يد قلة من قادة الحزب، ويتجلى ذلك في ارتباط نشأة أغلب الأحزاب السياسية ونشاطها بشخص مؤسسها، وسيادة هذا الشخص المؤسس على أعضاء الحزب ومقراته وماليتها، بعيدا عن كل المبادئ والأعراف الديمقراطية؛

هـ - هشاشة التحالفات السياسية التي كانت تظهر فقط عند كل استحقاق انتخابي وذلك على حساب أقطاب سياسية واضحة المعالم، غالبا ما تنهاوى وتندثر بسبب المصالح الخاصة والضيقة.

2. الممارسة الحزبية بعد قانون الأحزاب السياسية لسنة 2006

المحطة الثانية: بعد وضع القوانين المنظمة للأحزاب. إذ بالرغم وضع إطار مستقل ينظم الأحزاب السياسية سنة 2006، مازالت بعض الممارسات والسلوكات المناهية لمبادئ المواطنة متفشية لدى بعض الأحزاب والفاعلين الحزبيين. ويمكن أن نستدل على ذلك ببعض السلوكات التي لا تخفى على أحد:

● **غياب الديمقراطية الداخلية:** ويظهر ذلك بشكل واضح في ثلاثة أمور تتعلق بالقيادة والتزكيات ووضع السياسات:

أ - الوصول إلى القيادة واحتكارها: حيث إن بعض قادة الأحزاب السياسية لم يصلوا بواسطة الاختيار الديمقراطي الذي يعني انتخابات حرة ونزيهة، وإنما تحكمت في ذلك عوامل أخرى. كما أن أهم عوامل الحصول على القيادة والاستمرار فيها هو القرابة من الزعيم أو مركز القرار الحزبي.

ويبدو أن السلوك الحزبي لم يتغير رغم إقرار قانون الأحزاب في المغرب، فالمحجوبي أحرضان لم ينتزع من رئاسة الحركة الشعبية إلا في المؤتمر الذي انعقد في يونيو 2010 وقد ظل هذا الرجل على رأس قيادة الحركة منذ تأسيسها أي لما يزيد عن خمسة عقود وكان السبب الأساسي لتتحي أحرضان شيخوخته، ولم يكن السبب صناديق الاقتراع التي استعملتها الحركة الشعبية لأول مرة في تاريخها.

كما أبقى حزب الاستقلال في مؤتمره الوطني الخامس عشر الذي انعقد في يناير 2009 على عباس الفاسي، أميناً عاماً لولاية ثالثة، وذلك في مخالفة صريحة للقانون الأساسي للحزب الذي يحدد الأمر في ولايتين اثنتين.

وما يزال تغيير قادة الأحزاب إنما بسبب الوفاة أو بسبب انقلابات أو انشقاقات كما حدث مع صلاح الدين مزوار الذي انقلب على مصطفى المنصوري في حزب التجمع الوطني للأحرار، ومحمد مكينف الذي انقلب على عبد الواحد معاش في حزب الشورى والاستقلال، ونادراً جداً ما يكون تغيير بعض الأعضاء القياديين بسبب استقالات اختيارية كما حدث مع محمد الساسي الذي استقال من المكتب السياسي للياسر الاشتراكي الموحد.

الاستثناءات: وتتعلق بما حدث في المؤتمر الوطني السادس لحزب العدالة والتنمية، سنة 2008 حيث تم التصويت على عبد الإله بنكيران أميناً عاماً للحزب خلفاً لسعد الدين العثماني. وما حدث في المؤتمر الوطني الثامن للاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية حيث انتخب عبد الواحد الراضي خلفاً لمحمد اليازغي.

ب - تزكية المرشحين: رغم تنصيص المادة 24 من قانون الأحزاب السياسية على احترام المبادئ الديمقراطية في الترشيح، فإن جل الأحزاب السياسية عرفت خلافات حادة بخصوص الترشيح، وذلك بسبب غياب مساطر ديمقراطية واضحة للحسم في لوائح المرشحين. فمسألة اختيار المرشحات والمرشحين يحكمها في الغالب منطق القرب من دائرة القرار ولا تحكمها مسطرة مدققة، واضحة.

ج - غياب المقاربة التشاركية في وضع سياسة الحزب: باستثناء بعض الأحزاب التي حددت لجاناً لوضع برامج انتخابية، فإن أغلب الأحزاب الأخرى وضعت برامجها الانتخابية بصيغ تنعدم فيه أية مشاركة لأعضاء الحزب، إذ كانت برامجها إما مستنسخة من برامج أحزاب أخرى أو تم إعدادها من قبل مكاتب للدراسات، ومن دون أن تخضع هذه البرامج لأي نقاش من أي نوع.

● **ضعف التنظيم الحزبي:** وضع قانون الأحزاب السياسية ضوابط وشروط للحد من ظاهرة الانشقاقات الحزبية تفادياً لتأسيس أحزاب سياسية هشة لا تتوفر فيها مقومات البقاء، حيث اشترط إجراءات وشروط لتأسيس حزب سياسي، لكن رغم ذلك لا زالت الهشاشة تطارد تنظيم الأحزاب (تهميش دور المجلس الوطني، وجود لجان وطنية من دون تأثير في الحياة الحزبية...)، كما

عرفت مجموعة من الأحزاب السياسية صراعات داخلية منها ما انتهت بتغيير رئيس الحزب ومنها ما نتج عنه انسحابات من الحزب، أو تجميد العضوية فيه. ومن مظاهر الهشاشة التنظيمية تغيير الانتماء السياسي بعد الفوز في الانتخابات دون أدنى احترام لإرادة الناخبين، فرغم أن قانون الأحزاب السياسية منع ذلك فإن الانتخابات الجماعية لسنة 2009 عرفت عودة قوية لهذه الظاهرة. وهناك كذلك ظاهرة عدم الانضباط لقرارات الحزب من قبل أعضاء الحزب.

3. الممارسة الحزبية بعد صدور القانون التنظيمي للأحزاب السياسية

سنة 2011

المحطة الثالثة: لا بد من الاعتراف أنه بعد صدور دستور 2011 والقانون التنظيمي المتعلق بالأحزاب السياسية، بدأت الممارسة الحزبية تتشعب بمبادئ المواطنة الملتزمة، ومع ذلك لم يتم التخلص نهائياً من بعض الممارسات التي ترسخت في الحياة الحزبية.

ويمكن في هذا الشأن أن نستحضر بعض الممارسات التي عرفها المشهد الحزبي خلال الاستحقاقات التشريعية الأخيرة من أهمها:

- تقديم ما يناهز 12 نائب برلماني لاستقالتهم قصد التحلل من التزامهم الانتخابي والتمهيد لعملية الترحال السياسي قبل حلول شتنبر 2016 تاريخ الشروع الرسمي في وضع اللوائح الانتخابية. وهنا نتساءل ألا تعتبر هذه الاستقالات سلوكاً يتنافى مع القيم والمبادئ الدستورية الرامية إلى تعزيز المؤسسات الدستورية؟ ألا يعد هذا السلوك استخفافاً بثقة المواطنين الذين انتخبوا ممثلي الأمة لولاية كاملة من 5 سنوات كما حددها الدستور؟

ومن الأمثلة على ذلك ما قام به أحد الأحزاب في الاستحقاقات الأخيرة حيث أقدم على ترشيح أسماء قيادية كانت تنتمي قبل أيام لأحزاب سياسية أخرى، (لحسن حداد والشيخ محمد عبد الوهاب رفيقي المعروف بأبي حفص).

ولم يقتصر الأمر على أعضاء عاديين أو قيادات داخل الأحزاب، بل مست ظاهرة الترحال السياسي القادة السياسيين حيث قام أمين عام حزب على التقدم للترشح للانتخابات باسم لائحة حزب آخر.

ويستشف من خلال ما تقدم أن الوعي بضرورة إرساء مواطنة حزبية جادة وملتزمة لا يكفي فيها التقيد بالقوانين، بل يجب أن تقوم كذلك على ميثاق حقيقي لأخلاقيات العمل السياسي، وهنا نستحضر ما قاله جلاله الملك محمد السادس في أحد خطبه الموجهة لنواب الأمة قائلا: «ممارسة الشأن السياسي، ينبغي أن تقوم بالخصوص، على القرب من المواطن، والتواصل الدائم معه، والالتزام بالقوانين والأخلاقيات، عكس ما يقوم به بعض المنتخبين من تصرفات وسلوكات، تسيء لأنفسهم ولأحزابهم ولوطنهم، وللعمل السياسي، بمعناه النبيل.»

المدخل الثالث : المواطنة الحزبية من منظور القضاء الدستوري

خلال كل هذه المحطات القانونية والممارسة الحزبية لا بد أن نستحضر الدور الرقابي الذي يقوم به القضاء الدستوري في هذا المجال، فبالرجوع إلى بعض قراراته يتبين مدى الحرص على تكريس مبادئ المواطنة في العمل الحزبي والسياسي، ونظرا لضيق الوقت سأقتصر على ذكر بعض القرارات الصادرة بعد دستور 2011.

وفي هذا السياق، نجده يعتبر أن «... استعمال عبارات التحقير خلال الحملة الانتخابية سلوك يجافي مهمة تأطير المواطنين والمواطنات وتكوينهم السياسي وتعزيز انخراطهم في الحياة الوطنية» التي أناطها الدستور بالأحزاب السياسية، بموجب فصله السابع «(قرار المجلس الدستوري رقم 934 بتاريخ 18 فبراير 2014).

أما بخصوص الالتزام **باحترام التعاقد المعنوي** الذي يربط المنتخب بناخبيه والهيئة السياسية التي ترشح باسمها، فقد اعتبر أنه: «لئن كان من حق المنتخب، في نطاق ممارسة حرية الانتماء السياسي المكفولة دستوريا، أن يتخلى إراديا عن الانتماء للحزب السياسي الذي ترشح باسمه للانتخابات، وهو ما تنظمه المادة 22 من هذا القانون التنظيمي، فإن الديمقراطية المواطنة التي جعلها الدستور في فصله الأول، إلى جانب ربط المسؤولية بالمحاسبة، من مقومات النظام الدستوري للمملكة والتي تتلازم فيها الحقوق بالواجبات، كما يشير إلى ذلك الدستور في تصديره، بالإضافة إلى الدور الدستوري المخول للأحزاب السياسية في الحياة الوطنية بموجب فصله السابع، يجعل حرية المنتخب في تغيير انتمائه

السياسي مقيدة بحقوق الناخبين وحقوق الهيئات السياسية التي رشحته لمهام انتدابية، في نطاق تعاقد معنوي بين الطرفين:» (قرار المجلس الدستوري رقم 818 بتاريخ 20 أكتوبر 2011).

وفي قرار آخر جاء فيه: «... لئن كان من حق المواطنين، في نطاق ممارستهم لحقوقهم السياسية المكفولة دستوريا، تغيير انتماءاتهم الحزبية أو التخلي عنها في أي وقت شاءوا، فإن مبادئ شفافية الانتخابات والمسؤولية والمواطنة الملتزمة المقررة على التوالي في الفصلين 11 و37 من الدستور، تستوجب أن يتم هذا التغيير أو التخلي بصورة صريحة وفق مقتضيات المادة 22 من القانون التنظيمي المتعلق بالأحزاب السياسية لا سيما حين يتعلق الأمر بالرغبة في الترشح للانتخابات» (قرار المجلس الدستوري رقم 867 بتاريخ 6 غشت 2012).

أما بخصوص الالتزام باحترام القيم والمبادئ الدستورية الرامية إلى تعزيز المؤسسات الدستورية، فقد اعتبر المجلس الدستوري أن «... تقديم سبعة عشر عضواً بمجلس المستشارين استقالاتهم قبل انتهاء مدة الانتداب القانوني الذي انتخبوا من أجله وعشية إجراء انتخابات مجلس النواب، يعد... سلوكاً يتنافى مع... القيم والمبادئ الدستورية الرامية إلى تعزيز المؤسسات الدستورية، من خلال تكريس مبادئ النزاهة والمسؤولية والتلازم بين الحقوق والواجبات، وهو سلوك من شأنه النيل من مصداقية هذه المؤسسات ومن ثقة المواطنين فيها وتوهين صورتها لدى الرأي العام الوطني» (قرار المجلس الدستوري رقم 819 بتاريخ 10 نونبر 2011).

أما بخصوص استعمال الرموز الدينية والوطنية في الحملات الانتخابية فقد صدرت عدة قرارات من المجلس الدستوري تعتبر أن: «... المنشور الانتخابي المستعمل من طرف المطعون في انتخابه خلال الحملة الانتخابية، الذي هو عبارة عن صورة تركيبية من اختياره تضمنت صومعة مسجد وبجانها رمز لائحته الانتخابية وصورته الشخصية مع صور المرشحين الآخرين بهذه اللائحة، أنه ينطوي على استعمال جزئي لأماكن العبادة... وحيث إن هذه الممارسة التي شابت الحملة الانتخابية مخالفة للقانون، فإنه يتعين التصريح بإلغاء انتخاب المطعون في انتخابه» (قرار المجلس الدستوري رقم 855 بتاريخ 13 يونيو 2012).

وفي قرار آخر اعتبر «... أن واقعة استعمال النشيد الوطني في تجمع انتخابي...، التي أقر بها المطعون في انتخابه في مذكرتيه الجوابيتين، تشكل مخالفة لمقتضيات المادة 118 من القانون 57.11 المتعلق باللوائح الانتخابية العامة وعمليات الاستفتاء واستعمال وسائل الاتصال السمعي-البصري العمومية خلال الحملات الانتخابية والاستفتاءية...، يعد مخالفة لمقتضى قانوني جوهرى يرمى إلى منع تسخير النشيد الوطني لأغراض انتخابية، مما يتعين معه إلغاء انتخاب المطعون في انتخابه» (قرار المجلس الدستوري رقم 919 بتاريخ 2 يوليو 2013).

أما بخصوص تضليل الناخبين فقد اعتبر أن: «... استعمال المطعون في انتخابه لمنشورات انتخابية تتضمن بيانات غير صحيحة بشأن مؤهلاته العلمية والمهنية، يشكل تضليلا للناخبين ومناورة تدليسية تتنافى مع مبدأ نزاهة وشفافية الانتخابات، مما يتعين معه إبطال انتخابه عضوا بمجلس النواب».

وفي قرار آخر اعتبر أن «... قيام المطعون في انتخابه... باستعمال مطبوعات انتخابية متباينة خلال الحملة الانتخابية من أجل توظيفها في كل منطقة انتخابية قصد استمالة الناخبين بها، ذلك أنه حينما تتم الحملة الانتخابية في منطقة ابن أحمد فالمطبوع الانتخابي المتعلق بها يحمل صورته واسمه بصفته وكيلًا لللائحة وصور وأسماء باقي مرشحي اللائحة، وحينما يتعلق الأمر بالحملة الانتخابية بمنطقة البروج يوزع مطبوعا انتخابيا مغايرا يحمل صورته واسمه وصفته وكيلًا لللائحة الحزب الذي ينتمي إليه وإلى جانبه صورة واسم المرشح المرتب ثانيا في اللائحة بصفته أيضا وكيلًا لنفس اللائحة... وحيث إن هذه الممارسة تشكل تضليلا للناخبين ومناورة تدليسية تتنافى ومبدأ نزاهة وشفافية الانتخابات ومن شأنها التأثير على الإرادة الحرة للناخبين في التصويت... الأمر الذي يتعين معه إبطال انتخاب السيد... عضوا بمجلس النواب» (قرار المجلس الدستوري رقم 906 بتاريخ 17 نونبر 2012).

هذه فقط بعض قرارات القضاء الدستوري التي تُبين أنه رغم تطور الإطار القانوني الذي يوظف الأحزاب السياسية، وكذا نضج الممارسة الحزبية، فإن السلوكيات المنافية لمبادئ المواطنة تظهر بين الفينة والأخرى في المشهد السياسي.

ولا يسعني في الختام إلا أن أذكر بخطاب لصاحب الجلالة الملك محمد السادس قال فيه: «إن واجب المواطنة يدعونا للتخلي عن الأنانيات للانصهار في ضمير جماعي وطني واحد من أجل بناء مغرب قوي وديمقراطي يسير بخطى ثابتة على طريق التقدم» وفي ذلك فليتنافس المتنافسون.»

كما لا يسعني إلا أن أتقدم بالشكر الجزيل للمنظمين وجنود الخفاء الذين سهروا على إنجاح هذه التظاهرة العلمية السنوية وأشكر شركاءنا، خاصة جامعة محمد الخامس بالرباط وعلى رأسها السيد الرئيس سعيد أمزازي والسيد هلمت ممثل مؤسسة كونراد أديناور الألمانية.

والسلام عليكم

الرباط في 16 فبراير 2017

الأحزاب السياسية في الدستور المغربي لعام 2011

جواد النوحى

تعد الأحزاب السياسية في الأنظمة الديمقراطية محور العملية السياسية، إذ لا يستقيم أي نظام سياسي ديمقراطي إلا بوجود أحزاب سياسية تتنافس على السلطة. فمع تطور النظام التمثيلي برز أنه لا سبيل للعمل المؤسساتي إلا مع وجود أحزاب، وبشكل جعل من هذه المؤسسة لازمة لكل عملية ديمقراطية. فإذا كانت الديمقراطية كما قال الوزير الأول البريطاني الشهير ونستون تشرشل أقل الأنظمة السياسية سوءاً، فإن الأحزاب السياسية تبقى عمودها الفقري.

هذه الأهمية جعلت من دراسة الأحزاب السياسية مجالاً أساسياً في حقل علم السياسة وعلم الاجتماع السياسي، تبعاً لذلك نزع التطور إلى الدفع لتأسيس مجال مستقل به في إطار علم السياسة¹، والأبعد من ذلك هناك من علماء السياسة من طالب بتأسيس علم مستقل بهذا الفاعل، فعالم السياسة الفرنسي الشهير موريس ديفرجيه لم يتوقف في التعبير عن متمنياته بتطوير علم للأحزاب، والذي اقترح تسميته بـ Staciologie².

إيماناً بهذه الأهمية لم تتوقف الدراسات العلمية على الاهتمام بالأحزاب السياسية، ويمكن التمييز بين محطتين أساسيتين في هذا الإطار: محطة قبل سنة 1945، سجل ضعف في الأعمال العلمية التي تناولت هذه الظاهرة، لكن عرفت تقديم أعمال تظل مرجعاً أساسياً في الموضوع، ويمكن ذكر على سبيل المثال مؤلفات أستروغورسكي (Ostrogorski) لسنة 1903³، وروبرت ميشلز (Michels) لسنة 1911⁴، وبعد هذه الفترة سجل تنامي في الدراسات والأبحاث التي تعرضت للأحزاب السياسية، ففي عام 1998 على سبيل المثال تم إحصاء ما يزيد عن 11000 عنوان لكتب ومقالات متخصصة حول الأحزاب السياسية في أوروبا⁵.

ومما لا شك فيه أنه حتى في الحالة المغربية برز اهتمام علمي بالدراسة والبحث في موضوع الأحزاب السياسية، وفي سياق هذا الاهتمام اختلفت المواضيع وتنوع المقاربات، واختلفت المرجعيات. ومن بين ما تم تناوله في العديد من هذه

الأعمال مدى ضمان النظام السياسي المغربي حرية تأسيس الأحزاب السياسية، وتحويلها إمكانية العمل بشكل حر، وباستقلالية في قراراتها. وإذا كانت الآليات التي من شأنها تحقيق هذه الضمانات متعددة، ومن ضمنها الضمانة القضائية، ليبقى التنصيص على هذه الضمانات في الوثيقة الدستورية الآلية الأكثر بروزاً.

وبناء عليه، وقبل الرجوع إلى الحالة المغربية في هذا الجانب، يلاحظ على المستوى المقارن أنواع متعددة في تعامل الدساتير مع الأحزاب السياسية، فهناك دساتير خلت من الإشارة إلى مقتضيات تهم الأحزاب السياسية، وكنموذج لذلك دستوري الولايات المتحدة الأمريكية وبلجيكا. وهناك صنف آخر من الدساتير، عملت على تضمين أحكاما تخص هذه المؤسسة. وفي توجهات هذا النوع من الدساتير يبرز منظورين في التعامل مع الأحزاب السياسية: ففي إطار الدساتير التي وضعت منذ عقود، تم وضع مقتضيات مقتضبة حول حرية تأسيس الأحزاب السياسية، ومن نماذج دساتير فرنسا، وألمانيا وإسبانيا، ليرز توجه في إطار الدساتير الجديدة اتجه نحو توسيع المقتضيات التي تم إدخالها في أحكام الدستور لتأطير هذه المؤسسة، كالدستور المغربي لسنة 2011، والدستور المصري لسنة 2014، والدستور التونسي لسنة 2014 والدستور الجزائري لسنة 2016.

وينتمي النموذج المغربي إلى الصنف الثاني من الدساتير، بحيث أنه منذ أول دستور للمغرب لسنة 1962، تم التنصيص على مقتضيات تهم الحزب السياسي وتطرح الإطار لاشتغالها. هكذا نص الفصل 3 على أن «الأحزاب السياسية تساهم في تنظيم المواطنين وتمثيلهم. ونظام الحزب الوحيد ممنوع⁶». ليطم في دستور 1970 تغيير منطوق هذا الفصل، بحيث ورد في الفصل 3 على أن «الأحزاب السياسية والمنظمات النقابية والمجالس الجماعية والغرف المهنية تساهم في تنظيم المواطنين وتمثيلهم. ونظام الحزب الوحيد نظام غير مشروع⁷». وقد تم الحفاظ خلال دساتير 1972 و1992 و1996 على نفس المقتضى فيما يخص الأحزاب السياسية.

إن قراءة الفصل 3 من الدساتير السابقة أبانت على أن خيار المغرب المستقل اعتمد منذ أول دستور للمملكة ضرورة وجود تعددية حزبية، معلنا رفضه لوجود حزب وحيد كما تبنته العديد من البلدان العربية، ومؤسسا لقاعدة مهمة، ألا وهي ضمان التعددية السياسية⁸. وقد تعددت المقاربات في تفسير هذا التوجه، إذ ذهب بعض الدراسات إلى أنه يفسر بتنوع المجال في المغرب⁹، وبالدفء عن

فكرة الانسجام الإلزامي بين تعددية التعبير السياسي والتعددية الاجتماعية¹⁰. غير أنه لا يمكن إخراج هذا الوضع عن لعبة الدولة في صناعة موازين القوى خلال مرحلة التأسيس الدستوري، ذلك أن إقرار التعددية السياسية هو معطى آخر في حجيم موقع الحركة الوطنية في المشهد السياسي¹¹. وقد كتب بهذا الخصوص ميشيل كامو أن الملكية المغربية اعتمدت بعد الاستقلال «ممارسة سياسية حاولت تحييد الحركة الوطنية، فالتعددية التي هي في نفس الوقت منتج وعامل لهذا التحييد، برزت بعد أساسي لنظام يتميز بالاحتكار السياسي من طرف العرش¹²».

استنادا إلى التغيير الجوهرى الذي حمله دستور 2011 بشأن الأحزاب السياسية، تتناول هذه الورقة طبيعة الأحكام المتعلقة بالأحزاب السياسية في الوثيقة الدستورية، ومدى انعكاسها على الممارسة بعد ما يناهز ست سنوات من المصادقة عليها. وستتوزع عناصر الإجابة على هذا الموضوع إلى نقطتين: تعرض النقطة الأولى للأحكام الخاصة بالأحزاب السياسية في الدستور، ويتم التطرق في النقطة الثانية لآثار دستور 2011 على مسار الأحزاب السياسية.

أولا : الأحكام الخاصة بالأحزاب السياسية في دستور 2011

لقد تطرق دستور 2011 للأحزاب السياسية في عدة فصول، فإذا كان الأهم بالنسبة لضمانات حرية تأسيس هذه المؤسسات وتحقيق حكامتها سيرها هو ما ورد في الفصلين السابع والتاسع، فإنه تم ذكر الأحزاب السياسية في فصول أخرى. هكذا ورد الحزب السياسية بصفة المفرد في الفصل 47 من الدستور الذي نظم تعيين الملك لرئيس الحكومة، حيث نص على المقتضى التالي: «يعين الملك رئيس الحكومة من الحزب السياسي الذي تصدر انتخابات أعضاء مجلس النواب، وعلى أساس نتائجها¹³»، كما تم الإشارة إلى الأحزاب السياسية في الفصل 147 الفقرة 4، حيث ورد فيه أنه: «تناط بالمجلس الأعلى للحسابات مهمة مراقبة وتتبع التصريح بالملكيات، وتدقيق حسابات الأحزاب السياسية، وفحص النفقات المتعلقة بالعمليات الانتخابية.»

ما يهمننا في هذا العنصر هي الأحكام الخاصة بهذا الفاعل، والتي تم الإشارة إليها في الفصلين 7 و9، فقراءة متأنية لهذين الفصلين تبين حجم التغيير الذي

أحدثه دستور 2011 مقارنة بالدساتير السابقة، فأول ما يمكن تسجيله من خلال مقتضيات الدستور الحالي هو تقوية الأدوار المنوطة للحزب السياسي في الحقل السياسي المغربي¹⁴. على هذا المستوى سجل دستور 2011 تماهي مع ما تحدده الدساتير في الأنظمة الليبرالية الديمقراطية، ومع ما تنظر إليه الأبحاث والدراسات لدور هذه المؤسسة. ففي الوقت الذي كانت الدساتير السابقة للمغرب تحصر وظيفة الأحزاب السياسية في تنظيم المواطنين وتمثيلهم، وسع الدستور الحالي من وظائفها، بحيث أناط بالحزب السياسي الأدوار التالية: أولاً، العمل على تأطير المواطنين والمواطنات وتكوينهم السياسي؛ ثانياً، تعزيز انخراط المواطنين في الحياة الوطنية، وفي تدبير الشأن العام¹⁵؛ وثالثاً، المساهمة في التعبير عن إرادة الناخبين؛ ورابعاً وهي التحول الأقوى، هي تخويلها وظيفة المشاركة في ممارسة السلطة.

ويبدو أن هذا الاختيار يعبر عن خيار المشرع الدستوري نحو توسيع مجال السياسة في تدبير الشأن العمومي، وتأسيس التحول نحو جعل الانتخابات المصدر الأساسي لاختيار الحكومة، بل وجعل الأحزاب السياسية شريكاً للملكية في ممارسة السلطة، بحيث لا يجعل من اختيار الأحزاب السياسية في الحكومة مسألة تدبير سياسي واختيار تمليه مصلحة النظام السياسي، كما حدث خلال تجربة حكومة التناوب من خلال إسناد منصب الوزير الأول إلى الاشتراكي عبد الرحمان اليوسفي كإجابة عن متطلبات المرحلة، وضرورات انتقال الملك والإجابة عن أسئلة التنمية، وإنما يصبح حتمية سياسية يملها واقع التحول في دور ووظيفة رئيس الحكومة، والحاجة إلى تقوية النظام البرلماني.

ومما تم تأكيده في دستور 2011 التنصيص على إعطاء المواطنين والمواطنات حرية تأسيس الأحزاب السياسية، فقد ورد في الفقرة 2 من الفصل 7 على أنه «تؤسس الأحزاب وتمارس أنشطتها بحرية، في نطاق احترام الدستور والقانون». وقد حافظ القانون التنظيمي المتعلق بالأحزاب السياسية على نفس المقتضى، حيث نص في المادة 3 منه: «تؤسس الأحزاب السياسية وتمارس أنشطتها بكل حرية وفق الدستور وطبقاً لأحكام القانون¹⁶».

ومما يتعين إليه بهذا الخصوص أن تؤكد الدستور على حرية المواطنين في تأسيس الأحزاب السياسية لا يعني غياب تحديد بعض الضوابط وعدم وضع تقييدات، فقد اختارت البلدان التي وضعت قانوناً للأحزاب السياسية إلى وضع

العديد من الإجراءات، وتماشيا مع ذلك خصص القانون التنظيمي المتعلق بالأحزاب السياسية في المغرب المواد من 5 إلى 18 لضوابط تأسيس الحزب السياسي¹⁷.

وفي سياق مقارنة النص الدستوري أيضا تم وضع ضوابط لتأسيس الأحزاب السياسية من خلال تحديد أصناف للأحزاب السياسية المحظورة. صحيح أن الأحزاب السياسية جوهر الديمقراطية، لكن التخوف من انحراف سلوكها شكل هواجس في بلدان عدة، وأبلغ تجلياته ما حدث في ألمانيا وإيطاليا بعد وصول النازيين والفاشيين للحكم، وهو ما دعا الدستور الألماني لسنة 1949 على سبيل المثال للحديث عن المحظور بالنسبة للأحزاب السياسية، فقد ورد في الفقرة 2 من المادة 21 على أنه: «تكون الأحزاب التي تسعى من خلال أهدافها أو من خلال تصرفات المنتميين لها، إلى الإخلال بالنظام الأساسي الديمقراطي الحر، أو إلغائه، أو الإضرار بكيان جمهورية ألمانيا الاتحادية مخالف للدستور»، واشترط في الفقرة 1 من نفس المادة على أنه «يجب أن يتفق النظام الداخلي لها مع المبادئ الديمقراطية».

وسيرا على ذلك، أكد الدستور المغربي لعام 2011 على حظر تأسيس الأحزاب السياسية على أساس ديني أو لغوي أو عرقي أو جهوي، وعلى أساس من التمييز أو المخالفة لحقوق الإنسان، كما أكد ضرورة احترامها لثوابت المملكة، بحيث لا يجب أن يكون هدفها المساس بالأسس التالية¹⁸: الدين الإسلامي أو النظام الملكي أو المبادئ الدستورية أو الأسس الديمقراطية أو الوحدة الوطنية أو الترابية للملكة.

وأسوة بالتوجه المغربي سجل اتجاه دساتير بلدان ما بعد «الربيع العربي» إلى وضع العناصر المحظورة في إنشاء الأحزاب السياسية. في هذا الإطار، ذهب الدستور المصري إلى منع قيام «أحزاب سياسية على أساس ديني، أو بناء على التفرقة بسبب الجنس أو الأصل أو على أساس طائفي أو جغرافي، أو ممارسة نشاط معاد لمبادئ الديمقراطية، أو سري، أو ذي طابع عسكري أو شبه عسكري»¹⁹. وقيد الدستور الجزائري أي إمكانية لتأسيس الأحزاب السياسية في حالة قيامها على أساس ديني أو لغوي أو عرقي أو جنسي أو مهني أو جهوي، وأن يكون في شكل من أشكال التبعية للمصالح أو الجهات الأجنبية²⁰.

ومن أهم ما جاء به دستور 2011 بالنسبة للأحزاب السياسية تحديد مبادئ تنظيم الأحزاب السياسية، ففي سياق ضمان الديمقراطية ومنع احتكار أي حزب سياسي للسلطة، أكد الدستور على ضرورة اتفاق تنظيمات الأحزاب السياسية مع مبادئ الديمقراطية، فقد ورد في الفقرة 5 من الفصل 7 على أنه «يجب أن يكون تنظيم الأحزاب السياسية وتسييرها مطابقا للمبادئ الديمقراطية»، وتماشى بذلك مع ما أكدته الدستور الألماني للعام 1949.

لتحقيق أهمية هذه الضوابط حرص القانون التنظيمي المتعلق بالأحزاب السياسية على تقنينها في الباب الثالث منه المعنون بمبادئ تنظيم الأحزاب السياسية وتسييرها، وعليه نص في المادة 25 منه على أنه «يجب أن ينظم كل حزب سياسي ويسير وفق مبادئ الديمقراطية، تسمح لأي عضو من أعضائه بالمشاركة الفعلية في إدارة وتسيير مختلف أجهزته، كما يتعين مراعاة مبادئ الحكامة الجديدة في تدبير شؤونه، ولاسيما مبادئ الشفافية والمسؤولية والمحاسبة».

وما أورده الدستور المغربي لسنة 2011 أيضا بخصوص الأحزاب السياسية التأكيد على إصدار قانون تنظيمي لهذه المؤسسة، بحيث أوردت الفقرة السابعة من الفصل السابع على أنه: «يحدد قانون تنظيمي في إطار المبادئ المشار إليها في هذا الفصل، القواعد المتعلقة بصفة خاصة، بتأسيس الأحزاب السياسية، وأنشطتها، ومعايير تخويلها الدعم المالي للدولة، وكذا كفاءات مراقبة تمويلها». إن هذا التنصيص ما هو إلا تنويج لما تم إقراره سنة 2006 بحيث تم وضع قانون للأحزاب السياسية. غير أن الفرق بين المحطتين هو رفع القانون المنظم للأحزاب السياسية إلى مرتبة قانون تنظيمي وما تعنيه ذلك من المراقبة الإجبارية من طرف المجلس الدستوري، وتفعيلا لذلك كان القانون التنظيمي المتعلق بالأحزاب السياسية من أول القوانين التنظيمية التي تم تنزيلها في إطار الدستور الحالي²¹.

وما يتعين الإشارة إليه بخصوص هذه النقطة هو أن توجه وضع قانون تنظيمي للأحزاب السياسية أعاد النقاش النظري حول مدى الضرورة الديمقراطية لوضع مقتضيات حول الأحزاب السياسية، والتساؤل أليس ذلك مساسا بحرية تأسيسها، فهناك من يدافع عن فكرة لا معنى لوضع أحكام حول الأحزاب السياسية في الدستور أصلا ليكون قانون يُوْطَرها، ويبرر موقفه بالتوجه المعمول به في الولايات المتحدة الأمريكية، إذ نأى الدستور عن نفسه أي إمكانية لوضع أي ضابط يخص الأحزاب السياسية.

إضافة إلى المقترحات والأحكام الخاصة بالأحزاب السياسية التي نص عليها
المشرع الدستوري في الفصل السابع، يبقى من الخصائص المميزة لهذا الدستور
هو إعطاء ضمانات للأحزاب السياسية من تعسف الإدارة، إذ جعل في الفصل
التاسع منه أن حل الأحزاب السياسية أو توقيفها من لدن السلطات العمومية
مرتتهن بمقرر قضائي. هذا الأمر يعتبر تكريسا للضمانات المقدمة للأحزاب
السياسية، وتحريرها من ضغط الإدارة، وإعطائها الفرص للدفاع عن نفسها
أمام القضاء في حالة مبادرة الحكومة بحل أو توقيف حزب سياسي.

إن هذا التوجه ما هو إلا إجابة عن مطالب متعددة في الموضوع، وبالخصوص
أن التاريخ السياسي المغربي حفل بحالات عدة إما لمنع إعطاء ترخيص للأحزاب
السياسية، أو حل بعضها، كما حدث مع الحزب الشيوعي المغربي.

خلاصة القول بخصوص هذه النقطة، أن التقنين الدستوري للأحزاب
السياسية في المغرب مر بمرحلتين أساسيتين: تجسدت المرحلة الأولى فيما
ورد في دساتير 1962، 1970، 1972، 1992 و1996، والتي أقرت بالتعددية
الحزبية، وحالت دون وجود حزب وحيد مع حصر وظيفة الحزب السياسي في
تنظيم المواطنين وتمثيلهم وجعلتهم في مقام متساو من حيث الوظيفة مع كل من
المنظمات النقابية والجماعات المحلية والغرف المهنية. ليبقى دستور 2011 محطة
جديدة مؤسسية، بحيث وسع من وظائف الأحزاب السياسية، وارتقى بدورها
في الحياة السياسية الوطنية، كما جعل إبطال تأسيس وتوقيف وحل الأحزاب
السياسية من اختصاص القضاء.

ويبقى السؤال المرتبط بهذا التحول هو مدى تأثير الدستور على تغيير في المنظومة
الحزبية، وفي تحقيق العديد من الضمانات لها، وتقوية دورها في مراكز القرار.

ثانياً: آثار دستور 2011 على مسار الأحزاب السياسية

مما لا شك فيه أنه من الصعب معرفة آثار وثيقة دستور 2011 على الممارسة
الحزبية في أي بلد خلال بضع سنوات، إذ أن الأمر يقتضي مدة طويلة لمعرفة
مدى قدرة أي نظام سياسي لتحقيق حرية تأسيس الأحزاب وضمن المساواة
بينها، وتمكينها من الوصول إلى الحكم عن طريق صناديق الاقتراع في ظل

انتخابات حرة ونزيهة، وتحظى فيه الأحزاب باستقلالية في القرار، وفي حرية العمل ضمن الأطر القانونية.

تنطبق هذه الملاحظة على دراسة آثار دستور 2011 على مسار الأحزاب السياسية المغربية وعلى تأثيرها في الحقل السياسي، لكن ذلك لا يحول دون إبداء استنتاجات أولية عن آثار هذه الوثيقة الدستورية على مكانة ووظيفة الحزب السياسي في الحياة السياسية المغربية في فترة تناهز ست سنوات من دخول النص الدستوري حيز الوجود.

سيتم قياس آثار الدستور، وبالأساس تأثير ما ورد في الفصلين السابع والتاسع على النظام السياسي المغربي من خلال ثلاث مؤشرات أساسية: المساهمة في ممارسة السلطة؛ حركية الأحزاب السياسية من خلال ما تم في الواقع في مدى الاضطلاع بتأسيس أو إبطال أو توقيف أو حل الأحزاب السياسية؛ ثم من خلال الضمانات المقدمة للأحزاب في حق الرد في وسائل الاتصال السمعي-البصري.

في هذا الإطار يبقى من الانتظارات للوثيقة الدستورية الحالية هي تقوية وجود الأحزاب السياسية في الحكومة، وبناء عليه يكون من الأساسي التساؤل عن مدى الخروج عن إحدى الخصائص التي ميزت الحكومات المتعاقبة في المغرب، والمتمثلة في احتفاظ اللامنتمين بالعديد من الحقايب الوزارية في العديد من الحكومات المتعاقبة²².

وعليه، شكل تكوين الحكومة الأولى ما بعد دستور 2011 محك لقياس طبيعة التغيير. في هذا المستوى برز نوع من التحول على مستوى حضور المنتمين للأحزاب السياسية في الحكومة، فاستنادا للفصل 47 من الدستور عين الملك عبد الإله بنكيران الأمين العام لحزب العدالة والتنمية المتصدر لانتخابات 25 نونبر 2011 رئيسا للحكومة، ليؤشر عن التغيير في التعيين في هذا المنصب، بشكل اعتبر تكريسا للمنهجية الديمقراطية²³.

وسينعكس هذا الواقع على وجود الأحزاب السياسية في الحكومة، فبالرغم من الاحتفاظ بالعديد من الوزراء اللامنتمين، فإنه سجل ارتفاع عدد الوزراء المنتسبين للأحزاب السياسية مقارنة بالعديد من التجارب السابقة، فمن أصل اثنين وثلاثين وزيرا الذين ضمتهم الحكومة، أسند للمنتسبين للأحزاب

السياسية في الحكومة سبعة وعشرين حقيبة وزارية. وتميزت هذه الحكومة بامتداد الحزبيين إلى بعض القطاعات الحكومية السيادية، أساسا وزارة الداخلية ووزارة شؤون الخارجية والتعاون²⁴، فقد أسند لمحمد العنصر الأمين العام لحزب الحركة الشعبية وزارة الداخلية، كما تولى سعد الدين العثماني القيادي بحزب العدالة والتنمية وزارة الشؤون الخارجية والتعاون، لكن هذا الأمر لم يؤسس لوجود حكومة حزبية صرفة، بحيث احتفظ اللامنتمون بالعديد من الحقائق الوزارية، ويتعلق الأمر بكل من وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية، الأمانة العامة للحكومة، وزارة الفلاحة والصيد البحري، الوزارة المنتدبة لدى رئيس الحكومة المكلفة بإدارة الدفاع الوطني، الوزارة المنتدبة في الداخلية.

وبعد ما يقارب سنتين من تشكيل هذه الحكومة، ونتيجة لقرار حزب الاستقلال الخروج من الحكومة تماشيا مع قرار لمجلسه الوطني للحزب بتاريخ 11 ماي 2013 سيدخل تعديل على الحكومة من خلال تعويض التجمع الوطني للأحرار لحزب الاستقلال في الحكومة وما تبعه من تغيير في عدد القطاعات الحكومية، حيث سيرتفع عدد الوزراء في حكومة عبد الإله بنكيران الثانية، بحيث انتقل عددهم إلى تسعة وثلاثين وزيرا، كما استرجع اللامنتمون مكانتهم في العديد من الحقائق الوزارية، أساسا وزارة الداخلية من خلال إسنادها إلى التكنوقراطي محمد حصاد. كما شمل التغيير وزارة الترابية الوطنية التي خرجت عن دائرة الأحزاب السياسية، بحيث تولى تدبيرها رشيد بالمختار الذي سبق له أن عين في منصب وزير التربية الوطنية في حكومتي عبد اللطيف الفيلالي في 27 فبراير 1995 و13 غشت 1998.

وقد استمر نهج تعيين الحكومة بناء على ثنائية المتحزب واللامنتمي في الحكومة التي تم تعيينها بعد انتخابات 7 أكتوبر 2016 والتي يرأسها رئيس المجلس الوطني لحزب العدالة والتنمية سعد الدين العثماني، بحيث أنه من أصل تسعة وثلاثين وزيرا ووزير منتدب وكاتب الدولة التي ضمتها الحكومة، تقوى في الحكومة وجود أعضاء غير منتمين لأي حزب سياسي، وأنيطت بهم العديد من الحقائق الاستراتيجية كالدخول والخارجية والتعاون الدولي معبرة وفقا لما قاله أحد الباحثين من «تراجع عن إعادة تسييس الجهاز الحكومي وعن إحياء الحياة الحزبية مقارنة بحكومة بنكيران الأولى، وتسجيل عودة سيطرة مراكز النفوذ الاقتصادي على القرار والعودة القوية للتكنوقراط»²⁵.

أما فيما يخص المؤشر الثاني، والمتعلق بحركية تأسيس واستمرارية الأحزاب السياسية لفترة ما بعد دستور 2011، سجل تأسيس حزب وحيد، ويتعلق الأمر بحزب الديمقراطيين الجدد الذي يقوده الأستاذ الجامعي محمد ظريف. وفي مقابل تأسيس هذا الحزب، سجل إبطال تأسيس حزب جديد، ويتعلق الأمر بحزب البديل الديمقراطي الذي أسسه بعض المنشقين عن حزب الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية، بحيث قدمت السلطة الحكومية المكلفة بالداخلية بواسطة الوكيل القضائي للمملكة بتاريخ 28 يونيو 2016 بدعوى إبطال الحزب المراد تسميته «البديل الديمقراطي»، وركزت دفوعاتها على وجود إخلال القائمين بشروط التأسيس الوارد في القانون التنظيمي المتعلق بالأحزاب السياسية، وبالخصوص ما تفرضه مقتضيات المادة 11 من هذا القانون التي تفرض حضور المؤتمر التأسيسي، الذي انعقد بتاريخ 07 مايو 2016 على الأقل ثلاثة أرباع الأعضاء المؤسسين موزعين بحسب إقامتهم الفعلية على ثلثي عدد جهات المملكة على الأقل، شريطة ألا يقل عددهم في كل جهة عن 5% من هذا العدد، بحيث أوردت أنه لم يحضر المؤتمر التأسيسي إلا 180 عضوا مؤسسا من أصل 225 المطلوبة قانونا.

وقد دفعت الجهة المدعى عليها أن المؤتمر «انعقد بشكل صحيح ما دام أن عدد الأعضاء المؤسسين الحاضرين للمؤتمر التأسيسي بلغ 239 عضوا حسب الإشهادات المدلى بها في الملف، خلافا لما تمسكت به السلطة الحكومية المكلفة بالداخلية».

وقد قضت المحكمة الإدارية بالرباط بتاريخ 4 يوليوز 2016 أن النصاب القانوني المطلوب لتأسيس حزب سياسي غير متوفر في هذه النازلة، وقضت في الشكل بقبول الطلب، وفي الموضوع بإبطال تأسيس حزب البديل الديمقراطي مع ما يترتب على ذلك من آثار قانونية، وتحميل الجهة المدعى عليها الصائر.

ويبقى ثالث المؤشرات لقياس فعل دستور 2011 على الأحزاب السياسية هو مدى ضمان الحضور لهذا الفاعل في المشهد المؤسساتي الوطني والمساواة فيما بينهم. وفي هذا السياق، يمكن التركيز على تعامل المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري مع شكايات الأحزاب السياسية. وعليه خلال فترة ما بعد دستور 2011، سجل استمرار في تعاطي المجلس الأعلى للاتصال السمعي

البصري مع طلبات حق الرد الواردة من الأحزاب السياسية²⁶، ويتعلق الأمر بالقرارين التاليين:

- قرار «م.أ.ت.س.ب» رقم 12-04 المؤرخ في 18 صفر 1433 (12 يناير 2012) بشأن طلب حق الرد الوارد من حزب التقدم والاشتراكية، وجاء هذا الطلب احتجاجاً على ما صدر من ممثل حزب الاتحاد الدستوري اتجاه الحزب خلال حلقة «قضايا وآراء» بتاريخ 27 دجنبر 2011، واعتبر المجلس أن طلب حق الرد من طرف حزب التقدم والاشتراكية أصبح غير ذي موضوع، بعد استضافة ممثل عن الحزب في حلقة لاحقة من نفس البرنامج، الذي تم بثه بتاريخ 3 يناير 2012، واعتبر ذلك يندرج في إطار حق الرد الذي يفرضه القانون.

- قرار «م.أ.ت.س.ب» رقم 12-04 الصادر في 04 من ربيع 1435 الموافق لـ (04 فبراير 2014) بشأن طلب حق الرد الوارد من حزب الاستقلال. بموجب هذا القرار أمر المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة بمنح الأمين العام لحزب الاستقلال حميد شباط حق الرد جواباً على ما صرح به عبد الإله بنكيران رئيس الحكومة خلال برنامج خاص في شروط بث مماثلة للبرنامج الخاص لرئيس الحكومة في سقف زمني لا يتجاوز 13 دقيقة.

في معرض الختام، يمكن القول إن تطور الأحزاب السياسية في أي بلد مرتبط بطبيعة الضمانات المقدمة لهم، ومن أهم هذه الضمانات وضع أحكام ترقى بوضعية الحزب السياسي في الدستور. ويبرز في الحالة المغرب اتجاه المشرع الدستوري في دستور 2011 إلى الرفع من مكانة وأدوار الأحزاب السياسية. لكن المقتضى الدستوري والقانوني لوحدهما غير كافي، بل هناك حاجة لوجود ممارسة تقوي من أدوارها، زيادة على ضرورة تقوية روابط العلاقة بين الأحزاب السياسية والمواطنين، فالتحدي الأكبر للفاعل الحزبي الحد من ضعف المشاركة السياسية.

الملحق 1

الأحكام الخاصة بالأحزاب السياسية في بعض الدساتير الأوروبية

• الدستور الألماني لعام 1949 وما أدخل عليه من تعديلات

المادة 21

1. تساهم الأحزاب السياسية في عملية بناء الإرادة السياسية للشعب. ويجوز إنشاء هذه الأحزاب بشكل حر. ويجب أن يتفق النظام الداخلي لها مع المبادئ الديمقراطية. كما يتعين عليها تقديم كشوف حسابات علنية عن أصولهما، ومصادر أموالها واستخداماتها.
2. تكون الأحزاب التي تسعى، من خلال أهدافها أو من خلال تصرفات المنتمين لها، إلى الإخلال بالنظام الأساسي الديمقراطي الحر، أو إلغائه، أو الإضرار بكيان جمهورية ألمانيا الاتحادية مخالفة للدستور، وتكون المحكمة الدستورية الاتحادية هي الجهة القضائية المختصة بالحكم في مسألة عدم الدستورية.
3. وتنظم القوانين الاتحادية تفاصيل ذلك.

• الدستور الفرنسي

المادة 4

تسهم الأحزاب والجماعات السياسية في التعبير عن الرأي بالاقتراع، وهي تتكون وتباشر نشاطها بحرية ويجب عليها احترام مبادئ السيادة الوطنية والديمقراطية.

• الدستور الإسباني لسنة 1978 وما شمله من تعديلات

المادة 1

تتأسس إسبانيا بموجب هذا الدستور كدولة اجتماعية وديمقراطية، تخضع لسيادة القانون، وتدافع عن الحرية والعدل والمساواة والتعددية السياسية كالقيم العليا لنظامها القانوني.

المادة 6

تعتبر الأحزاب السياسية عن التعددية السياسية وتسهم في تكوين وإبداء الإرادة الشعبية كما تعتبر وسيلة أساسية للمساهمة السياسية. ويتم إنشاء الأحزاب وتمارس نشاطها في إطار الحرية ما دامت تتقيد بالدستور والقانون. ويجب أن تكون الهيكلية الداخلية لهذه الأحزاب وعملها ديمقراطياً.

الملحق 2

الأحكام الخاصة بالأحزاب السياسية في بعض الدساتير العربية

• الدستور الأردني

المادة 16

2. للأردنيين حق تأليف الجمعيات والنقابات والأحزاب السياسية على أن تكون غايتها مشروعة ووسائلها سلمية وذات نظم لا تخالف أحكام الدستور.
3. ينظم القانون طريقة تأليف الجمعيات والنقابات والأحزاب السياسية ومراقبة مواردها.

• الدستور المغربي لسنة 2011

الفصل 7

تعمل الأحزاب السياسية على تأطير المواطنين والمواطنات وتكوينهم السياسي، وتعزيز انخراطهم في الحياة الوطنية، وفي تدبير الشأن العام، وتساهم في التعبير عن إرادة الناخبين، والمشاركة في ممارسة السلطة، على أساس التعددية والتناوب، بالوسائل الديمقراطية، وفي نطاق المؤسسات الدستورية.

تؤسس الأحزاب وتمارس أنشطتها بحرية، في نطاق احترام الدستور والقانون.

نظام الحزب الوحيد نظام غير مشروع.

لا يجوز أن تؤسس الأحزاب السياسية على أساس ديني أو لغوي أو عرقي أو جهوي، وبصفة عامة، على أي أساس من التمييز أو المخالفة لحقوق الإنسان.

ولايجوز أن يكون هدفها المساس بالدين الإسلامي، أو بالنظام الملكي، أو المبادئ الدستورية، أو الأسس الديمقراطية، أو الوحدة الوطنية أو الترابية للمملكة.

يجب أن يكون تنظيم الأحزاب السياسية وتسييرها مطابقا للمبادئ الديمقراطية.

يحدد قانون تنظيمي، في إطار المبادئ المشار إليها في هذا الفصل، القواعد المتعلقة، بصفة خاصة بتأسيس الأحزاب السياسية، وأنشطتها ومعايير تخويلها الدعم المالي للدولة، وكذا كفاءات مراقبة تمويلها.

الفصل 9

لا يمكن حل الأحزاب السياسية والمنظمات النقابية أو توقيفها من لدن السلطات العمومية، إلا بمقتضى مقرر قضائي.

• الدستور المصري لعام 2014

الديباجة

[...]

نحن نؤمن بالديمقراطية طريقا ومستقبلا وأسلوب حياة، وبالتعددية السياسية، وبالتداول السلمي للسلطة...

المادة 5

يقوم النظام السياسي على أساس التعددية السياسية والحزبية، والتداول السلمي للسلطة، والفصل بين السلطات والتوازن بينها، وتلازم المسؤولية مع السلطة، واحترام حقوق الإنسان وحياته، على الوجه المبين في الدستور.

المادة 74

للمواطنين حق تكوين الأحزاب السياسية، ويأخطر ينظمه القانون، ولا يجوز مباشرة أي نشاط سياسي، أو قيام أحزاب سياسية على أساس ديني، أو بناء على التفرقة بسبب الجنس أو الأصل أو على أساس طائفي أو جغرافي، أو ممارسة نشاط معاد لمبادئ الديمقراطية، أو سري، أو ذي طابع عسكري أو شبه عسكري. ولا يجوز حل الأحزاب إلا بحكم قضائي.

• الدستور التونسي لعام 2014

التوطئة

[...]

وتأسيساً لنظام جمهوري ديمقراطي تشاركي، في إطار دولة مدنية السيادة فيها للشعب عبر التداول السلمي على الحكم بواسطة الانتخابات الحرة وعلى مبدأ الفصل بين السلطات والتوازن بينها، ويكون فيه حق التنظيم القائم على التعددية، وحياد الإدارة، والحكم الرشيد هي أساس التنافس السياسي...

الفصل 35

حرية تكوين الأحزاب والنقابات والجمعيات مضمونة.
تلتزم الأحزاب والنقابات والجمعيات في أنظمتها الأساسية وفي أنشطتها بأحكام الدستور والقانون وبالشفافية المالية ونبذ العنف.

• الدستور الجزائي لعام 2016

المادة 52

حق إنشاء الأحزاب السياسية معترف به ومضمون.
ولا يمكن التذرع بهذا الحق لضرب الحريات الأساسية، والقيم والمكونات الأساسية للهوية الوطنية، والوحدة الوطنية، وأمن التراب الوطني وسلامته، واستقلال البلاد، وسيادة الشعب، وكذا الطابع الديمقراطي والجمهوري للدولة.
وفي ظل احترام أحكام هذا الدستور، لا يجوز تأسيس الأحزاب السياسية على أساس ديني أو لغوي أو عرقي أو جنسي أو مهني أو جهوي.
ولا يجوز للأحزاب السياسية اللجوء إلى الدعاية الحزبية التي تقوم على العناصر المبينة في الفقرة السابقة.
يحظر على الأحزاب السياسية كل شكل من أشكال التبعية للمصالح أو الجهات الأجنبية.
لا يجوز أن يلجأ أي حزب سياسي إلى استعمال العنف أو الإكراه مهما كانت طبيعتهما أو شكلهما.
تحدد التزامات وواجبات أخرى، بموجب قانون عضوي.

المادة 53

تستفيد الأحزاب المعتمدة، ودون أي تمييز، في ظل احترام أحكام المادة 52 أعلاه، من الحقوق التالية على الخصوص:

- حرية الرأي والتعبير والاجتماع،
 - حيز زمني في وسائل الإعلام العمومية يتناسب مع تمثيلها على المستوى الوطني،
 - تمويل عمومي، عند الاقتضاء، يرتبط بتمثيلها في البرلمان كما يحدده القانون،
 - ممارسة السلطة على الصعيدين المحلي والوطني من خلال التداول الديمقراطي وفي إطار أحكام هذا الدستور.
- يحدد القانون كيفية تطبيق هذا الحكم.

الهوامش

- 1 | Michel Offerlé, «Partis et configurations partisans», in le Nouveau manuel de science politique, ouvrage collectif sous la direction de Antonin Cohen et al., Editions la Découverte, Paris, 2015, p. 479.
- 2 | Maurice Duverger, les Partis politiques, Editions Armand Colin, Paris, 1951.
- 3 | M. Ostrogorski, la Démocratie et les partis politiques, Editions Fayard, Paris, 1997.
- 4 | R. Michels, Sociologie du parti dans la démocratie moderne. Enquête sur les tendances oligarchiques de la vie des groupes, Editions Gallimard, «Folio», Paris, 2015.
- 5 | S. Bartolini et al., Parties and party systems. A Bibliographical guide to the literature on parties and party systems, in Europe since 1945, Londres, 1998, cité par Michel Offerlé, op. cit., p. 479.
- 16 | حسب معلومات متداولة ترجع فكرة إدخال هذا المقتضى، أي عبارة نظام الحزب الوحيد ممنوع إلى رضا اكديرة مستشار الملك الراحل الحسن الثاني في محاولة للحد من نفوذ حزب الاستقلال، وتمهيد لمرحلة تأسيس حزب قريب من الدولة منطلقا مما يحمله من تصورات على نظام الحكم، وفي محاولة لتبني الفكرة التي تبنتها فرنسا خلال إنشاء حزب «الاتحاد الليبرالي» الذي شكل دعامة لرئيس الدولة الجنرال دوغول.
- 17 | ما يتعين إثارته في هذا الجانب غياب انسجام بين النصين العربي والفرنسي للدستور، فإذا كان في النسخة العربية يتحدث على نظام الحزب الوحيد نظام غير مشروع، فإن ترجمة للمقتضى الفرنسي تشير إلى عبارة لا يمكن أن يكون حزب وحيد.
Il ne peut y avoir de parti unique au Maroc.
- 18 | لقد عبر عن هذا الطرح بوضوح خطاب الملك الراحل الحسن الثاني بمناسبة خطاب العرش للذكرى 30 لاعتلائه العرش، فمما ورد فيه: «لقد جعلنا من التعددية المحور الأساسي الذي تدور حوله سياستنا، واخترنا نهجا في وقت كان الحزب الوحيد هو السائد في معظم أنحاء العالم، ولاسيما في العالم الثالث، فنمت التعددية في بلادنا وترعرعت، واحتوت الخلافات الحزبية في إطار الشرعية ونطاق التعايش...»
- 9 | Claude Palazzoli, «La mort lente du mouvement national», Annuaire de l'Afrique du nord, 1972, p. 236.
- 10 | W.I. Zartman, Political pluralism in Morocco, in Man state and society in the cintemporary Maghreb, 1973, p. 254-259.

- 11| Mohammed Madani, le Paysage politique marocain, *Dar Al Qalam, Rabat, 2006, p. 45.*
- 12| Michel Camau, Pouvoirs et institutions au Maghreb, *Cérès productions, Tunis, 1978, p. 80.*
- 13| للتفصيل في النقاش الدائر حول هذا الفصل عقب الانتخابات التشريعية لـ 7 أكتوبر 2016، راجع كتاب الفصل 47، سلسلة الحوار العمومي، العدد 12، إعداد عبد الطيف وهبي، حسن طارق، طوب بريس، الرباط، الطبعة الأولى، فبراير 2017.
- 14| للتعميق في وضعية الحزب السياسي في دستور 2011، راجع المؤلف التالي: Sanae Kasmi, le Statut des partis politiques au Maroc, REMALD, collection thème actuels, n° 91, 2015, p. 460 et suiv.
- 15| آثار المجلس الدستوري مضامين هذا الأورار، وأكد أهمية الالتزام بها في الحملات الانتخابية، بحيث أكد: «... إن استعمال عبارات التحقير خلال الحملة الانتخابية سلوك يجافي مهمة تأطير المواطنين والمواطنين وتكوينهم السياسي وتعزيز انخراطهم في الحياة الوطنية التي أناطها الدستور بالأحزاب السياسية بموجب الفصل السابع» (قرار المجلس الدستوري رقم 934 بتاريخ 18 فبراير 2014).
- 16| المادة من ظهير شريف رقم 1.11.166.1 صادر في 24 من ذي القعدة 1432 (22 أكتوبر 2011) بتنفيذ قانون تنظيمي رقم 29.11 المتعلق بالأحزاب السياسية، الجريدة الرسمية، عدد 5989 بتاريخ 26 من ذي القعدة 1432 (24 أكتوبر 2011).
- 17| ففي فحص دستورية هذه الأحكام أكد المجلس الدستوري «إن العدد المطلوب قانونا في تأسيس الأحزاب السياسية المحدد في 300 من الأعضاء المؤسسين و1000 من المؤتمرين، واشتراط توزيعهم بحسب مقرات إقامتهم الفعلية على ثلثي عدد جهات المملكة على الأقل شرطية ألا يقل عددهم عن 5 في المائة من هذا العدد يرمي، من جهة، إلى ضمان حد أدنى من الجدية في عملية تأسيس الأحزاب السياسية التي يتعين عليها على الأقل أن تكون قادرة بشريا على إنشاء هيكلها التنظيمية الوطنية والجهوية، وهو ما لا يحد من حرية المواطنين في تأسيس الأحزاب السياسية» (قرار المجلس الدستوري رقم 818 بتاريخ 20 أكتوبر 2011).
- 18| الفقرة 5 من الفصل 7 من دستور 2011.
- 19| المادة 74 من دستور مصر لعام 2014.
- 20| فقرة 3 و5 من المادة 52 من الدستور الجزائري لـ 7 مارس 2016.
- 21| يضم هذا القانون سبع أبواب، موزعة إلى 72 مادة على النحو التالي: الباب الأول: أحكام عامة؛ الباب الثاني: تأسيس الأحزاب السياسية والانتخراط فيها؛ الباب الثالث: مبادئ تنظيم الأحزاب السياسية وتسييرها؛ الباب الرابع: نظام تمويل الأحزاب السياسية وكيفية مراقبته؛ الباب الخامس: اتحادات الأحزاب السياسية واندماجها؛ الباب السادس: الجزاءات؛ والباب السابع: أحكام انتقالية.
- 22| بهذا الخصوص راجع مؤلف أمينة المسعودي، الوزراء في النظام السياسي المغربي (1955-1992): الأصول، المنافذ، المآل، مطبعة النجاح الجديدة، الدار البيضاء، الطبعة الأولى، 2001.
- 23| استعارة للمصطلح الذي استعمله بلاغ المكتب السياسي للاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية بعيد تعيين الملك عقب الانتخابات التشريعية لـ 2002 التكنوقراطي ادريس جطو خلفا لعبد الرحمان اليوسفي، والذي كان ينتظر الاستمرار في قيادة الحكومة بعد احتلاله المرتبة الأولى في هذه الانتخابات.
- 24| ما يسجل خلال الانتخابات التشريعية لـ 2011 و2016 غياب ظاهرة ظلت مواكبة للانتخابات التشريعية في المغرب من تأسيس أحزاب سياسية قبيل الانتخابات، والتي كانت قراءة كتاب

- جون واتربوري، أمير المؤمنين: الملكية والنخبة السياسية المغربي، تدخلها في تأصيل فكرة براديفم الانقسامية التي درس بها النظام السياسي المغربي.
- 125 | حسن طارق، «مرحلة بلا وعود» (رأي)، أخبار اليوم، العدد 2260، 10 أبريل 2017.
- 126 | قبل دستور 2011 أصدر المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري بهذا الخصوص القرارات التالية:
- قرار «م.أ.ت.س.ب.» رقم 10-13 الصادر في فاتح ربيع الثاني 1431 (17 مارس 2010) بشأن طلب حق الرد الوارد من حزب العدالة والتنمية.
 - قرار «م.أ.ت.س.ب.» رقم 09-28 الصادر في 15 رجب 1430 (8 يوليوز 2009) المتعلق بطلب حق الرد المقدم من طرف حزب النهج الديمقراطي.
 - قرار «م.أ.ت.س.ب.» رقم 09-20 الصادر بتاريخ 09 جمادى الثانية 1431 (03 يونيو 2009) بشأن طلب حزب الأصالة والمعاصرة.
 - قرار «م.أ.ت.س.ب.» رقم 07-16 الصادر في 08 جمادى الأولى 1428 (25 ماي 2007) بشأن شكاية حزب المؤتمر الوطني الاتحادي ضد الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة المغربية وشركة سورياد-القناة الثانية.
 - قرار «م.أ.ت.س.ب.» رقم 08-06 الصادر في 20 ربيع الأول 1427 (19 أبريل 2006) المتعلق بالشكاية المقدمة من طرف حزب الاتحاد الديمقراطي.

المواطنة والمشاركة السياسية في المغرب : مقاربات دستورية

عبد العزيز لعروسي

في السياق الدستوري المغربي، تعتبر المشاركة السياسية أحد الأشكال الكلاسيكية للديمقراطية التمثيلية. ومن الأهمية افتحاص سلوكات المواطنين في إطار «حراك مواطناتي/مواطني» Le mouvement citoyen، من زاوية مفهوم الالتزام بأبعاده السياسية والاقتصادية والبيئية والاجتماعية والثقافية...، وذلك لتسليط الضوء على تنوع المشاركة المواطنة لفائدة التطور والتنمية المجتمعية Le développement sociétal.

فمختلف المراجعات الدستورية التي عرفها المغرب، تتموضع في سياق يقتضي ضرورة تكيف النظام السياسي مع حركية التطور التي يعرفها المجتمع، احتراماً لهويته الثقافية وتعدديته¹.

من الناحية الإيمولوجية مصطلح «المواطنة» يكتسي مجموعة من الدلالات المفاهيمية، والذي يختلف حسب درجة تنظيم الهوية الاجتماعية من جهة أولى، ونطاق التحليل المعتمد من طرف رجال القانون والمؤرخين وعلماء السياسة، من جهة أخرى.

أما من من الناحية التاريخية «المواطن أحد أعضاء الدولة-المدينة، الذي يمتلك حق الاقتراع. فهو يشارك في قرارات الشأن العام ذات الصلة بالمدينة: مجال القانون - الحرب - العدالة - الإدارة...». فمفهوم المواطن ذو امتداد فلسفي قديم ترجع بداياته الأولى إلى اليونان، مكتسباً بعداً مزدوجاً، قانونياً وسياسياً، يعتريه بعض الغموض. والانطلاق من دساتير الدول وتشريعاتها يشكل مدخلاً أساسياً لمحاولة الإحاطة بهذا المفهوم².

وبصورة أكثر امتداداً وعمقا، تعد المواطنة بمثابة بنية دائمة Structure permanente، وعنصراً أساسياً للاندماج داخل الدولة. أولاً اندماج الأجانب

المقيمين على التراب الوطني لعدة سنوات، من خلال اكتساب الجنسية والحقوق السياسية المرتبطة بها، والتي تمكنهم لا محالة من اندماج أكثر على مستوى المجموعة الوطنية. هذا ما يؤكد الفصل 18 من الدستور المغربي لسنة 2011 الذي جعل من صلاحيات السلطات العمومية ضمان مشاركة مغاربة العالم في المؤسسات الاستشارية وهيئات الحكامة.

فإدماج المغاربة المقيمين بالخارج في الحياة العامة، مرده إلى التحولات الجديدة لظاهرة الهجرة، التي تعبر عن حقيقة الانتماء المزدوج وتعددية الهوية، في إطار مواطنة تحت مسمى «من هنا وهناك»³ Citoyenneté d'ici et là bas.

وعليه، بعد هذا الطرح المفاهيمي للمواطنة، تعالج هذه الورقة موضوع المشاركة السياسية بالمغرب في ضوء المقاربة الدستورية، من خلال طرح مجموعة من التساؤلات على النحو الآتي:

- لماذا يقر الدستور والاتفاقيات الدولية والنصوص القانونية الأخرى مجموعة من الضمانات لمقتضى «المواطنة»؟
- هل يمكن الحديث عن معادلة المشاركة السياسية من شقين، الدولة من جهة أولى والمواطن من جهة ثانية؟
- كيف يمكن إقرار التوازن لهذه المعادلة، وأي تموضع للمواطن في قلب مسار دولة الدستور والمؤسسات؟
- أية علاقة بين الحقوق والالتزامات ذات الارتباط بالمواطنة من زاوية المقاربة الدستورية؟
- مدى إمكانية حق التقاضي Droit de justiciabilité في مواجهة الدولة ومؤسساتها في حالة انتهاك للحقوق السياسية والمدنية على غرار الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية؟
- وهل يمكن اعتبار تكريس المواطنة السياسية كالتزام بنتيجة من طرف الدولة أم مجرد التزام ببذل عناية؟

المحور الأول : المقاربة الدستورية وسؤال المواطنة السياسية

إن مسار المواطنة السياسية، طويل وصعب، أخذنا بعين الاعتبار التطور التاريخي الدستوري بالمغرب منذ أول مشروع دستور سنة 1908، متبوعا على التوالي بدساتير 1962-1970-1972-1992-1996، إلى حدود الدستور الحالي 2011.

هذا الأثر، وفق مقاربة تاريخية-دستورية توضح فك ارتباط المغرب مع دساتير «فصل السلط»، في مقابل اعتماد جيل جديد من الدساتير التي تركز على الحقوق والحريات، وكذا المواطنة الملتزمة La citoyenneté engagée، والتي قوامها إرساء قواعد الديمقراطية واستراتيجية إنماء الوعي المواطني بمختلف أبعاده وتجلياته La conscience citoyenne multidisciplinaire.

فالمقاربة الدستورية للمواطنة، لاعتبارات متعددة، تكتسي أهمية متميزة، خاصة الحقل المفاهيمي المنصوص عليه في دستور 30 يوليوز 2011، الذي أصبح أكثر انفتاحا على المرجعية الدولية، خاصة الاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان المصادق عليها من طرف المغرب. كما أن المواطنة ترتبط أيضا بحقل مفاهيمي ذو دلالات ترتبط ب (الشعب، الأمة، الفرد، المواطنين والمواطنات...).

أ – المواطنة كمجموعة من الحقوق والالتزامات

يضمن الدستور المغربي مجموعة من الحقوق والحريات الأساسية المرتبطة بالمواطنة، في بعدها المدني والسياسي والاجتماعي والاقتصادي...، ويحث الدولة على العمل لتحقيق المناصفة بين الرجال والنساء. ولهذا الغرض تم إحداث هيئة للمناصفة ومكافحة جميع أشكال التمييز (الفصل 19).

فالدستور يقر مجموعة من الحقوق، خاصة الحق في الترشح للانتخابات والحق في التصويت كحق شخصي وواجب وطني (الفصل 30). فضلا عن الحق في تقديم ملتمسات في مجال التشريع (الفصل 14)، وفق ما هو منصوص عليه في الدستور والقانون التنظيمي⁴. والحق في تقديم عرائض إلى السلطات العمومية (الفصل 15)، قصد اتخاذ ما تراه مناسبا في شأنه من إجراءات في إطار احترام أحكام الدستور والقانون وكذا مقتضيات القانون التنظيمي⁵. غير أن ممارسة هذه الحقوق والحريات تتم في علاقة تلازمية مع القيام بالواجبات (الفصل 37).

وفي هذا السياق، فالمواطنون مطالبين أيضا بالمساهمة الفعالة لفائدة الدولة- الأمة عبر مدخل الالتزامات الدستورية. وذلك في إطار روح المسؤولية والمواطنة الملتزمة، إذ يساهم كل المواطنين في الدفاع عن الوطن ووحدته الترابية تجاه أي عدوان (الفصل 38)، وكذا تحمل التكاليف العمومية بصفة تضامنية بمقتضى القانون، ووفق ما تتطلبه تنمية البلاد (الفصلين 39-40).

وعليه، للاعتبارات أعلاه، تفهم المواطنة على مستوى العلوم الاجتماعية والسياسية بأنها مجموعة من الحقوق والالتزامات المضمونة من طرف الدستور. وبالتالي فالمواطن يتوفر على الصفة التي تمكنه من المساهمة في الشأن العام. فالوجود الحقيقي للمواطنة رهين بدولة الحق والمؤسسات حيث تسود الديمقراطية.

فدسترة المشاركة السياسية بالمغرب تترجم التحولات على مستوى مفهوم ودلالة المواطنة. فالهدف هو فتح الفضاء العام إلى الحد الأقصى للتدخلات المباشرة للمواطنين. غير أن مضمون المشاركة السياسية يتأثر بالقوانين والإجراءات المؤطرة للعملية الانتخابية. ومن تم تكمن أهمية ضبط وتطوير الآليات القانونية والتقنية ذات الصلة، لتتماشى مع المعايير الديمقراطية المتعارف عليها. فضلا عن كون توسيع قاعدة المشاركة السياسية وضمان صحة الاقتراع يؤديان إلى انبثاق مؤسسات سياسية غير مطعون في شرعيتها⁶.

وفي هذا السياق عرف الحقل الانتخابي المغربي دخول فاعلين جدد (جمعيات ومنظمات غير حكومية وطنية ودولية - مؤسسات وطنية مهتمة بحقوق الإنسان...) من أجل الملاحظة والتتبع الموضوعي والحيادي لعمليات الاقتراع وتقييم درجة تطابقها مع مضامين ومقتضيات القوانين الانتخابية⁷.

ب - المواطنة في قلب النقاشات المجتمعية

المواطنة تحيل إلى مرجعية الانتماء الواعي والملتزم إلى المجموعة الاجتماعية، الوطنية والدولية، من طرف أشخاص كاملتي المواطنة.

ولإيضاح، تبدو المواطنة اليوم بأنها تتركز أكثر حول السلوك المدني للفرد ومشاركته الفعلية واليومية في الشأن العام للمجتمع، ليس كإطار قانوني مرتبط بالجنسية فحسب، بل كشخص يحمل صفة مواطن الدولة Citoyen de l'État.

ج - تحولات المواطنة

مما لا شك فيه أن التحولات التي تعرفها المواطنة تستجيب لمطلبين اثنين:

- الأول، يتمثل في الاعتراف للأفراد كأعضاء فاعلين داخل المجموعة/الجماعة .La communauté.

- الثاني، يرتبط بمقتضى الحفاظ وصيانة التلاحم الاجتماعي والهوية الوطنية المغربية.

فعلى المواطنين أن يتقاسموا ثقافة عامة مشتركة قوامها التدافع والترافع عن القيم والقضايا الوطنية الكبرى في ضوء المصلحة العامة للدولة - الأمة.

هذه المقاربة التي اعتمدها في هذه الورقة تظهر بجلاء في الدستور المغربي لسنة 2011، خاصة في التصدير الذي يتضمن مرتكزات مبادئ المشاركة، التعددية والحكمة الجيدة، و«إرساء دعائم مجتمع متضامن يتمتع فيه الجميع بالأمن والحرية والكرامة والمساواة وتكافؤ الفرص والعدالة الاجتماعية ومقومات العيش الكريم، في التلازم بين حقوق وواجبات المواطنة».

المحور الثاني : المشاركة المواطنة، في ضوء السياسات العمومية، والحكمة المؤسساتية

إن المشاركة المواطنة في مجال السياسات العمومية، إعدادا وتنفيذا وتتبعها وتقييما تعتبر المدخل الأساسي للانخراط الفعلي والفعال للمواطنين في تدبير الشأن العام، الأمر الذي يعكس تطور مسار الديمقراطية التمثيلية.

فالمواطنة بمفهومها الحداثي لا يمكن اختزالها في المشاركة في عمليات الاقتراع، انتخابات كانت أم استفتاءات، وإنما ينبغي التأكيد على ضمان استمرارية

المشاركة المواطنة سواء في إطار المواكبة التشريعية القبلية والموازية L'accompagnement législatif à priori et parallel (الفصل 14) الذي ينص على حق «المواطنين في تقديم ملتمسات في مجال التشريع»، أو في إطار المواكبة البعدية L'accompagnement à posteriori (الفصل 15) الذي ينص على «حق المواطنين في تقديم عرائض إلى السلطات العمومية».

هذا الطابع العملي للمشاركة المواطنة يقره بوضوح الفصل 6 من الدستور، إذ «تعمل السلطات العمومية على توفير الظروف التي تمكن من تعميم الطابع الفعلي لحرية المواطنين والمواطنين، والمساواة بينهم، ومن مشاركتهم في الحياة الاقتصادية والثقافية والاجتماعية».

أ - المواطنة وسياق الحكامة المؤسساتية

إن السعي لتجاوز الاختلالات التي كشف عنها تطبيق الديمقراطية التمثيلية، جعلت المقاربة الدستورية لسنة 2011 تؤكد على «توطيد وتقوية مؤسسات دولة حديثة، مرتكزاتها المشاركة والتعددية والحكامة الجيدة، وإرساء مجتمع متضامن...، حيث التلازم بين حقوق وواجبات المواطنة».

وفي هذا السياق المؤسساتي، نص الفصل 13 من الدستور على أن «تعمل السلطات العمومية على إحداث هيئات للتشاور، قصد إشراك مختلف الفاعلين الاجتماعيين في إعداد السياسات العمومية وتفعيلها وتنفيذها وتقييمها».

أما على المستوى الجهوي، نص الفصل 139 على أن «تضع مجالس الجهات، والجماعات الترابية الأخرى، آليات تشاركية للحوار والتشاور لتيسير مساهمة المواطنين والمواطنات في إعداد برامج التنمية وتتبعها».

فقد تضمنت القوانين التنظيمية المتعلقة بالجهات ومجالس الجماعات مقتضيات مؤطرة للمشاركة المواطنة من قبل الجمعيات والمواطنين، مما يشكل مدخلا أساسيا للمساهمة في إعداد السياسات العمومية على المستوى الجهوي والمحلي.

أما فيما يتعلق بمؤسسات وهيئات الحكامة الجيدة، سواء فيما يتعلق بالنهوض بحقوق الإنسان أو إقرار الديمقراطية التشاركية، فإن الدستور أقر مجموعة من المؤسسات لإقرار حقوق وحرّيات المواطنين وفق المرجعيات الوطنية والدولية ذات الصلة. فضلا عن ترسيخ ثقافة المرفق العام ومبادئ الحكامة الجيدة والمساهمة في تخليق الحياة العامة، وقيم المواطنة المسؤولة.

وعليه، هذه الحكامة المؤسساتية تؤكد على تمثيلية الجمعيات والمواطنين داخلها لتحفيزهم على الانخراط في الحياة الوطنية، عامة، والسياسية تحديدا، بروح المواطنة المسؤولة لتنشيط النقاش العمومي المواطني حول السياسات العمومية على كافة المستويات الترابية وتقييم البرامج العمومية من خلال ربط المسؤولية بالمحاسبة. كما يضمن الدستور (الفصل 18) مشاركة أوسع للمغاربة المقيمين في الخارج في المؤسسات الاستشارية، وهيئات الحكامة الجيدة المحدثة بمقتضى الدستور أو القانون.

ذلك أن سلطة الاقتراع بمثابة سلاح سياسي بيد الكتلة الناخبة المواطنة. فالأمر يتعلق بيقظة المجتمع المدني إلى جانب المتابعة عن قرب من طرف المواطنين للقضايا الوطنية الكبرى. وهذا من شأنه في المحصلة أن يوسع قاعدة النخب الاجتماعية والمدنية والمساهمة في تدبير الشأن العام. خاصة أن النظام الدستوري المغربي لم يعد يركز على فصل السلط فقط، بل يقوم على توازنها وتعاونها في إطار الديمقراطية المواطنة والتشاركية.

وفي هذا السياق، تم تأسيس «حركة اليقظة المواطنة» سنة 2011 لتتبع القضايا السياسية المرتبطة بالديمقراطية والشأن العام بالمغرب، وكذا الإسهام في النقاش العمومي الوطني وتقييم مسارات التأهيل المؤسساتي وأليات هيئات الحكامة ودولة القانون، فضلا عن تقييم مسارات النظام الترابي المرتبط بالجهوية.

ب - المواطنة السياسية في ضوء الدساتير «ذاتية العمل/الاشتغال»

إن مفهوم المواطنة يمكن دراسته وفق مقاربات متكاملة يتعايش فيها الدستوري والسياسي والحقوقي والقانوني والاجتماعي...، غير أن المرجعية الدستورية تكتسي أهمية أكبر بحكم ارتباطها بمبدأ الدولة الحديثة ومركزها في النشأة

والتطور. فلا وجود لمواطنة حقيقية ضمن الأنظمة الشمولية الاستبدادية، مهما حاولت تلك الأنظمة التماهي مع الديمقراطية.

وبصيغة أدق فمفهوم المواطنة تبلور جنبا إلى جنب مع مفهوم الدولة الدستورية، خاصة تلك التي أقرت دساتيرها آليات تعمل من تلقاء ذاتها، أي قادرة على التمتع بخاصية «ذاتية الاشتغال» بمنطق المؤرخ الأمريكي مايكل كامن، الذي رصد تأثير الثقافة الأمريكية على الدستور الأمريكي من حيث مكانته السامية في شعور الأمريكيين وعقولهم، ودوره كمرکز للحياة الأمريكية منذ إقراره عام 1788 وحتى الوقت الحاضر، من خلال قدرة التحول إلى نظام عملي⁸.

وقد أكد G.R. Elton، أستاذ تاريخ الدستور الإنجليزي في جامعة كامبردج، على أهمية دراسة الدستور لكونه يشكل مدخلا لدراسة الدولة من حيث تشكيلها لأفراد المجتمع في إطار مجتمعات، وتعاونهم لإقامة تنظيم سياسي واجتماعي واقتصادي فيما بينهم. ذلك أن مقارنة تاريخ الدستور، حسب إلتون بمثابة «شكل من أشكال التاريخ الاجتماعي، إنه تاريخ المجتمع⁹».

في هذا السياق التحليلي، نستحضر التساؤل أعلاه، المرتبط بكيفية إقرار الدستور المغربي لمعادلة التوازن بين الدولة والمواطن، ومدى إرسائه لآليات تعمل من تلقاء ذاتها، على غرار تجربة الدستور الأمريكي وتجذره في الثقافة المجتمعية؟.

فالمواطنة لا تكتفي بترجيح الانتماء الجغرافي (مكان الولادة) أو القانوني (جنسية الدولة) أو السياسي («العضوية» في مجتمع سياسي معين)، بل تدفع إلى فك الارتباط مع الاختلافات القائمة بين المجتمع والدولة، من خلال تغليب التماسك الاجتماعي والدعوة إلى تعلق المواطن بوطنه ودولته. وذلك من خلال مشاركته في النظام الانتخابي، ناخبا ومنتخبا، ومساهمته في منظمات وهيئات المجتمع المدني، فضلا عن تكريسه لمكانة الدستور في الوعي المجتمعي، ودلالته الرمزية في الثقافة المغربية، خاصة من الناحية العملية.

فالفجوة بين الفكر الدستوري كفكر تنظيري خالص، وبين الواقع الملموس للمجتمعات، يقتضي لا محالة إعادة التفكير في جدوى الوثيقة الدستورية، لهذا البلد أو ذاك، من زاوية المواطنة السياسية، ومدى إدراك المواطنين لمعاني ومفاهيم

الدستور واستعمالاته. وذلك من خلال رسم المقارنة بين التشابه والاختلاف، وتكثيف الحوار المواطني حول أهمية البناء الدستوري والسياسي والمدني للدولة من حيث ضمان الدولة لتلازمة الحقوق والواجبات، عبر تشريع وتقنين آليات دستورية قوية تعمل من تلقاء ذاتها في إطار عقلنة الممارسات وتجديد المؤسسات.

وفي ذات السياق، جاء الخطاب الملكي مؤكداً أن «... منظورنا للإصلاح المؤسسي يستهدف عقلنة وتجديد المؤسسات، على درب توطيد دعائم دولة عصرية، وترسيخ ثقافة المواطنة التي تتلائم فيها حقوق الإنسان بواجباته، وبأجهزة حمايتها من التجاوزات المنافية للقانون».

وفي منظورنا الخاص، لا ينبغي حصر المواطنة السياسية في «خندق» التنشئة على الاقتراع العام، انتخابات كانت أم استفتاءات، بل يجب موضعتها، بمنطق بيار روزنفلون، في سياق تثقيف مدني واجتماعي...، يمكنان المواطن من المعرفة بتلازمة الحقوق والواجبات، وفق مرجعية دستورية. فلا معنى للمواطنة من غير ممارسة فعلية على أرض الواقع.

ج - الممارسة المواطنة والمساهمة في بناء الدولة الدستورية

إن مدخل الممارسة المواطنة في بعديها السياسي والحقوقى، ليست في جوهرها غريبة عن الدولة الدستورية، التي يعد فيها الدستور بمثابة سقف للتعامل بين السلطات العمومية ومختلف الفاعلين المتدخلين، بصورة مباشرة أو غير مباشرة، في تدبير قضايا الشأن العام.

فالإدماج الدستوري لثقافة حقوق الإنسان عامة والمشاركة السياسية للمواطنين تحديداً، يروم إضفاء طابع الانسجام على التشريع الوطني كي يصير متلائماً مع قيم المواطنة في بعدها الكوني.

وتجدر الإشارة إلى أهمية التأكيد على مسألة الممارسة المواطنة والمشاركة السياسية، لدورها في بناء الدولة وتجديد موارد وديناميات مشروعيتها القائمة على أسس دستورية وقانونية ومؤسسية. وذلك في أفق جعلها أكثر ارتباطاً بمبادئ فصل السلط وربط المسؤولية بالمحاسبة وسيادة الديمقراطية¹⁰.

فالممارسة المواطنة والانخراط في تدبير الشأن العام تكشف عن طبيعة العلاقة بين الدولة والمجتمع. غير أن المساهمة في بناء أسس الدولة الدستورية، سواء تعلق الأمر بالتزام بنتيجة أم مجرد التزام ببذل عناية، يعتبر بمثابة المحك الحقيقي لما يعرف «بشرعية الإنجاز» على مستويي التشريع والممارسة كأحدى مخرجات أو استجابات النظام السياسي لمؤثرات المحيطين الداخلي والخارجي. والهدف من ذلك تمكين المواطنين، عبر المشاركة السياسية، من الآليات الضرورية لإشراكهم في مسلسل اتخاذ القرار. فضلا عن تتبع مجال السياسات العمومية في كل مراحل تبلورها، بالنظر لطبيعة الأنظمة السياسية ومستوى ديمقراطيتها. وهذا المجال يخضع لتدافع سياسي يحاول إدماج الانتظارات المتناقضة وإعادة ترتيب الأولويات وتقديم أجوبة عن المشاكل العمومية التي تمتد إلى كل أفراد المجتمع¹¹.

وعليه، فإن إشكالات الممارسة العملية للمواطنة السياسية، تتنازعها رهانات المختلفة للفاعلين من جهة، فضلا عن سياقات التعاقد الجديد بين الدولة والمجتمع، من جهة أخرى. فالهدف الأساسي لمشاركة المواطنين في الشأن العام هو إقرار توازنات جديدة داخل الحقل السياسي والاجتماعي.

المحور الثالث : المشاركة السياسية: التحول الديمقراطي وثقافة السلم الاجتماعي

إن تسليط الضوء على المشاركة السياسية، من زاوية المساهمة في استثبات ثقافة السلم الاجتماعي، ودمقرطة الأنظمة السياسية واستقرارها عبر مدخل المواطنة الملتزمة بقضايا الشأن العام، يؤكد تأثيرات العمليات الانتخابية على رسم الخطوط العريضة للسياسات العمومية للدولة. فضلا عن تطور المعيش اليومي للمواطنين، خاصة بصفتهم يشعرون بالانتماء للوطن الواحد ويكيفون سلوكهم الإنساني عن طريق المشاركة السياسية.

ومن هذا المنطلق أصبحت المشاركة السياسية مرادفة للديمقراطية. هذه المشاركة تقاس بدرجة المعرفة السياسية المكتسبة، والتنشئة الاجتماعية والسياسية ودرجة المواطنة والبيئة المحيطة¹².

أ - المواطنة ومؤشر المشاركة السياسية: علاقة تلازم أم تباعد؟

تجدد الإشارة أنه رغم تشابه الأنظمة السياسية، إلا أن مشاركة المواطنين تختلف كما وكيف الحياة السياسية، نتيجة ما يقوم به النظام السياسي من توعية وتشجيع على الانخراط في مجال السياسة كشأن عام، ومدى وجود الأحزاب السياسية وجماعات الضغط وقيامها بأدوارها في التأطير السياسي داخل المجتمع.

ففي دراسة قام بها دافيد أستون وكوثر سنة 1989¹³، انصبت على رصد علاقة المشاركة السياسية بالإحساس بالمواطنة. وقد أجريت هذه الدراسة حول عينة متكونة من 500 مواطن من ولايتي ألباما وبرمنجهام بإنجلترا همت جملة من المواضيع من قبيل: الانتخابات، المعسكرات، المشاركة في المهام السياسية، الحديث عن السياسة وربط ذلك بالمواطنة...

فكانت النتيجة أن هناك علاقة تلازمية (إيجابية) بين الإحساس بالمواطنة والسلوك الانتخابي والمشاركة في قضايا الشأن العام، بينما هناك علاقة غير تفاعلية (سلبية) بين الإحساس بالمواطنة والمعسكرات والحديث عن السياسة.

وفي محاولة لإسقاط نتائج الدراسة أعلاه، على دول أخرى من ضمنها المغرب، مع الأخذ بالاعتبار السياق الزمني والجغرافي والحضاري والتنموي...، يمكن القول أن تلازمية المواطنة بالمشاركة السياسية من شأنه ترسيخ ثقافة السلم الاجتماعي في مخيال وفكر الجماهير. وبالتالي المساهمة في بناء مداخل التحول الديمقراطي. وهذا المقتضى رهين بضمان أبسط حقوق المواطنة، بحيث تمنح للفرد فرصة القيام بدوره في الحياة السياسية والاجتماعية والاقتصادية، بقصد تحقيق أهداف التنمية الشاملة، وبالتالي تصبح مفتاحا للتعاون البناء بين المواطنين والمؤسسات العمومية، وقناة اتصال وتواصل تدعم التوجه الديمقراطي بما يتيح استتباب الأمن والسلم في المجتمع.

ب - التحول الديمقراطي والسلم الاجتماعي

أكد صامويل هنتجتون في كتابه الموجة الثالثة¹⁴، بأن نقطة تحول الدول من أنظمة شمولية إلى أنظمة ديمقراطية جاءت عن طريق المشاركة السياسية

والمصالحة والتفاوض والتوصل إلى أرضية اتفاق مشتركة بين النخب السياسية، ومشاركة المواطنين في عمليات الاقتراع، ناخبين أو منتخبين أو مشاركين في الحملات الانتخابية.

وتعتبر المشاركة السياسية مؤشرا هاما للتطور الديمقراطي في بلد ما، فضلا على أنها حق من حقوق المواطنة، وأداة هامة يتمكن المواطنون من خلالها من اختيار ممثليهم أو من ينوب عنهم في التعبير عن مصالحهم في السلطة التشريعية، كما تساهم في الارتقاء بنوعية أداء المؤسسات العامة.

فالتداول السلمي على السلطة هو نتاج المشاركة السياسية، فضلا عن تزايد درجة الانخراط في المجتمع المدني يقود إلى تغليب ثقافة السلم ونبذ العنف في معالجة الملفات والقضايا التي تثير قلق المجتمع في مواجهة الدولة.

وأخيرا نؤكد على أن التأصيل «المواطناتي» للمشاركة السياسية تستوجب وجود مؤسسات فعالة للمجتمع المدني، يمكن أن تنشر وترسخ قواعد الديمقراطية وقيم الحوار وثقافة التسامح بدل ثقافة العنف والإقصاء. فالمجتمع المدني يعتبر صمام الأمان للدولة لفك الارتباط مع العنف السياسي والديني، فهو فضاء للتسامح والحرية والديمقراطية.

وعليه، يمكن ربط المشاركة السياسية بالمغرب أيضا بالتحول الدستوري والديمقراطي، حيث نجد أن تأكيد المشاركة المواطنة في القضايا المجتمعية بأبعادها السياسية والقانونية، والاقتصادية والحقوقية والتنمية...، كفيل بتدبير تناقضات المجتمع وتقويم اختلال سياساته العمومية بالطرق السلمية، وعلى نحو يتماشى مع ضرورة تكيف النظام السياسي مع حركية التطور التي يعرفها المجتمع، احتراماً لهويته الاجتماعية وتعدديته الثقافية.

- 1 | *El Mahdi Tahiri*, la Constitution marocaine de 2011: analyses et commentaires, « *Avant propos* », LGDJ, Lextenso éditions, 2012, p. 1.
- 2 | *Nora Seddiki El Houdaigui*, « *Citoyenneté : de l'élargissement des acteurs à la défense de valeurs communes* », in la Citoyenneté responsable, inclusive et participative, publié par Konrad-Adenauer-Stiftung e.v, édition 2016, p. 119.
- 3 | *Zouhair Aboudahab*, « *La diaspora marocaine dans la nouvelle constitution* », in la Constitution marocaine: analyses et commentaires, op. cit., p. 272.
Voir à ce propos :
- *Hassan Boussetta et Marco Martiniello*, « *Marocains de Belgique : du travailleur immigré au citoyen transnational* », in Hommes & migrations, n° 1242, mars-avril 2003.
- *Jean-Michel La Fleur*, le Transnationalisme politique, pouvoir des communautés immigrés dans leur pays d'accueil et pays d'origine, *Academia-Bryulant, Bruxelles, 2005*.
- 4 | انظر الظهير الشريف رقم 1.16.108 الصادر بتاريخ 28 يوليو بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 64.14 بتحديد شروط وكيفية ممارسة الحق في تقديم الملتمسات في مجال التشريع.
ويراد في مدلول هذا القانون التنظيمي حسب المادة 2 «الملتمس في مجال التشريع: كل مبادرة يتقدم بها مواطنان ومواطنون وفق أحكام هذا القانون التنظيمي بهدف المساهمة في المبادرة التشريعية» ويجب، حسب المادة 7 أن تكون لائحة دعم الملتمس موقعة على الأقل من قبل 25000 من مدعي هذا الملتمس.
- 5 | انظر الظهير الشريف رقم 1.16.107 الصادر في 23 من شوال 1437 (28 يوليو 2016) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 44.14 بتحديد شروط وكيفية ممارسة الحق في تقديم العرائض إلى السلطات العمومية.
حسب المادة 2 من هذا القانون التنظيمي «أصحاب العريضة: المواطنان والمواطنون المقيمون بالمغرب أو خارجه الذين اتخذوا المبادرة لإعداد العريضة ووقعوا عليها، شريطة أن يكونوا متمتعين بحقوقهم المدنية والسياسية ومقيدين في اللوائح الانتخابية العامة». ويجب حسب المادة 6 أن تكون لائحة دعم العريضة موقعة على الأقل من قبل 5000 من مدعي العريضة، الجريدة الرسمية، عدد 6492 بتاريخ 18 غشت 2016.
- 6 | عبد العالي حامي الدين، «الآليات القانونية للتحكم الانتخابي وانعكاساتها على مفهوم المشاركة السياسية: قراءة في الانتخابات الجماعية لـ 12 يونيو 2009»، وارد ضمن الانتخابات المحلية والمسألة السياسية والديمقراطية، تنسيق عبد المغيث بنمسعود اطریدنو، منشورات مكتب الأبحاث والدراسات في العلوم الاجتماعية، دار أبي رقرق للطباعة والنشر، أبريل 2010، ص. 13-14.
- 7 | *Aziz Tanany*, « *Note de synthèse sur l'observation des élections communales du 12 juin 2009* », in les Elections locales et la question politique et démocratique, Centre de recherche et d'études en sciences sociales, avril 2010, p. 131.
- 8 | مايكل كامن، آلة تعمل من تلقاء ذاتها: الدستور في الثقافة الأمريكية، ترجمة أحمد ظاهر، دار الفارس للنشر والتوزيع، عمان، الطبعة الأولى، السنة 1996، ص. 11-77.
- 9 | وصف الرئيس الأمريكي الأسبق جيمس مادسون في حفل تسلمه السلطة عام 1809، الدستور بأنه «الإسمنت الذي يشد الإتحاد بين الولايات معا»، انظر مايكل كامن، مرجع سابق الذكر، ص. 21-22.
- 10 | عبد العزيز لعروسي، التشريع المغربي والاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان: ملاءمات قانونية ودستورية، سلسلة مواضيع الساعة، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية، العدد 87، الطبعة الأولى، 2014، ص. 31.
- 11 | حسن طارق، السياسات العمومية في الدستور المغربي الجديد، سلسلة «مؤلفات وأعمال جامعية»، منشورات المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية، الطبعة الأولى، 2012، ص. 64-65.

- 12 | لعجال أعجال محمد لمين، «إشكالية المشاركة السياسية وثقافة السلم»، مجلة العلوم الإنسانية، جامعة محمد خيضر بسكرة، كلية الحقوق والعلوم السياسية، العدد الثاني عشر، نوفمبر 2007، ص. 238.
- 13 | لعجال أعجال محمد لمين، «إشكالية المشاركة السياسية وثقافة السلم»، مجلة العلوم الإنسانية، مرجع سابق الذكر، ص. 240.
- 14 | صامويل هنتجتون، الموجة الثالثة: التحول الديمقراطي في أواخر القرن العشرين، ترجمة: عبد الوهاب علوب، الكويت، دار سعاد الصباح، 1993، ص. 12.

المواطنة والديمقراطية التشاركية : قراءة في الدستور المغربي

طامو آيت مبارك

تعد المواطنة من المفاهيم التي حظيت باختلاف واسع في تحديد طبيعتها، حيث يتم الخلط بينها وبين الوطنية والقومية، الأمر الذي أفضى إلى تعدد دلالاتها وأحيانا تباينها، وفي ظل هذا التنوع الدلالي تبرز أهمية ملامسة هذا المفهوم قصد استكشاف مضامينه وحقوقه الدلالية عموما واستجلاء قيمه ومظاهره وتجلياته في الوثيقة الدستورية المغربية على وجه الخصوص ومدى ارتباطه بالديمقراطية التشاركية.

أولا : الإطار المفاهيمي للفظتي مُواطن ومواطنَة

1. المعنى اللغوي

بما أن دلالة المصطلح لا تنجلي إلا بتوفر شرطين:

- أولهما: مفهومه الذي اكتسبه في الحقل المعرفي عبر ظروف تاريخية معينة.
- ثانيهما: انصهاره في علاقات تفاعل مع مصطلحات مماثلة تبين مدى اختلافه عنها. وحيث إن المفهوم لا يكون ذا دلالة كاملة إلا حين يكون مدلوله محدداً واضحاً، فإن مفهوم المواطنة تبعاً لذلك في حاجة إلى تحديد دلالاته من أجل رصد أنساقه وقيمه.

برجعنا إلى المعاجم العربية القديمة وخصوصاً لسان العرب والمصباح المنير ومختار الصحاح والمعجم الوسيط فإننا لا نعثر على أي ذكر للفظتي مواطن (بضم الميم) ومواطنة، فكل ما نجد هو تعريفات وتحديدات للكلمة وطن وموطن ومواطن بفتح الميم. فقد جاء في لسان العرب لابن منظور: الوَطَنُ: المَنْزِلُ تَقِيمُ بِهِ، وَهُوَ مَوْطِنُ الْإِنْسَانِ وَمَحَلُّهُ؛ وَقَدْ خَفَّفَهُ رُؤْبَةٌ فِي قَوْلِهِ: أَوْطَنْتُ وَطَنًا لَمْ يَكُنْ مِنْ وَطَنِي، لَوْ لَمْ تَكُنْ عَامِلَهَا لَمْ أُسْكِنْ بِهَا، وَلَمْ أَرْجُنْ بِهَا فِي الرَّجْنِ؟

قال ابن بري: الذي في شعر ربيعة: كَيْمَا تَرَى أَهْلَ الْعِرَاقِ أَنَّنِي أَوْطَنْتُ أَرْضاً لَمْ تَكُنْ مِنْ وَطَنِي وقد ذكر في موضعه، والجمع أوطان.

وأوطان الغنم والبقر: مَرَابِضُهَا وَأَمَاكِنُهَا التي تأوي إليها؛ قال الأخطل: كُرُوا إِلَى حَرَّتَيْكُمْ تَعْمُرُونَهُمَا، كما تَكُرُّ إِلَى أَوْطَانِهَا الْبَقَرُ وَمَوَاطِنِ مَكَّةَ: مَوَافِقِهَا، وهو من ذلك. وَطَنَ بِالْمَكَانِ وَأَوْطَنَ أَقَامَ؛ الْأَخِيرَةُ أَعْلَى.

وَأَوْطَنَهُ: اتَّخَذَهُ وَطَنًا. يُقَالُ: أَوْطَنَ فُلَانٌ أَرْضَ كَذَا وَكَذَا أَيِ اتَّخَذَهَا مَحَلًّا وَمُسْكَنًا يُقِيمُ فِيهَا. وَالْمِيطَانُ: الْمَوْضِعُ الَّذِي يُوْطَنُ لِتَرْسُلِ مِنْهُ الْخَيْلُ فِي السَّبَاقِ، وَهُوَ أَوْلُ الْغَايَةِ، وَالْمِيتَاءُ وَالْمِيدَاءُ آخِرُ الْغَايَةِ؛ الْأَصْمَعِيُّ: هُوَ الْمِيدَانُ وَالْمِيطَانُ، بَفَتْحِ الْمِيمِ مِنَ الْأَوَّلِ وَكسرها مِنَ الثَّانِي.

وروى عمرو عن أبيه، قال: الْمِيطَانِ الْمِيدَانِ. يُقَالُ: مِنْ أَيْنَ مِيطَانِكَ أَيِ غَايَتِكَ. وَفِي صِفَتِهِ، صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ: كَانَ لَا يُوْطَنُ الْأَمَاكِنَ أَيِ لَا يَتَّخِذُ لِنَفْسِهِ مَجْلِسًا يُعْرَفُ بِهِ. وَالْمَوْطِنُ: مَفْعُولٌ مِنْهُ، وَيُسَمَّى بِهِ الْمَشْهُدُ مِنْ مَشَاهِدِ الْحَرْبِ، وَجَمْعُهُ مَوَاطِنُ. وَالْمَوْطِنُ: الْمَشْهُدُ مِنْ مَشَاهِدِ الْحَرْبِ.

وفي التنزيل العزيز: «لقد نصركم الله في مَواطِنَ كثيرة¹». وقال طرفة: عَلَى مَوْطِنٍ يَخْشَى الْفَتَى عِنْدَهُ الرَّدَى، مَتَى تَعْتَرِكُ فِيهِ الْفَرَايِصُ تُرْعَدُ وَأَوْطَنْتُ الْأَرْضَ وَوْطَنْتُهَا تَوْطِينًا وَأَسْتَوْطَنْتُهَا أَيِ اتَّخَذْتُهَا وَطَنًا، وَكَذَلِكَ الْإِتْطَانُ، وَهُوَ افْتِعَالٌ مِنْهُ. غَيْرُهُ: أَمَا الْمَوَاطِنُ فَكُلُّ مَقَامٍ قَامَ بِهِ الْإِنْسَانُ لِأَمْرٍ فَهُوَ مَوْطِنٌ لَهُ، كَقَوْلِكَ: إِذَا أَتَيْتَ فَوْقَتْ فِي تِلْكَ الْمَوَاطِنِ فَادْعُ اللَّهَ لِي وَإِلْخَوَانِي.

وفي الحديث: أَنَّهُ نَهَى عَنِ نَفْرَةِ الْعُرَابِ وَأَنْ يُوْطَنَ الرَّجُلُ فِي الْمَكَانِ بِالْمَسْجِدِ كَمَا يُوْطَنُ الْبَعِيرُ؛ قِيلَ: مَعْنَاهُ أَنْ يَأْلَفَ الرَّجُلُ مَكَانًا مَعْلُومًا مِنَ الْمَسْجِدِ مَخْصُوصًا بِهِ يَصِلِي فِيهِ كَالْبَعِيرِ لَا يَأْوِي مِنْ عَطَنِ إِلَّا إِلَى مَبْرَكٍ دَمَتْ قَدِ أَوْطَنَهُ وَاتَّخَذَهُ مَنَاقِبًا، وَقِيلَ: مَعْنَاهُ أَنْ يَبْرُكَ عَلَى رِكْبَتَيْهِ قَبْلَ يَدَيْهِ إِذَا أَرَادَ السَّجُودَ مِثْلَ بُرُوكِ الْبَعِيرِ؛ وَمِنْهُ الْحَدِيثُ: أَنَّهُ نَهَى عَنِ إِطْيَانِ الْمَسَاجِدِ أَيِ اتَّخَاذِهَا وَطَنًا. وَوَاطَنَهُ عَلَى الْأَمْرِ: أَضْمَرَ فَعَلَهُ مَعَهُ، فَإِنْ أَرَادَ مَعْنَى وَافَقَهُ، قَالَ: وَوَاطَاهُ. تَقُولُ: وَوَاطَنْتُ فُلَانًا عَلَى هَذَا الْأَمْرِ إِذَا جَعَلْتُمَا فِي أَنْفُسِكُمَا أَنْ تَفْعَلَاهُ، وَتَوْطَيْنُ النَّفْسِ عَلَى الشَّيْءِ: كَالْتَمَهِيدِ ابْنِ سَيِّدِهِ: وَطَّنَ نَفْسَهُ عَلَى الشَّيْءِ وَهوَ فَتَوَطَّنَتْ حَمَلَهَا عَلَيْهِ فَتَحَمَلَتْ وَذَلَّتْ لَهُ،

وقيل: وَطَنَ نَفْسَهُ عَلَى الشَّيْءِ وَلَهُ فَتَوَطَّنَتْ حَمَلَهَا عَلَيْهِ؛ قَالَ كَثِيرٌ: فَقُلْتُ لَهَا: يَا عَزَّ، كُلُّ مُصِيبَةٍ إِذَا وَطَّنَتْ يَوْمًا لَهَا النَّفْسُ، ذَلَّتْ.

وفي المصباح المنير في غريب الشرح الكبير: «الوطن: مكان الإنسان ومقره، ومنه قيل لمريض الغنم: وطن، والجمع أوطان مثل سيب وأسباب، وأوطن الرجل البلد واستوطنه وتوطنه: اتخذها وطناً، والموطن مثل الوطن والجمع مواطن مثل مسجد ومساجد، والموطن أيضاً: المشاهد من مشاهد الحرب، ووطن نفسه على الأمر توطينا: مهدها لفعله وذلها، ووطنه مواطنة مثل وافقه موافقة وزنا ومعنى²»

وجاء في مختار الصحاح لعبد القادر الرازي³: الْوَطْنُ مَحَلُّ الْإِنْسَانِ. وَ(أَوْطَانٌ) الْغَنَمُ مَرَابِضُهَا. وَ(أَوْطَنَ) الْأَرْضَ وَ(وَطَّنَهَا) وَ(اسْتَوْطَنَهَا) وَ(اتَّطَّنَهَا) أَي اتَّخَذَهَا وَطْنًا. وَ(تَوَطَّنَ) النَّفْسَ عَلَى الشَّيْءِ كَالْتِمَهِيدِ. وَ(المَوْطِنُ) الْمُشْهَدُ مِنْ مَشَاهِدِ الْحَرْبِ، قَالَ اللَّهُ تَعَالَى: لَقَدْ نَصَرَكُمُ اللَّهُ فِي مَوَاطِنَ كَثِيرَةٍ.

وجاء في المعجم الوسيط: (يَطْنُ) وَطْنَا: أَقَامَ بِهِ. (أَوْطَنَ) الْمَكَانَ: وَطَنَ بِهِ. (وَاطَنَهُ) عَلَى الْأَمْرِ: أَضْمَرَ فَعَلَهُ مَعَهُ. وَوَطَّنَ بِالْبَلَدِ: اتَّخَذَهُ مَحَلًّا وَسَكَنَّا يُقِيمُ فِيهِ⁴.

وجاء في معجم الصحاح في اللغة للجوهري: الْوَطْنُ: مَحَلُّ الْإِنْسَانِ. وَأَوْطَانُ الْغَنَمِ: مَرَابِضُهَا. وَأَوْطَنْتُ الْأَرْضَ، وَوَطَّنْتُهَا تَوَطَّنًا، وَاسْتَوْطَنْتُهَا، أَي اتَّخَذْتُهَا وَطْنًا. وَكَذَلِكَ الْإِتِّطَانُ، وَهُوَ افْتِعَالٌ مِنْهُ. وَتَوَطَّنَ النَّفْسَ عَلَى الشَّيْءِ، كَالْتِمَهِيدِ. وَيُقَالُ: مَنْ أَيْنَ مِيطَانِكَ، أَي غَايَتِكَ. وَالْمِيطَانُ: الْمَوْضِعُ الَّذِي يُوَطَّنُ لِتُرْسُلِ مِنْهُ الْخَيْلِ فِي السَّبَاقِ⁵.

مفاد هذا القول أن لفظتي مواطن ومواطنة لم يرد ذكرهما في المعاجم العربية القديمة، ونفس الشيء يصدق على كتب التراجم والأدباء القدامى، باستثناء كتاب خريدة القصر وجريدة العصر⁶ لمؤلفه عماد الأصبهاني، الذي عاش في القرن السادس الهجري، وهو كتاب يضم واحدا وعشرين مجلدا ترجم فيه صاحبه لمجموعة من شعراء القرنين الخامس والسادس الهجريين. والذي جاء ذكر لفظة مواطنة مرة واحدة وذلك عند قوله «مكسبة من الأشباح القدسية علاء، ومنتسبة إلى الأشخاص الإنسانية ولاء، مترفعة عن مواطنة الأغفال، ومقارنة أهل السفال»، والمراد بالمواطنة هنا: المصاحبة والعيش مع...

أما في قاموس المنجد لمؤلفه لويس معلوف والذي ظهر في ظل اليقظة العربية الحديثة فنجد بين دفته حديثاً عن لفظة مواطن بضم الميم، حيث قال: المواطن: الذي نشأ معك في وطن واحد أو الذي يقيم معك فيه⁷.

نلاحظ من خلال ما سلف ذكره أن الوطن عند اللغويين العرب القدامى لا يرتبط بالمشاعر بقدر ارتباطه بالمكان، وفي ذلك قال الشيخ عبد الله العلايلي «خاصة العرب هي القبيلة بحكم البيئة، أما القومية فلا تقوم إلا في مجتمع زراعي، وكذلك فإن العمل في الأرض بالزراعة باعث لكل شعور بالوطن، إذ يورث الإنسان عشقا مبهما للأرض التي تهبه كل ما يحتاج إليه من مقومات الحياة»⁸.

وهنا يتضح لنا التحول الجذري بين المفهوم القديم للوطن الذي ارتبط بمعظم العرب الرحل والمفهوم الحديث للوطن الذي نشأ عبر ارتباط العرب بأرضهم، فالوطن لم يعد مجرد تاريخ وجغرافيا، بل أضحي مكونا للذات ومساهما في خلق الأنا.

فالمواطنة تبعا لذلك وحسب السياق التاريخي العربي ليست سوى أمكنة يقطن فيها الأشخاص و يقيمون بها لفترات معينة.

2. المعنى الاصطلاحي للمواطنة

يختلف مدلول لفظة مواطنة باختلاف المجالات والحقول المعرفية التي ترد فيها، فهناك من يرى أنها تعني المساواة في الحقوق والواجبات بين أبناء الوطن الواحد، وهناك من يعتبرها رديفا للديمقراطية، وهناك أيضا من يعتبرها الحق المشروع في إدارة شؤون الدولة والمشاركة السياسية، وهناك من جمع بين هذه الأمور برمتها فاعتبرها جملة من القيم المعيارية التي تمثل حق الإنسان في الحياة الكريمة وفي العدالة والمساواة في الحقوق السياسية والمدنية والاجتماعية بصرف النظر عن جنسه أو دينه أو مذهبه.

وبناء عليه فإن الوطنية تعني حب الوطن في إشارة واضحة إلى مشاعر الحب والارتباط بالوطن وما ينبثق عنها من استجابات عاطفية، أما المواطنة فهي صفة المواطن التي تحدد حقوقه وواجباته الوطنية ويعرف الفرد حقوقه ويؤدي

واجباته، وتمتيز المواطنة بنوع خاص من ولاء المواطن لوطنه وخدمته والتعاون مع المواطنين الآخرين عن طريق العمل المؤسساتي والفردى الرسمي والتطوعي في تحقيق الأهداف التي يصبو لها الجميع.

ثانياً : الحقوق الدلالية للفضة مواطنة

أ - دلالة الانتماء

تحمل لفضة مواطنة دلالة الانتماء أي انتماء الشخص إلى وطن معين ضمن ثقافة وفئة اجتماعية وإيديولوجية ودينية واقتصادية معينة. والمقصود بالانتماء هنا انتماء بالمولد أو بالجنسية.

ب - الدلالة القانونية

تحمل كلمة مواطنة دلالة قانونية بحيث لا يمكن ممارسة المواطنة دون تشريع للحقوق والواجبات، فبمجرد التلفظ بالمصطلح يتبادر إلى الذهن مجموع الحقوق والالتزامات التي على الفرد والدولة التقيد بها.

فالدلالة القانونية تفيد معرفة المواطن ما له من حقوق وما عليه من واجبات. وحدودهما وطرق الحصول عليهما أو أدائهما.

ج - الدلالة السياسية

للمواطنة دلالة سياسية تتعلق بتدبير الشأن العام من خلال الفعل السياسي. وهي ما يصطلح عليه بالمواطنة السياسية وتعني المشاركة في تدبير الشأنين المحلي والعام.

د - الدلالة الاجتماعية

تحمل لفضة مواطنة دلالة اجتماعية وتعني حق كل مواطن في الحصول على فرص متساوية لتطوير جودة الحياة التي يعيشها. ويتطلب ذلك توفير الخدمات العامة للمواطنين.

ه - الدلالة القيمية

للمواطنة قيم اجتماعية وإنسانية وأخلاقية وسلوكية تنتظم في تفاعل دائم، فهي ليست مجرد حقوق وواجبات، وإنما هي كذلك ثقافة مجتمعية وآليات لضبط العلاقات.

و - الدلالة التربوية

تتجلى في كون المواطنة فرع من علوم التربية يُعنى بتربية الناشئة على مبادئ وقيم تعميق الحس بالواجب اتجاه المجتمع وتنمية الشعور بالانتماء للوطن والاعتزاز به، وغرس حب الأخوة والتفاهم والتعاون بين المواطنين واحترام القوانين والتقيد بها مع تعريف الناشئة بمؤسسات بلدهم.

ز - الدلالة الأخلاقية

للمواطنة علاقة وطيدة بالأخلاق على اعتبار أنها التزام بالحقوق والواجبات في إطار الوعي بأهمية ذلك الالتزام في حياة الفرد والجماعة. فلا مواطنة بدون أخلاق وقيم ومبادئ.

ثالثاً : مظهرات المواطنة في الدستور المغربي 2011

اهتمت المملكة المغربية بوضع تشريع دستوري ينص على ضرورة تبنى سياسة رسمية تحقق المساواة والعدالة والتسامح والتعايش لكافة شرائح المجتمع مما يعزز قيم المواطنة. حيث أكدت مجموعة من المواد والفصول على مبادئ الديمقراطية والشورى، والمواطنة التي تسوي بين جميع المواطنين في الحقوق والواجبات العامة، والتعددية السياسية والحزبية، والفصل بين السلطات والتوازن بينها، وسيادة القانون، واحترام حقوق الإنسان وحرياته؛ وقد لخص تصدير الدستور أسس الدولة من خلال التمسك بحقوق الإنسان ومبادئ السيادة الوطنية والمبدأ المثالي للحرية والمساواة والإخاء، كما يبدو جلياً تمسك الدستور المغربي بحقوق الإنسان بوصفها حقوقاً لا يمكن المساس بها، وربطها بمفهوم السيادة الوطنية، فقد جاء في التصدير ما يلي: «إن المملكة المغربية،

وفاء لاختيارها الذي لا رجعة فيه، في بناء دولة ديمقراطية يسودها الحق والقانون، تواصل إقامة مؤسسات دولة حديثة، مرتكزاتها المشاركة والتعددية والحكمة الجيدة، وإرساء دعائم مجتمع متضامن، يتمتع فيه الجميع بالأمن والحرية والكرامة والمساواة، وتكافؤ الفرص، والعدالة الاجتماعية، ومقومات العيش الكريم، في نطاق التلازم بين حقوق وواجبات المواطنة.»

من خلال القراءة المتفحصة للدستور المغربي والوقوف على مقتضياته عبر الخوض في أبوابه الأربعة عشر (14) وفصوله المائة وثمانون (180) نستنتج ما يلي:

أولاً: لقد ورد الحديث عن المواطن والمواطنة بشكل صريح في ثلاثة وعشرين فصلاً (23) من مجموع مائة وثمانين فصلاً (180)، وهذه الفصول هي: الفصل الأول، الفصل الخامس، الفصل السادس، الفصل السابع، الفصل العاشر، الفصل الحادي عشر، الفصل الرابع عشر، الفصل الخامس عشر، الفصل السادس عشر، الفصل السابع عشر، الفصل السابع والعشرون، الفصل الثلاثون، الفصل الواحد وثلاثون، الفصل السابع وثلاثون، الفصل الثامن وثلاثون، الفصل الثاني والأربعون، الفصل الخامس والخمسون، الفصل مائة وتسعة وثلاثون، الفصل مائة وستة وأربعون، الفصل مائة وأربعة وخمسون، الفصل مائة والواحد وستون، الفصل مائة وسبعة وستون، الفصل مائة وسبعون، ويأتي تفصيل ذلك على النحو التالي:

الفصل الأول

نظام الحكم بالمغرب نظام ملكية دستورية، ديمقراطية برلمانية واجتماعية.

يقوم النظام الدستوري للمملكة على أساس فصل السلط، وتوازنها وتعاونها، والديمقراطية المواطنة والتشاركية، وعلى مبادئ الحكامة الجيدة، وربط المسؤولية بالمحاسبة.

تستند الأمة في حياتها العامة على ثوابت جامعة، تتمثل في الدين الإسلامي السمح، والوحدة الوطنية متعددة الروافد، والملكية الدستورية، والاختيار الديمقراطي.

التنظيم الترابي للمملكة تنظيم لا مركزي، يقوم على الجهوية المتقدمة.

الفصل 5

تظل العربية اللغة الرسمية للدولة. وتعمل الدولة على حمايتها وتطويرها، وتنمية استعمالها.

تعد الأمازيغية أيضا لغة رسمية للدولة، باعتبارها رصيدا مشتركا لجميع المغاربة، بدون استثناء. يحدد قانون تنظيمي مراحل تفعيل الطابع الرسمي للأمازيغية، وكيفية إدماجها في مجال التعليم، وفي مجالات الحياة العامة ذات الأولوية، وذلك لكي تتمكن من القيام مستقبلا بوظيفتها، بصفتها لغة رسمية. تعمل الدولة على صيانة الحسانية، باعتبارها جزءا لا يتجزأ من الهوية الثقافية المغربية الموحدة، وعلى حماية اللهجات والتعبيرات الثقافية المستعملة في المغرب، وتسهر على انسجام السياسة اللغوية والثقافية الوطنية، وعلى تعلم وإتقان اللغات الأجنبية الأكثر تداولاً في العالم؛ باعتبارها وسائل للتواصل، والانخراط والتفاعل مع مجتمع المعرفة، والانفتاح على مختلف الثقافات، وعلى حضارة العصر.

يُحدِّث مجلس وطني للغات والثقافة المغربية، مهمته، على وجه الخصوص، حماية وتنمية اللغات العربية والأمازيغية، ومختلف التعبيرات الثقافية المغربية، تراثا أصيلا وإبداعا معاصرا. ويضم كل المؤسسات المعنية بهذه المجالات. ويحدد قانون تنظيمي صلاحياته وتركيبته وكيفية سيره.

الفصل 6

القانون هو أسمى تعبير عن إرادة الأمة. والجميع، أشخاصا ذاتيين واعتباريين، بما فيهم السلطات العمومية، متساوون أمامه، وملزمون بالامتثال له.

تعمل السلطات العمومية على توفير الظروف التي تمكن من تعميم الطابع الفعلي لحرية المواطنين والمواطنات، والمساواة بينهم، ومن مشاركتهم في الحياة السياسية والاقتصادية والثقافية والاجتماعية.

تعتبر دستورية القواعد القانونية، وتراثيتها، ووجوب نشرها، مبادئ ملزمة.

ليس للقانون أثر رجعي.

الفصل 7

تعمل الأحزاب السياسية على تأطير المواطنين والمواطنين وتكوينهم السياسي، وتعزيز انخراطهم في الحياة الوطنية، وفي تدبير الشأن العام، وتساهم في التعبير عن إرادة الناخبين، والمشاركة في ممارسة السلطة، على أساس التعددية والتناوب، بالوسائل الديمقراطية، وفي نطاق المؤسسات الدستورية. تُؤسس الأحزاب وتُمارس أنشطتها بحرية، في نطاق احترام الدستور والقانون. نظام الحزب الوحيد نظام غير مشروع.

لا يجوز أن تؤسس الأحزاب السياسية على أساس ديني أو لغوي أو عرقي أو جهوي، وبصفة عامة، على أي أساس من التمييز أو المخالفة لحقوق الإنسان. ولا يجوز أن يكون هدفها المساس بالدين الإسلامي، أو بالنظام الملكي، أو بالمبادئ الدستورية، أو الأسس الديمقراطية، أو الوحدة الوطنية أو الترابية للمملكة. يجب أن يكون تنظيم الأحزاب السياسية وتسييرها مطابقاً للمبادئ الديمقراطية. يحدد قانون تنظيمي، في إطار المبادئ المشار إليها في هذا الفصل، القواعد المتعلقة، بصفة خاصة، بتأسيس الأحزاب السياسية، وأنشطتها ومعايير تخويلها الدعم المالي للدولة، وكذا كفاءات مراقبة تمويلها.

الفصل 8

تساهم المنظمات النقابية للأجراء، والغرف المهنية، والمنظمات المهنية للمشغلين، في الدفاع عن الحقوق والمصالح الاجتماعية والاقتصادية للفئات التي تمثلها، وفي النهوض بها. ويتم تأسيسها وممارسة أنشطتها بحرية، في نطاق احترام الدستور والقانون.

يجب أن تكون هياكل هذه المنظمات وتسييرها مطابقة للمبادئ الديمقراطية. تعمل السلطات العمومية على تشجيع المفاوضات الجماعية، وعلى إبرام اتفاقيات الشغل الجماعية، وفق الشروط التي ينص عليها القانون.

يحدد القانون، بصفة خاصة، القواعد المتعلقة بتأسيس المنظمات النقابية وأنشطتها، وكذا معايير تخويلها الدعم المالي للدولة، وكفاءات مراقبة تمويلها.

الفصل 10

يضمن الدستور للمعارضة البرلمانية مكانة تخولها حقوقا، من شأنها تمكينها من النهوض بمهامها، على الوجه الأكمل، في العمل البرلماني والحياة السياسية.

ويضمن الدستور، بصفة خاصة، للمعارضة الحقوق التالية:

- حرية الرأي والتعبير والاجتماع؛
- حيز زمني في وسائل الإعلام الرسمية يتناسب مع تمثيليتها؛
- الاستفادة من التمويل العمومي، وفق مقتضيات القانون؛
- المشاركة الفعلية في مسطرة التشريع، لاسيما عن طريق تسجيل مقترحات قوانين بجدول أعمال مجلسي البرلمان؛
- المشاركة الفعلية في مراقبة العمل الحكومي، لاسيما عن طريق ملتصم الرقابة، ومساءلة الحكومة، والأسئلة الشفوية الموجهة للحكومة، واللجان النيابية لتقصي الحقائق؛
- المساهمة في اقتراح وانتخاب الأعضاء المرشحين لعضوية المحكمة الدستورية؛
- تمثيلية ملائمة في الأنشطة الداخلية لمجلسي البرلمان؛
- رئاسة اللجنة المكلفة بالتشريع بمجلس النواب؛
- التوفر على وسائل ملائمة للنهوض بمهامها المؤسسية؛
- المساهمة الفاعلة في الدبلوماسية البرلمانية، للدفاع عن القضايا العادلة للوطن ومصالحه الحيوية.
- المساهمة في تأطير وتمثيل المواطنين والمواطنات، من خلال الأحزاب المكونة لها، طبقا لأحكام الفصل 7 من هذا الدستور؛
- الحق في ممارسة السلطة عن طريق التناوب الديمقراطي، محليا وجهويا ووطنيا، في نطاق أحكام الدستور؛

يجب على فرق المعارضة المساهمة في العمل البرلماني بكيفية فعالة وبناءة.

تحدد كميّات ممارسة فرق المعارضة لهذه الحقوق، حسب الحالة، بموجب قوانين تنظيمية أو قوانين أو بمقتضى النظام الداخلي لكل مجلس من مجلسي البرلمان.

الفصل 11

الانتخابات الحرة والنزيهة والشفافة هي أساس مشروعية التمثيل الديمقراطي.

السلطات العمومية ملزمة بالحياد التام إزاء المرشحين، وبعدم التمييز بينهم.

يحدد القانون القواعد التي تضمن الاستفادة، على نحو منصف، من وسائل الإعلام العمومية، والممارسة الكاملة للحريات والحقوق الأساسية، المرتبطة بالحملة الانتخابية، وعمليات التصويت. وتسهر السلطات المختصة بتنظيم الانتخابات على تطبيقها.

يحدد القانون شروط وكيفيات الملاحظة المستقلة والمحايدة للانتخابات، طبقا للمعايير المتعارف عليها دوليا.

كل شخص خالف المقتضيات والقواعد المتعلقة بنزاهة وصدق وشفافية العمليات الانتخابية، يعاقب على ذلك بمقتضى القانون.

تتخذ السلطات العمومية الوسائل الكفيلة بالنهوض بمشاركة المواطنين والمواطنين في الانتخابات.

الفصل 14

للمواطنين والمواطنات، ضمن شروط وكيفيات يحددها قانون تنظيمي، الحق في تقديم اقتراحات في مجال التشريع.

الفصل 15

للمواطنين والمواطنات الحق في تقديم عرائض إلى السلطات العمومية. ويحدد قانون تنظيمي شروط وكيفيات ممارسة هذا الحق.

الفصل 16

تعمل المملكة المغربية على حماية الحقوق والمصالح المشروعة للمواطنين والمواطنين المغاربة المقيمين في الخارج، في إطار احترام القانون الدولي، والقوانين الجاري بها العمل في بلدان الاستقبال. كما تحرص على الحفاظ على الوشائج الإنسانية معهم، ولاسيما الثقافية منها، وتعمل على تنميتها وصيانة هويتهم الوطنية.

تسهر الدولة على تقوية مساهمتهم في تنمية وطنهم المغرب، وكذا على تمتين أواصر الصداقة والتعاون مع حكومات ومجتمعات البلدان المقيمين بها، أو التي يعتبرون من مواطنيها.

الفصل 17

يتمتع المغاربة المقيمون في الخارج بحقوق المواطنة كاملة، بما فيها حق التصويت والترشيح في الانتخابات. ويمكنهم تقديم ترشيحاتهم للانتخابات على مستوى اللوائح والدوائر الانتخابية، المحلية والجهوية والوطنية. ويحدد القانون المعايير الخاصة بالأهلية للانتخاب وحالات التنافي. كما يحدد شروط وكيفيات الممارسة الفعلية لحق التصويت وحق الترشيح، انطلاقا من بلدان الإقامة.

الفصل 27

للمواطنين والمواطنات حق الحصول على المعلومات، الموجودة في حوزة الإدارة العمومية، والمؤسسات المنتخبة، والهيئات المكلفة بمهام المرفق العام.

لا يمكن تقييد الحق في المعلومة إلا بمقتضى القانون، بهدف حماية كل ما يتعلق بالدفاع الوطني، وحماية وأمن الدولة الداخلي والخارجي، والحياة الخاصة للأفراد، وكذا الوقاية من المس بالحريات والحقوق الأساسية المنصوص عليها في هذا الدستور، وحماية مصادر المعلومات والمجالات التي يحددها القانون بدقة.

الفصل 30

لكل مواطنة أو مواطن، الحق في التصويت، وفي الترشح للانتخابات، شرط بلوغ سن الرشد القانونية، والتمتع بالحقوق المدنية والسياسية. وينص القانون على مقتضيات من شأنها تشجيع تكافؤ الفرص بين النساء والرجال في ولوج الوظائف الانتخابية.

التصويت حق شخصي وواجب وطني.

يتمتع الأجانب بالحريات الأساسية المعترف بها للمواطنين والمواطنات المغاربة، وفقا للقانون.

ويمكن للأجانب المقيمين بالمغرب المشاركة في الانتخابات المحلية، بمقتضى القانون أو تطبيقا لاتفاقيات دولية أو ممارسات المعاملة بالمثل.

يحدد القانون شروط تسليم الأشخاص المتابعين أو المدانين لدول أجنبية، وكذا شروط منح حق اللجوء.

الفصل 31

تعمل الدولة والمؤسسات العمومية والجماعات الترابية، على تعبئة كل الوسائل المتاحة، لتيسير أسباب استفادة المواطنين والمواطنات، على قدم المساواة، من الحق في:

- العلاج والعناية الصحية؛
- الحماية الاجتماعية والتغطية الصحية، والتضامن التعاضدي أو المنظم من لدن الدولة؛
- الحصول على تعليم عصري ميسر الولوج وذي جودة؛
- التنشئة على التشبث بالهوية المغربية، والثوابت الوطنية الراسخة؛
- التكوين المهني والاستفادة من التربية البدنية والفنية؛
- السكن اللائق؛
- الشغل والدعم من طرف السلطات العمومية في البحث عن منصب شغل، أو في التشغيل الذاتي؛
- ولوج الوظائف العمومية حسب الاستحقاق؛
- الحصول على الماء والعيش في بيئة سليمة؛
- التنمية المستدامة.

الفصل 37

على جميع المواطنين والمواطنات احترام الدستور والتقيد بالقانون، ويتعين عليهم ممارسة الحقوق والحريات التي يكفلها الدستور بروح المسؤولية والمواطنة الملتزمة، التي تتلائم فيها ممارسة الحقوق بالنهوض بأداء الواجبات.

الفصل 38

يُساهم كل المواطنين والمواطنات في الدفاع عن الوطن ووحدته الترابية تجاه أي عدوان أو تهديد.

الفصل 42

الملك، رئيس الدولة، وممثلها الأسمى، ورمز وحدة الأمة، وضامن دوام الدولة واستمرارها، والحكم الأسمى بين مؤسساتها، يسهر على احترام الدستور، وحسن سير المؤسسات الدستورية، وعلى صيانة الاختيار الديمقراطي، وحقوق وحريات المواطنين والمواطنات والجماعات، وعلى احترام التعهدات الدولية للمملكة.

الفصل 55

يعتمد الملك السفيراء لدى الدول الأجنبية والمنظمات الدولية، ولديه يُعتمد السفيراء، وممثلو المنظمات الدولية.

يوقع الملك على المعاهدات ويصادق عليها، غير أنه لا يصادق على معاهدات السلم أو الاتحاد، أو التي تهم رسم الحدود، ومعاهدات التجارة، أو تلك التي تترتب عنها تكاليف تلزم مالية الدولة، أو يستلزم تطبيقها اتخاذ تدابير تشريعية، أو بحقوق وحرريات المواطنين والمواطنات، العامة أو الخاصة، إلا بعد الموافقة عليها بقانون.

الفصل 139

تضع مجالس الجهات، والجماعات الترابية الأخرى، آليات تشاركية للحوار والتشاور، لتيسير مساهمة المواطنين والمواطنات والجمعيات في إعداد برامج التنمية وتتبعها.

يُمكن للمواطنين والمواطنات والجمعيات تقديم عرائض، الهدف منها مطالبة المجلس بإدراج نقطة تدخل في اختصاصه ضمن جدول أعماله.

الفصل 146

تحدد بقانون تنظيمي بصفة خاصة :

- شروط تدبير الجهات والجماعات الترابية الأخرى لشؤونها بكيفية ديمقراطية، وعدد أعضاء مجالسها، والقواعد المتعلقة بأهلية الترشيح،
- شروط تقديم العرائض المنصوص عليها في الفصل 139، من قبل المواطنين والمواطنات والجمعيات؛

الفصل 154

يتم تنظيم المرافق العمومية على أساس المساواة بين المواطنين والمواطنات في الولوج إليها، والإنصاف في تغطية التراب الوطني، والاستمرارية في أداء الخدمات.

تخضع المرافق العمومية لمعايير الجودة والشفافية والمحاسبة والمسؤولية، وتخضع في تسييرها للمبادئ والقيم الديمقراطية التي أقرها الدستور.

الفصل 161

المجلس الوطني لحقوق الإنسان مؤسسة وطنية تعددية ومستقلة، تتولى النظر في القضايا المتعلقة بالدفاع عن حقوق الإنسان والحريات وحمايتها، وبضمان ممارستها الكاملة، والنهوض بها وبصيانة كرامة وحقوق وحريات المواطنين والمواطنتين، أفرادا وجماعات، وذلك في نطاق الحرص التام على احترام المرجعيات الوطنية والكونية في هذا المجال.

الفصل 167

تتولى الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها، على الخصوص، مهام المبادرة والتنسيق والإشراف وضمان تتبع تنفيذ سياسات محاربة الفساد، وتلقي ونشر المعلومات في هذا المجال، والمساهمة في تخليق الحياة العامة، وترسيخ مبادئ الحكامة الجيدة، وثقافة المرفق العام، وقيم المواطنة المسؤولة.

الفصل 170

يعتبر المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي، المحدث بموجب الفصل 33 من هذا الدستور، هيئة استشارية في ميادين حماية الشباب والنهوض بتطوير الحياة الجموعية.

وهو مكلف بدراسة وتتبع المسائل التي تهم هذه الميادين، وتقديم اقتراحات حول كل موضوع اقتصادي واجتماعي وثقافي، يهم مباشرة النهوض بأوضاع الشباب والعمل الجمعي، وتنمية طاقاتهم الإبداعية، وتحفيزهم على الانخراط في الحياة الوطنية، بروح المواطنة المسؤولة.

ثانيا: ميز الدستور المغربي بين ثلاثة أنواع من المواطنة:

مواطنة تشاركية: والمراد بها إشراك المواطنين وجمعيات المجتمع المدني في إعداد وتنفيذ وتقييم برامج ومخططات الجماعات الترابية وقراراتها وميزانياتها وكذا تقديم عرائض إلى السلطات العمومية.

مواطنة ملتزمة وهي التي تتلازم فيها ممارسة الحقوق بالنهوض بأداء الواجبات

مواطنة مسؤولة وهي التي تقترن فيها المسؤولية بالمحاسبة وتقتضي النزاهة والحكامة الجيدة.

ثالثا: هناك تكامل بين الديمقراطية التمثيلية والمواطنة التشاركية.

رابعاً: حقوق المواطنة في الدستور المغربي متلازمة ومقترنة بالوفاء بالواجبات على اعتبار أن الحقوق ترفع من قدر وحرية المواطن، والواجبات تعبر عن جلال تلك الحرية.

وتتوزع حقوق المواطنة في الدستور إلى:

حقوق مدنية وتشمل:

- المساواة في الحقوق: «يتمتع الرجل والمرأة، على قدم المساواة، بالحقوق والحريات المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية...» الفصل 19.
- عدم التمييز في الحقوق: «حظر ومكافحة كل أشكال التمييز، بسبب الجنس أو اللون أو المعتقد أو الثقافة أو الانتماء الاجتماعي أو الجهوي أو اللغة أو الإعاقة أو أي وضع شخصي، مهما كان».
- الحق في الحياة: «الحق في الحياة هو أول الحقوق لكل إنسان. ويحمي القانون هذا الحق»، الفصل 20.
- الحق في السلامة الشخصية: «لكل فرد الحق في سلامة شخصه وأقربائه»، الفصل 21.
- الحق في عدم التعرض للتعذيب أو غير من ضروب المعاملة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة أو الحاطة بالكرامة الإنسانية: «لا يجوز لأحد أن يعامل الغير، تحت أي ذريعة، معاملة قاسية أو لاإنسانية أو مهينة أو حاطة بالكرامة الإنسانية. ممارسة التعذيب بكافة أشكاله، ومن قبل أي أحد، جريمة يعاقب عليها القانون»، الفصل 22.
- الحق في المساواة أمام القانون: «القانون هو أسمى تعبير عن إرادة الأمة. والجميع، أشخاصاً ذاتيين واعتباريين، بما فيهم السلطات العمومية، متساوون أمامه، وملزمون بالامتثال له»، الفصل 6.
- الحق في اللجوء إلى القضاء: «حق التقاضي مضمون لكل شخص للدفاع عن حقوقه وعن مصالحه التي يحميها القانون»، الفصل 118.
- الحق في عدم الخضوع للاعتقال التعسفي: «لا يجوز إلقاء القبض على أي شخص أو اعتقاله أو متابعته أو إدانته، إلا في الحالات وطبقاً للإجراءات التي ينص عليها القانون. الاعتقال التعسفي أو السري والاختفاء القسري، من أخطر الجرائم، وتعرض مقترفها لأقصى العقوبات»، الفصل 23.

- الحق في المحاكمة العادلة وإعمال مبدأ قرينة البراءة «قرينة البراءة والحق في محاكمة عادلة مضمونان» الفصل 23.
- الحياة الخاصة وحرمة المنازل وسرية المراسلات: «لكل شخص الحق في حماية حياته الخاصة. لا تنتهك حرمة المنزل. ولا يمكن القيام بأي تفتيش إلا وفق الشروط والإجراءات، التي ينص عليها القانون. لا تنتهك سرية الاتصالات الشخصية كيفما كان شكلها» الفصل 24.
- الحق في حرية التنقل: «حرية التنقل عبر التراب الوطني والاستقرار فيه، والخروج منه، والعودة إليه، مضمونة للجميع وفق القانون»، الفصل 24
- الحق في الزواج وتكوين الأسرة «الأسرة القائمة على علاقة الزواج الشرعي هي الخلية الأساسية للمجتمع. تعمل الدولة على ضمان الحماية الحقوقية والاجتماعية والاقتصادية للأسرة، بمقتضى القانون، بما يضمن وحدتها واستقرارها والحفاظة عليها. تسعى الدولة لتوفير الحماية القانونية، والاعتبار الاجتماعي والمعنوي لجميع الأطفال، بكيفية متساوية، بصرف النظر عن وضعيتهم العائلية»، الفصل 32.
- الحق في الملكية: «يضمن القانون حق الملكية»، الفصل 35.
- حرية ممارسة الشؤون الدينية: «الدولة تضمن لكل واحد حرية ممارسة شؤونه الدينية»، الفصل 3.
- حرية التفكير والرأي والتعبير: «حرية الفكر والرأي والتعبير مكفولة بكل أشكالها»، الفصل 25.
- الحق في الحصول على المعلومة: «للمواطنين والمواطنات حق الحصول على المعلومات، الموجودة في حوزة الإدارة العمومية، والمؤسسات المنتخبة، والهيئات المكلفة بمهام المرفق العام»، الفصل 27.
- الحق في الشغل والصحة والتعليم: «تعمل الدولة والمؤسسات العمومية والجماعات الترابية، على تعبئة كل الوسائل المتاحة، لتيسير أسباب استفادة المواطنين والمواطنات، على قدم المساواة، من الحق في العلاج والعناية الصحية والحماية الاجتماعية والتغطية الصحية، والتضامن التعاوضي أو المنظم من لدن الدولة والحصول على تعليم عصري ميسر الولوج وذي جودة والتنشئة على التشبث بالهوية المغربية، والثواب الوطنية الراسخة والتكوين المهني والاستفادة من التربية البدنية والفنية والسكن اللائق والشغل والدعم من طرف السلطات العمومية في البحث عن منصب شغل، أو في التشغيل الذاتي وولوج الوظائف العمومية

حسب الاستحقاق والحصول على الماء والعيش في بيئة سليمة والتنمية المستدامة»، الفصل 31.

- التعليم الأساسي حق للطفل وواجب على الأسرة والدولة، الفصل 32.

حقوق سياسية-نقابية وتضم حرية التجمع وتكوين الجمعيات والانتماء النقابي:

- «حريات الاجتماع والتجمهر والتظاهر السلمي، وتأسيس الجمعيات، والانتماء النقابي والسياسي مضمونة»، الفصل 29.

- الحق في المشاركة في إدارة الشؤون العامة: «لكل مواطن أو مواطنة الحق في التصويت، وفي الترشح للانتخابات... والتمتع بالحقوق المدنية والسياسية. وينص القانون على مقتضيات من شأنها تشجيع تكافؤ الفرص بين النساء والرجال في ولوج الوظائف الانتخابية. التصويت حق شخصي وواجب وطني»، الفصل 30.

- «السيادة للأمة، تمارسها مباشرة بالاستفتاء، وبصفة غير مباشرة بواسطة ممثليها. تختار الأمة ممثليها في المؤسسات المنتخبة بالاقتراع الحر والنزيه والمنتظم»، الفصل 2.

- الحق في المشاركة في الحياة الثقافية: «تعمل السلطات العمومية على توفير الظروف التي تمكن من تعميم الطابع الفعلي لحرية المواطنين والمواطنات، والمساواة بينهم، ومن مشاركتهم في الحياة السياسية والاقتصادية والثقافية والاجتماعية»، الفصل 6.

بالإضافة إلى هذه الحقوق، نص الدستور الجديد صراحة على الحقوق الثقافية من خلال الاعتراف بالأمازيغية والحسانية والروافد الإفريقية والأندلسية والعبرية والمتوسطية وعلى حماية الحقوق الفئوية لاسيما حقوق النساء والأمهات والأطفال والأشخاص المسنين وذوي الاحتياجات الخاصة، كما نص على معاقبة جريمة الإبادة وغيرها من الجرائم ضد الإنسانية، وجرائم الحرب، وكافة الانتهاكات الجسيمة والمنهجة لحقوق الإنسان.

أما واجبات المواطنة والتي يراد بها الإلتزامات القانونية أو المعنوية التي يلتزم المواطن بتأديتها اتجاه الدولة والمجتمع والمواطن الأخرين، فقد وردت في الوثيقة الدستورية على شكلين: مسؤوليات إلزامية ومسؤوليات يقوم بها المواطنون طواعية وتضامنا.

أما الأولى فهي واجبات المواطن اتجاه دولته ومجتمعه وتمثل في الأمور التالية:

- احترام الدستور والتقيد بالقوانين.
- الإسهام في الدفاع عن الوطن ووحدته الترابية اتجاه أي عدوان أو تهديد.
- تحمّل التكاليف العمومية التي للقانون وحده إحداثها وتوزيعها وفق الإجراءات المنصوص عليها.

أما الواجبات التي يقوم بها المواطن طواعية فقد حددها الدستور المغربي في تحمّل المواطن، بصفة تضامنية، التكاليف العمومية التي تتطلبها تنمية البلاد وتلك الناتجة عن الأعباء الناجمة عن الأفات والكوارث الطبيعية التي تصيب البلاد.

الهوامش

- 1 | سورة التوبة، الآية 25.
- 2 | المصباح المنير في غريب الشرح الكبير، احمد محمد الفيومي، تحقيق عبد العظيم الشناوي، دار المعارف، القاهرة، الطبعة الثانية، ب.ت.
- 3 | مختار الصحاح، أبو بكر عبد القادر الرازي، الطبعة الأولى، المطبعة الكلية، مصر، 1329، ص. 252.
- 4 | المعجم الوسيط، مجمع اللغة العربية، القاهرة، الطبعة الثالثة، 1998، ج. 2، ص. 73.
- 5 | الصحاح، تاج اللغة وصحاح العربية، اسماعيل بن محمد الجوهري، تحقيق عبد الغفور عطار، ج. 6، دار العلم للملايين، بيروت، ص. 2215.
- 6 | خريدة القصر وجريدة العصر، عماد الدين الأصبهاني، الدار التونسية للنشر، 1971، ص. 167.
- 7 | قاموس المنجد، لويس معروف، المطبعة الكاثوليكية للأباء اليسوعيين، بيروت، الطبعة السابعة، 1931، ص. 198.
- 8 | مقدمات لفهم تاريخ العرب، الشيخ عبد الله العلايلي، المطبعة العصرية، بدون تاريخ، ص. 235.

المصادر

خريدة القصر وجريدة العصر، عماد الدين الأصبهاني، الدار التونسية للنشر، 1971.

الدستور المغربي 2011.

- الصحاح، تاج اللغة وصحاح العربية، اسماعيل بن محمد الجوهري، تحقيق عبد الغفور عطار، ج. 6، دار العلم للملايين، بيروت.
- قاموس المنجد، لويس معروف، المطبعة الكاثوليكية للأباء اليسوعيين، بيروت، الطبعة السابعة، 1931.
- مختار الصحاح، أبو بكر عبد القادر الرازي، الطبعة الأولى، المطبعة الكلية مصر، 1329.
- المصباح المنير في غريب الشرح الكبير، احمد محمد الفيومي، تحقيق عبد العظيم الشناوي، دار المعارف القاهرة، الطبعة الثانية، ب.ت.
- المعجم الوسيط، مجمع اللغة العربية، القاهرة، الطبعة الثالثة، 1998.
- مقدمات لفهم تاريخ العرب، الشيخ عبد الله العلايلي، المطبعة العصرية. بدون تاريخ.

الثقافة السياسية الحزبية والمواطنة في المغرب

محمد الرضواني

لكون المواطنة تقوم على أساس مساواة المواطنين في الحقوق والواجبات، بشكل يمكنهم من التمتع بحقوق فردية وجماعية، على رأسها الحقوق السياسية، التي تسمح بمشاركتهم في اختيار ممثليهم، وتكوين المؤسسات الحاكمة، وفي القرارات والسياسات العامة، ومن الاستفادة من جملة من الحاجيات الأساسية التي توفرها الدولة. وهو ما يعني أن مبدأ المواطنة يحمل جوانب اقتصادية واجتماعية وثقافية إلى جانب الجوانب القانونية والسياسية. ذلك أنه إذا كان مضمون المواطنة ولد في السياق السياسي، فإن تطورات الدولة الحديثة وحقوق الإنسان، جعلت هذا المفهوم يكتسح مجالات أخرى، إذ يتم الحديث في الدول المعاصرة عن «المواطنة الاقتصادية»، التي تعني تمتع المواطنين بالخيرات الاقتصادية، واستفادتهم من حسن التدبير والتنظيم والترشيد، وحقهم في ذلك، وكذا تمتعهم بدور مؤثر في القرار الاقتصادي والمشاركة في الشؤون الاقتصادية للدولة من خلال قنوات عدة، كما هو الشأن بالنسبة للمشاركة في الشؤون السياسية، إضافة إلى واجباتهم الاقتصادية في هذا المجال¹.

ولكون المواطنة تدل على علاقة مادية ورمزية تجمع الدولة بالمجتمع، فإن بلورة أسسها على مستوى المجتمع، بقدر ما يرتهن بالإجراءات المؤسساتية والقانونية، فإنه يرتهن بالقدر نفسه بأسس اجتماعية وثقافية. ذلك أن ترسيخ المواطنة لا يتوقف فحسب على نشاطات الدولة، إنما يتوقف كذلك وبدرجة مهمة على اختبار نشاطات مماثلة على مستوى البنيات الاجتماعية اللصيقة بالمواطن، كالأسرة والقرية والحي والمصنع والمدرسة والنقابة، والجمعية والحزب.

ومادامت الأحزاب السياسية تلعب دورا أساسيا في تأطير المواطنين وتجنيد النخبة، والتنشئة السياسية، والمساهمة في القرارات وطنيا ومحليا، فإن المعتقدات والمواقف والقيم والمثل والعواطف والتقييمات المهيمنة لدى الأحزاب السياسية والمنتمين إليها حول النظام السياسي والعملية السياسية تؤثر فعليا

في انتشار أسس المواطنة وقيمها، باعتبار الثقافة السياسية الحزبية تشكل ثقافة سياسية فرعية داخل النظام السياسي.

بالرغم من أن فكرة الثقافة السياسية «تفترض أن المواقف والمشاعر والمعارف التي تنشط وتحكم السلوك السياسي في كل مجتمع ليست مجرد تكتلات عشوائية، بل تمثل أنماط متماسكة، تنسجم وتعزز بعضها بعضاً²»، إلا أن داخل المجتمع يمكن أن نجد فئات اجتماعية تمتلك ثقافة سياسية متميزة، فرعية، مثل الثقافة السياسية للنخبة، أو الثقافة السياسية لجماعة إثنية، حيث تكون مختلفة عن الثقافة السياسية السائدة في الوطن. وعليه يقر علماء السياسة بوجود ثقافات سياسية فرعية.

وجدير بالذكر أن المدرسة الفرنسية في علم السياسة، عوض الثقافات السياسية القومية، تولي أهمية كبيرة لتحليل مختلف أنواع الثقافات السياسية الفرعية الموجودة في المجتمع الواحد باعتبار الدول الحديثة تشهد تعددية في نماذج القيم، ومحاولة الإحاطة بالنماذج الثقافية المؤسسة للتباينات بين مختلف مكونات اليمين ومكونات اليسار³.

لذلك فالثقافة الحزبية وما تتضمنه من عناصر معرفية وعاطفية وتقييمية حول النظام السياسي وأدائه.. تساهم في تحويل مقومات المواطنة لتصبح جزء من ثقافة وسلوك المواطنين، حيث المساواة بين المواطنين في الحقوق والواجبات تصبح قيما اجتماعية وثقافية ممارسة يوميا في جميع العلاقات الاجتماعية وفي السلوك المدني والسياسي للمواطنين.

ولعل هذا التوضيح مفيد لصياغة التساؤل التالي: إلى أي حد تساهم الثقافة السياسية الحزبية في ترسيخ قيم المواطنة في المغرب؟

أولا : المقومات الثقافية السياسية للمواطنة

إذا كانت المواطنة ترتبط بجملة من المرتكزات القانونية والسياسية والاجتماعية، تجعل الفرد فاعلا في الحياة المدنية والسياسية، متمتعا بحقوقه، ومحترما لحقوق الآخرين، وملتزما بواجبات تجاه الدولة والمجتمع معا، فإن موقع الفرد هذا،

لا يتأسس فقط، انطلاقاً من القوانين، وتنظيم المؤسسات، وإنشاء التنظيمات، بل يتأسس كذلك وبدرجة عميقة على القيم والمعايير والمعتقدات السياسية التي يؤمن بها المواطن ويدافع عنها، وتحكم تفاعله مع السلطة. ذلك أن العلاقة بين الدولة والمجتمع تظل محكومة بالثقافة السياسية السائدة في الوطن ككل، كما تظل محكومة كذلك بالثقافات السياسية الفرعية، لاسيما أن التنظيمات السياسية والبنى الاجتماعية تلعب دوراً محدداً في تفاعل الفرد مع الدولة؛ وما الإقرار بدور البنى الاجتماعية التقليدية في توطين الثقافة السياسية المغلقة، والثقافة السياسية التابعة، من طرف كل من غابرييل ألmond (Gabriel Almond)، وسيدني فيربا (Sidny Virba)، إلا دليل قوي، ومؤشر معبر عن دور وتأثير الثقافات السياسية التحتية في تحديد نظرة المواطن وموقفه من النظام السياسي.

لقد خلص المنظران بعد تحليلهما لمختلف أشكال التصرفات السياسية في خمسة بلدان: الولايات المتحدة الأمريكية، وبريطانيا، وألمانيا، وإيطاليا والمكسيك إلى نمذجة للثقافات والبنى السياسية التي تتناسب معها وظيفياً؛ فنمط الثقافة السياسية المغلقة، متميز بقلة اهتمام المواطنين بالنظام السياسي المركزي وضعف معرفته بقراراته، وانغلاقهم على البنى المحلية التقليدية التي تمثل لهم سقف الاهتمام السياسي، وهو ما يتناسب مع بنية سياسية تقليدية ولا مركزية؛ أما نمط الثقافة السياسية الرعوية، المتميز بنفور الرعايا من المشاركة في أبنية مدخلات النظام السياسي، وعدم السعي إلى التأثير فيها، بالرغم من معرفتهم بالنظام السياسي ووعيهم بتأثير مخرجاته في حياتهم، فيناسب بنية تسلطية. بينما يتميز نمط الثقافة السياسية المشاركة بوعي الأفراد بعمليات وأبنية مدخلات النظام السياسي وبمشاركتهم في التعبير عن المطالب والمساهمة في صنع القرارات، وهو ما يتماشى مع بنية سياسية ديمقراطية⁴.

إن ارتباطها بالديمقراطية، يجعل المواطنة الحديثة مؤشر قوي على درجة ديمقراطية النظام السياسي وتطوره، باعتبارها تعبر عن مكانة المواطن في النظام السياسي، وتمتعه بدور فعال، سواء كمشارك في المؤسسات السياسية والقرارات، أو كفاعل في بناء الدولة والمساهمة في تحمل أعبائها. وقد استطاعت الدول الديمقراطية بداية توفير الشروط القانونية والسياسية والآليات المؤسساتية لإقرار الحقوق والحريات، وتحديد واجبات الأفراد والجماعات، بعد سلسلة من الإصلاحات التطورات المتعددة الأبعاد، التي استغرقت فترات طويلة.

وإذا كان الأمر كذلك، فإن ترسيخ حقوق المواطنة على مستوى المجتمع استغرق فترات أطول، إذ إن انتشار هذه الحقوق على مستوى القوانين والخطاب والممارسة السياسية، لا يعني الوصول بسهولة إلى بناء ثقافة المواطنة والوعي بها من طرف الجميع؛ نخب، ومواطنين، وفاعلين، وإنما يتطلب ترسيخها في الثقافة السياسية والوصول إلى مستوى متقدم في هذا الإطار وقتاً طويلاً وممارسة فعالة، مع ما تحمله من إمكانيات التطور واحتمالات الانتكاسة.

ففي الدول الديمقراطية العريقة كبريطانيا والولايات المتحدة الأمريكية وسويسرا وهولندا وفرنسا، استغرق ترسيخ حقوق المواطنة وثقافتها على مستوى المجتمع عدة أجيال⁵.

إن تعزيز الحقوق والحريات على مستوى المجتمع يتطلب إضافة إلى الإجراءات القانونية والآليات المؤسساتية، جملة من الشروط الضرورية المرتبطة بعناصر الثقافة السياسية. يمكن التشديد على ما يلي:

1. الثقافة السياسية المشاركة

إن امتلاك المواطنين لتوجهات واضحة تجاه النظام السياسي، واهتمامهم بمدخلاته ومخرجاته، وما يعني ذلك من تعبير عن الآراء، وانخراط في الشؤون السياسية، ومن تأييد أو معارضة، ومن مشاركة في الأنشطة النقابية والحزبية، والشؤون العامة، والمساهمة الواعية في السياسات العامة، تعزز شعورهم بقدرتهم على التأثير في مجريات الحياة السياسية، وفي أغلب القضايا التي تهم المجتمع، وبأن كيانهم قائم في معادلة السلطة-المجتمع.

ودون شك، تتوقف أوجه هذه المشاركة في حدودها الدنيا على تمتع المواطنين بالحقوق المدنية والسياسية والإنسانية، التي تسمح لهم بالانخراط المدني والمشاركة السياسية الفعالة، وهو ما يعني أن حصر السياسة في نطاق ضيق، وجعلها شأنًا نخبويًا، وميدانًا للقلّة يتنافى مع الثقافة المشاركة. كما أن انتشار اللامبالاة على نطاق واسع مؤثر سلبي على محدودية انتشار هذه الثقافة. لذلك، تبذل الدول الديمقراطية المعاصرة جهوداً كبرى لحماية حقوق المواطنين في المشاركة السياسية وتعزيزها؛ فتاريخياً، ارتبط اتساع مبدأ المواطنة في الدول

الغربية منذ نهاية القرن الثامن عشر نوعياً وكمياً، باعتباره حقاً معترفاً به، باتساع نطاق المشاركة السياسية ليشمل الكثير من فئات الشعب دون تمييز، لاسيما المرأة والشباب، وإقرار حق المشاركة باعتبار الشعب مصدر السلطة، كما ارتبط اتساعه بتعزيز معايير النزاهة الانتخابية.

إن إقرار مبدأ المواطنة يقتضي القبول بحق المشاركة الحرة للأفراد المتساوين. ويمكن القول إن المشاركة في الدول المعاصرة، لم تعد تقتصر على المشاركة السياسية أو الانتخابية، بل أصبح ينظر إلى المشاركة بمفهومها الواسع، لتشمل المشاركة في النشاط الاقتصادي والتمتع بخيراته، والمشاركة في الحياة الاجتماعية، إضافة إلى المشاركة في اتخاذ القرارات الجماعية الملزمة، وتولي المناصب العامة⁶.

إن سيادة ثقافة سياسية مشاركة، بشكل يجعل المواطن فاعلاً في الحياة السياسية والمدنية، ومتمخلاً من هيمنة الجماعات التقليدية كالعائلة والقبيلة، ومتجاوزاً للأشكال التقليدية والاستبدادية للسلطة مئتماً للأشكال الحديثة للسلطة والقوانين، تعد أساسية لتجاوز الانغلاق والسلبية والعلاقات الرعوية⁷.

2. الثقافة السياسية الديمقراطية

إن انتشار ثقافة سياسية ديمقراطية يخلق قاعدة مواتية لتبلور أسس المواطنة وتوطيدها على مستوى المجتمع، ذلك أن الاعتدال والتوافق والتسامح والتعاون والتفاوض، والاختلاف في الرأي، والقدرة على حل الاختلافات بطرق سلمية وقانونية، وتحلي الفاعلين بالواقعية والمرونة، وتجاوز المعتقدات التقليدية الإثنية والدينية، واحترام الفرقاء لبعضهم البعض، والشعور بالثقة في الفاعلين الآخرين، وفي البيئة الاجتماعية بشكل عام.. باعتبارها قيم أساسية للثقافة الديمقراطية تساهم فعلياً في انتشار قيم المواطنة بين الجماهير.

إن تلك الإجراءات القانونية والمؤسسية المحددة للمواطنة، تبقى بمضمون ضعيف إذا لم تتجسد في وعي وسلوك وثقافة المواطنين، سواء تجاه السلطة، أو تجاه المواطنين الآخرين، وفي البنية الاجتماعية بشكل عام⁸، باعتبارها قيم أساسية للثقافة الديمقراطية، تساهم فعلياً في انتشار قيم المواطنة بين الجماهير؛

«إذا كان الناس (والأحزاب، وأصحاب المصالح) تجمعهم غايات ومعتقدات مختلفة بشكل حاد، على استعداد للتفاهم وتقديم تنازلات، فعليهم ابتداءً أن يحترموا بعضهم بعضاً. ويتطلب ذلك قبول الاختلافات السياسية، والإثنية، والعرقية، واختلافات أخرى، والتزام مشترك بالديمقراطية⁹».

فمثل هذا الالتزام المشترك بين الفاعلين والمواطنين في ممارسة السلطة، وفي السلوك اليومي، ومختلف الهيئات التنظيمية، وقنوات المشاركة.. هو الكفيل بتجاوز الثقافة الرعوية القائمة على الجمود والسلبية والإنعان، والاحتقار واللامبالاة، نحو ترسيخ شروط المواطنة في المجتمع.

3. الاعتراف بالفرد

لا يمكن تصور المواطنة دون الاعتراف بالحقوق الفردية، والإيمان بالفرد كذات حرة، فاعل سياسياً، ليس قانونياً وسياسياً فقط، وإنما الاعتراف بالفرد والثقة فيه من طرف جميع قوى المجتمع، أفراد وجماعات وتنظيمات ومؤسسات رسمية وغير رسمية، ومنحه اعتبار كمواطن حر قادر على اتخاذ قراراته بنفسه، وبكل استقلالية، متخلص من أشكال الولاء التقليدي للجماعة والإنعان للقوالب المتوارثة¹⁰.

إن الثقة في الفرد، والنظر إليه كذات حرة، يتمتع بالحقوق ويلتزم بالواجبات تتيح للفرد فرصاً للإبداع والابتكار، والحيوية وعدم الاتكال والتعبير عن الذات، والقدرة على التغيير. في حين إن النظر إلى الفرد كمجرد مرعي، تمنح له بعض الحقوق وبعض الامتيازات بشكل تمييزي¹¹، وغير جدير بالاعتبار، وإتباع أساليب التحكم والتسلط والإقصاء والانغلاق تجاهه من طرف الفاعلين، تحول دون تمتعه بالحقوق ومشاركته الفعالة، وإحساسه بالوطن والواجب¹².

وقد خلص عدد من علماء السياسة في دراسات متميزة إلى أهمية التعبير عن الذات في بناء المواطنة وترسيخها، منها على سبيل المثال تلك التي قام بها رونارد إنغلهارت (Ronald Inglehart) وكريستيان ويلزل (Christian Welzel)، التي شملت تسع مجتمعات أوروبية بين 1970 و2000 سجلاً فيها أن قيم التعبير عن الذات؛ المتمثلة في احترام الحرية الإنسانية، واحترام التعبير السياسي، واحترام

الناس الآخرين، ورضا بالغ عن الحياة تمثل محركات أساسية للسعي للحصول على مختلف الحقوق المدنية والسياسية التي تحدد مواصفات الديمقراطية الليبرالية؛ ووجود ارتباط كبير بين الديمقراطية الحقيقية وقيم التعبير عن الذات، باعتبار الديمقراطية أكبر من مجرد نظام سياسي، وإنما هي طريقة للحياة. إن انتشار قيم التعبير عن الذات يسمح بانتشار وعي مواجهة السلطة، حيث يمكن أن تؤثر على تزايد الاحتجاج اللاعنفي والضغط من أجل المحافظة على نزاهة النخب وقبولها بالمحاسبة والاستجابة لمطالب الناس¹³.

إن الثقة في الفرد لتصبح قيمة مدعمة للمواطنة، يفترض انتشارها في مختلف خلايا المجتمع، وفي مختلف مؤسسات التنشئة؛ العائلة، والمؤسسات التعليمية، والجمعيات المدنية، والأحزاب السياسية، والمؤسسات الدينية، والمؤسسات الإعلامية، فعلى سبيل المثال، يعتبر احترام آراء الطلبة وانخراطهم الطوعي في المجالس، وفتح باب المشاركة الواعية أمامهم في الدروس، والنقد الموضوعي، بدل التركيز على «التدريس الوعظي» الذي ينظر إلى الطالب كإنسان قاصر يحتاج إلى تقويم وقولبته في أنماط جاهزة بشكل قسري.. تعتبر كلها مقومات أساسية لترسيخ قيم المواطنة على مستوى الجامعة، وجعلها واسطة ديمقراطية.

إضافة إلى أن الثقة بين الأشخاص تساهم في بناء بعض الأسس والهيكل الاجتماعية التي تتطلبها الديمقراطية. فقد أكد عدد من الدارسين أمثال جيمس كولمان (James Coleman)، وغابرييل ألوند، وسيدني فيربا، وروبرت بوتنام (Robert Putnam)، وفرانيس فوكوياما (Francis Fukuyama).. أهمية انتشار الثقة في الازدهار الاقتصادي والتطور الديمقراطي¹⁴، «مستندين في ذلك على النسبة العالية من الثقة التي تتجاوز حدود الأسرة، وتمتد إلى المجتمع الأوسع، والتي تميز المجتمعات المتقدمة، مؤكدين أن المجتمعات التي تنحصر فيها الثقة في حدود الأسرة، تعرف نسبا أكبر من الفساد والتهرب الضريبي. وتبعاً لذلك، فإن السلوك الانتهازي، والأناية المفرطة، والغيرة من النجاح، واعتبار المنافسة عدواناً، وتخوين الآخر وشيطنته، والارتكان إلى منطق المافيا في التعامل مع الآخرين.. أمور تتنافى مطلقاً مع قيم المواطنة¹⁵».

4. انتشار ثقافة التعاقد والمساواة أمام القانون

إن تجسيد المواطنة على أرض الواقع يقوم على معاملة القانون لأعضاء المجتمع على قدم المساواة بغض النظر عن الانتماء الديني أو العرقي أو المنحدر الاجتماعي، بشكل يعزز المساواة واقعيًا، وانتشارها ثقافيًا، وخضوع جميع الأفراد لقواعد معيارية لدولة القانون، واضحة، ومعروفة، وعامة.

إن المساواة أمام القانون، وما تقتضيه من الحد من انحرافات السلط: الاجتماعية والاقتصادية والثقافية والسياسية المؤثرة على تمتع المواطنين بحقوقهم وضماداتها، تؤدي دون شك إلى سيادة علاقات ومعاملات بين الأفراد والجماعات، قائمة على التعاقد الحر والشفاف في مختلف الميادين، بشكل يجعل كل فرد يعلم التزاماته وحقوقه وحقوق الآخرين.

ولعل انتشار مثل هذه القيم في المجتمع يعد من أهم الضمانات الواقعية للمواطنة. ذلك أنه يصعب تصور المواطنة في ظل اللامساواة القانونية، وسيادة التمييز بين الأفراد واقعيًا وثقافيًا، وانتشار التهرب من تطبيق القانون والتدليس في تطبيقه.

ثانياً: بعض محددات الثقافة السياسية الحزبية في المغرب

إن القيم والتوجهات والمعتقدات السائدة داخل الأحزاب السياسية المغربية، والمعبر عنها في السلوك السياسي، والممارسة السياسية لهؤلاء الفاعلين، لا يمكن فصلها عن جملة من العوامل والظواهر الفاعلة في الظاهرة الحزبية والمحيط بها في المغرب، يمكن التركيز في هذا الصدد على نوعين:

1. محددات سوسيو-سياسية

وتتمثل في عناصر تنتمي إلى البيئة السياسية المغربية الكلية، وفي عناصر داخلية ضمن النسق الحزبي، تلعب دوراً محددًا في الثقافة السياسية الحزبية، يمكن التشديد على ما يلي:

• **غياب شرط ممارسة السلطة:** إن هذا النقص الذي رافق أفق الأحزاب السياسية المغربية منذ نشأتها، والذي كان من بين الأسباب التي دفعت بعض الباحثين وعلى رأسهم ويليام زارتمان (William Zartman) إلى توصيف الأحزاب السياسية المغربية باعتبارها جماعات مصالح ليس إلا، بحكم نشأتها في ظل فقدان المغرب لسيادته بفعل الحماية الفرنسية والإسبانية، وتركيزها على التحرر والاستقلال، وبالتالي لا تسعى إلى ممارسة السلطة.. استمر في مغرب الاستقلال، بحكم قيام بناء السلطة على ممارسة الملك لسلطات دستورية واسعة، وبحكم تعزيز مكانته الرمزية، بشكل يجعله صاحب الحكم والسلطة، واعتبار باقي الفاعلين مساعدين في التدبير أو مساندين له في المهام.

ولم تؤد الإصلاحات الدستورية والسياسية واقعا لحد الآن إلى إمكانية ممارسة الأحزاب المغربية للسلطة، وهو ما يجعل سقف الممارسة السياسية محدودا، وهوامش التنافس السياسي بين الأحزاب مراقبة.

• **ضعف مؤشرات ديمقراطية النظام السياسي:** ليس من الموضوعي إنكار الإصلاحات السياسية والقانونية والحقوقية التي نهجها المغرب منذ بداية التسعينيات من القرن الماضي، والتي قادت إلى توافق كبير بين النخب السياسية المعارضة والملك، وكذلك، ليس من الموضوعي تجاهل بعض التطورات التي عرفها المغرب، غير أن الواقع السياسي والاقتصادي والاجتماعي يقدم مؤشرات عديدة على ضعف توطين إجراءات الديمقراطية؛ فالفصل بين السلطات بناء ووظيفة مازال محدودا بالرغم من التنصيص عليه دستوريا، ومعايير دولة القانون مازالت تعرف الكثير من الظواهر المخلة بالمساواة والالتزام بالقانون من طرف الجميع. كما أن مشاركة المواطنين في تكوين المؤسسات، وفي القرارات السياسية تشوبه الكثير من الاختلالات تمس نزاهة الانتخابات وشفافيتها ونسب المشاركة الواقعية الضعيفة.

هذه المؤشرات وغيرها تجعل العديد من التقارير الدولية، والدراسات تصنف المغرب ضمن المنطقة الرمادية الفاصلة بين السلطوية والديمقراطية.

• **ضعف الديمقراطية الداخلية للأحزاب المغربية:** اختلالات الديمقراطية الحزبية الداخلية تعد من المؤاخذات الكبيرة على الظاهرة الحزبية المغربية؛ فعدم انتظام انعقاد المؤتمرات الحزبية، وجمود النخبة الحزبية، والإقصاءات

الداخلية، وتجبيش الأنصار الحقيقيين والوهميين، وتهييء الهياكل الداخلية على مقاس الزعيم .. ما هي إلا ظواهر تخفي الكثير من الاختلالات على مستوى التدبير المالي للأحزاب، وعلى مستوى القرار الحزبي.

غير أن هذا لا يعني أن هذه الاختلالات تمس بنفس الدرجة جميع الأحزاب السياسية، كما لا يعني تجاهل بعض الممارسات الجادة هنا وهناك، إنما الممارسة الحزبية الداخلية في عمومها تعرف ظواهر تؤثر في ديمقراطية البنية الحزبية، التي إن ترسخت تؤدي دورا مهما في التعلم السياسي الديمقراطي، وفي توسيع قاعدة المشاركة السياسية، وفي الرفع من نسبتها.

• **الانقسام الحزبي:** إن ظاهرة الانشقاقات الحزبية التي رافقت الأحزاب المغربية منذ نشأتها، واستمرارها وتكرارها في الحياة السياسية المغربية، سواء في زمن الانغلاق أو في زمن الانفتاح، ومسها للأحزاب اليمينية واليسارية، الوطنية وغير الوطنية، الإدارية والمناضلة على حد سواء، يجعل منها محدا للثقافة السياسية الحزبية أكثر مما هي مكون لها. لاسيما أن عدد الانشقاقات منذ انشقاق كتلة العمل الوطني عام 1937 بعد ثلاث سنوات فقط عن تأسيس أول حزب مغربي، يتجاوز 24 انشقاقا، وأن بعض الأحزاب تواترت فيها الانشقاقات كأحزاب العائلة الحركية التي بلغ فيها عدد الانشقاقات ثمانية، وحزب الاتحاد الاشتراكي الذي عرف خمسة انشقاقات، أضف إلى ذلك أن عدد الأحزاب الناتجة عن الانشقاقات تبلغ حوالي ستة عشرة حزبا نشيطا إلى الآن.

وإذا كانت الكثير من مبررات الانقسام الحزبي تلصق بالسلطة، فإن تتبع الانشقاقات في سياقها الظرفي، ووضعها في إطارها التاريخي، والتركيز على المعطيات الكمية والنوعية، والأخذ بعين الاعتبار مختلف العوامل الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والتاريخية والسياسية المرتبطة بهذه الظاهرة، تؤدي إلى الإقرار بتعدد عوامل تفسيرها بشكل يجعلها لا تقتصر فقط على أساليب تدخل الإدارة، وجذور الانقسام القبلي المتوارث، وإنما تشمل كذلك عوامل تنتمي إلى التربة المدنية المغربية؛ اقتصادية واجتماعية وثقافية.

إن قيم ومعتقدات الحزبي اليوم، لا يمكن أن تتحرر من السلطة الثقافية والرمزية التي تمارسها الانقسامات في مخيال المواطن المغربي.

2. محددات ثقافية

تبنى الأحزاب السياسية المغربية للميكانيزمات التنظيمية للأحزاب الغربية، وتمثلها لأدوارها الحديثة، من حيث التأطير، وتعبئة النخب، وتجميع المصالح والتعبير عنها، لا ينفي تأثير موروثات ثقافية تاريخية في البنية الحزبية المغربية، في خطابها وممارستها. وإذا كانت الدراسات تركز على هذا الموروث أو ذاك لتفسير بعض الظواهر الحزبية، فإنه يمكن القول إن نمط التنظيم والزعامة، والقيم الرمزية التي كانت سائدة في البنيات الاجتماعية التقليدية، يمكن أن تجد طريقها إلى الإرث الذهني للنخبة الحزبية، التي لم تعد تنحدر كلها من المدن والحواضر كما كان الأمر في بداية الاستقلال، بل أصبحت تعرف حضورا متزايدا للنخب القروية، لاسيما مع اتساع انفتاح الأحزاب على الأعيان، وتمكينهم من موقع مهم داخلها.

وعليه، يمكن التركيز على الموروثات الثقافية التقليدية التالية:

- **ثقافة الزوايا:** تعد الزوايا من التنظيمات الأساسية لتأطير الأفراد في المجتمع المغربي التقليدي، قبل ظهور الأحزاب السياسية في أواسط الثلاثينيات من القرن الماضي، إلى جانب القبائل وخلايا التعليم، وقوالب التنظيمات الإنتاجية. وبالرغم من أن التأطير كان يتم في شكل ضيق ومحدود، وغلب عليه الطابع الموسمي والظرفي، إلا أن تعدد أدوارها ووظائفها، سواء من خلال علاقاتها مع السلطات، أو مع المدارس والمساجد، واندماج العديد من الزوايا في النسق المغربي منذ القرن السابع عشرة.. جعلها تلعب دورا مهما في المجتمع المغربي التقليدي، وترسخ جملة من القيم طيلة قرون. فباعتبار الزاوية مؤسسة للتركيب بين الإسلام التاريخي المحلي والإسلام النصي، القدسي والدنيوي، الاقتصادي والطقوسي، الشرف والبركة، فإنها اخترقت المجتمع المغربي أفقيا وعموديا، من خلال القيم التي نشرتها، المتمثلة أساسا في علاقة الشيخ بالأتباع، وتقديس التراتبية في إطار العلاقات الاجتماعية، والإعلاء من قيم الشرف والبركة، وتمثلات دينية عن الأنا والآخر.

هذه الترسبات وجدت طريقها إلى الأحزاب المغربية من خلال إعادة إنتاجها بصور مختلفة، لاسيما، نمط الزعامة والمشیخة، القائم على التبعية الشخصية، والولاء للزعيم. لكن دون أن يعني ذلك أن بنية الحزب المغربي مجرد استتساخ

لبنية الزاوية كما ذهب إلى ذلك بعض الباحثين¹⁶، بل إن هذه الترسيبات التقليدية باعتبارها عناصر ثقافية تفعل فعلها في ذهنية النخب والجماهير.

إن داخل الأحزاب السياسية المغربية هناك تأثير لهذه الترسيبات، سواء تعلق الأمر بالنخبة أو الجماهير، إذ هناك من يعتقد نفسه محاطا بأتباع، كما هناك من جانب الجماهير من ينظر إلى زعيم الحزب باعتبار شيخ الجماعة، يستحق طاعة عمياء، وتقديس يليق بما يتوفر عليه من ملكات استثنائية.

• **القيم الأبوية:** تعرف بعض البنيات الاجتماعية في المغرب، كالأ أسرة والمدرسة، والمؤسسات الدينية سيادة قيم الأبوية القائمة على اعتبار كل صاحب سلطة بمثابة أب المجموعة، يستوجب الطاعة والامتثال والتبعية وعدم النقد.

وتفرض القيم الأبوية ترويض الفرد وتطويعه وفقا لنماذج جاهزة دون نقاش، وغرس قيم الخوف من السلطة، وتحجيم التفكير الحر المستقل عن كبير العائلة، وهو ما يجعل الشخص دائما تواقا إلى الزعامة من أجل تولي ممارسة الدور نفسه.

إن مثل هذه القيم التي يحملها الأفراد من خلال التنشئة الاجتماعية تؤثر في طريقة تفاعل الأفراد داخل التنظيمات الحزبية. وعدد من السلوكيات الملاحظة داخلها، كسيادة الخضوع، والسلوك الحذر، وعدم الوضوح في المواقف والممارسات، والمكر والخديعة، بدل الرغبة في التغيير والتحرر من السلطة الرعوية.. تجد جذورها في القيم الأبوية.

• **ترسيبات شبكة البازار:** يقصد بالبازار هنا تلك الشبكة من رواج المنتجات والسلع ورؤوس الأموال والأشخاص، وكذا رواج الأفكار، القائمة على تقسيم الحرف إلى عوالم مغلقة، وأهمية العلاقات الشخصية المباشرة في مختلف المعاملات المادية، وسيطرة الوسطاء عديمي الحرفة، الذين يستثمرون في نقص المعلومات، والذي عرف حضورا قويا في الحواضر المغربية إلى وقت قريب بشكل يجعل من قيمه وأفكاره عناصر ثقافية وتاريخية مؤثرة في الذهنية الحزبية. ذلك أن البنية البازارية المحكومة، بالعلاقات الشخصية والزيونية، ورسملة الانحرافات بدل تصحيحها، وكثم المعلومات وعدم رواجها، وطول المفاوضات، وتضخم الخطاب والبلاغة، تفعل فعلها في ذهنية المنحدرين من وسطها¹⁷.

وما يطبع الحقل السياسي «من حلقة ضيقة، وارتجال حرفي، وميل للمساومات المطولة، وتضخم البلاغة الإيديولوجية والسياسية على حساب الممارسات الدالة، وذلك حتى عند بعض من يعادون كل الإيديولوجيات، لكن بواسطة خطاب مجرد وإيديولوجي بالذات¹⁸» دلائل قوية على استمرار تأثير هذه الترسيبات في الذهنية السياسية.

ثالثا: اختلال العلاقة بين الثقافة السياسية الحزبية والمواطنة

إن التركيز على بعض الاختلالات التي تعرفها الأحزاب السياسية المغربية، لا ينفى الدور الذي لعبته في الحياة السياسية المغربية، وفي عدد من الإصلاحات السياسية والدستورية والحقوقية، غير أن ترشيد الممارسة يقتضي التنبيه اليقظ إلى بعض جوانب القصور، لاسيما على مستوى ضعف الثقافة السياسية الحزبية في تدعيم أسس المواطنة وقيمتها. يمكن الإشارة من بينها إلى ما يلي:

1. ضعف نموذج الزعامة الحزبية

إن تأسيس الزعامة على قيم الاعتدال، والتسامح، والمرونة، والسلطة المحدودة، يسمح بتقديم نموذج-مثال عن الممارسة السياسية، مساهم في ترسيخ قيم الديمقراطية الداخلية بصفة خاصة، والديمقراطية على مستوى المجتمع بصفة عامة. ذلك أن التعلم السياسي يرتبط بتمثل الأفراد للقائد. لذلك كلما كان هذا الأخير ديمقراطيا في سلوكه ورشيدا في ممارساته، كلما ساهم ذلك في تعزيز ثقافة المواطنة. ويصعب تصور انتشار قيم المواطنة في ظل وجود قيادات حزبية استبدادية وتسلطية واستغلالية.

ويسجل في السنوات الأخيرة على مستوى القيادة الحزبية في المغرب ضعفا واضحا، بشكل يجعلها بعيدة عن تجسيد نموذج-مثال للقيادة الديمقراطية. فالاستناد على الانقلاب على المعايير الديمقراطية في الوصول إلى قيادة الأحزاب، والشعبوية المفرطة في الخطاب والممارسة، وعدم استقلالية القيادة عن مراكز السلطة السياسية والسلطة المالية، وتحويل الإطار الحزبي إلى مجال للتصفية السياسية والرمزية للمعارضين من طرف القيادات الحزبية.. تجعل القيادة الحزبية في المغرب بعيدة عن النموذج الديمقراطي.

2. هيمنة ثقافة الكولسة

إذا كانت الديمقراطية تقتضي سيادة قواعد واضحة للممارسة السياسية والشفافية في الخطاب والسلوك، فإن الحفاظ على المواقع في الأحزاب المغربية وتوطيد الهيمنة بطريقة غير ديمقراطية، يدفع النخبة الحزبية إلى تغليب الكولسة، حيث تظل أغلبية المنخرطين بعيدة عن معرفة حقيقة القرار الحزبي وأبعاده وخلفياته. وتتخذ المعلومة الحزبية كمصدر للتضليل، أو مصدر للمناورة وتحقيق منافع غير مشروعة، أو كمصدر للهيمنة والتهرب من المسؤولية، وما السواد الذي يحكم التدبير المالي الحزبي، ومساطر منح تزكيات الترشح للانتخابات، ومعايير الاستوزار إلا مؤشرات دالة على ذلك.

إن المقصود هنا ليس الصيرورة الخفية التي يمكن أن ترافق صناعة بعض القرارات، الذي يعتبر ممارسة عادية في أعرق التنظيمات الديمقراطية، ولكن نقصد أساسا حجب المعلومات على المناضلين والتلاعب بها، واتخاذها رأسمالا سياسيا داخليا، وتبني التضليل سلوكا غالبا في بناء الهياكل الداخلية وفي الممارسة، بشكل يجعل التنسيق الخفي الضارب لأدنى قواعد الأخلاق الديمقراطية سلوكا حزبيا سائدا وممارسة محبذة، كما يجعل من الكذب والتآمر والتزوير وشرعنة الاختلالات قواعد مبررة للعبة السياسية.

3. «الحلقية» الحزبية وتأثيراتها

كثيرا ما تظهر داخل الأحزاب السياسية المغربية مجموعات غير مهيكلة خارج التنظيم الحزبي الداخلي، تتخذ صورة الالتفاف حول «قائد» فرعي، وغير محكومة بتوجهات فكرية وإيديولوجية بقدر ما هي محكومة بعلاقات شخصية مباشرة، ينحو الكثير منها إلى لعب دول «جماعة ضاغطة» داخل الحزب السياسي، مهمتها تحقيق منافع وغنائم لأعضائها.

وتعرف الممارسة في الغالب، مناصبة العداء المتبادل بين «المجموعات الضيقة»، بشكل يجعل التنافس الداخلي يتخذ صورة الصراعات الشخصية الحادة والمزمنة، والإقصاء، وعدم الاعتراف بنسبية الأفكار المطروحة.

إن انتشار الحلقة الضيقة و«الشلل» داخل الأحزاب المغربية يجعل منها خلايا للتصارع، والتربية على عدم الثقة في الآخر، وتغليب المصالح الضيقة الآنية والشخصية على باقي المصالح، مما يحد من جعل الحزب فضاء مشترك يتسع لتيارات مختلفة، ومن تقدير المصالح العامة.

خلاصة

إن القيم والأفكار المرتبطة بالممارسات الحزبية المغربية وتأثيراتها تحد بشكل فعلي من انتشار قيم المواطنة والدفاع عنها على مستوى المجتمع، وتساهم في ضعف الثقافة الديمقراطية. إذ إن النماذج السياسية السيئة، والصراعات الشخصية، والتضليل، وعدم التسامح، واتخاذ الانتماء الحزبي مطية للوصول إلى غنائم القطاع العام، وضعف الالتزام بالقوانين الداخلية، وهيمنة الوعودية والذرائعية.. لا يمكن أن تساهم في تعزيز تمتع الأفراد بالحقوق والحريات، والالتزام بالقانون والواجبات، ولا في ترسيخ المساواة، والمشاركة الجادة، والاستقلالية في الفعل السياسي والمدني، بقدر ما تساهم في إطالة وضع الرعية بالنسبة للأفراد. لذلك فمسؤولية تعزيز مبادئ المواطنة وقيمها في المجتمع لا تتعلق فقط بالدولة، وإنما مسؤولية التنظيمات الحزبية والمدنية كذلك.

الهوامش

- 1 | كورتينا أيديلا، مواطنون في العالم، نحو نظرية للمواطنة، ترجمة على المنوفي، الكتب خان للنشر والتوزيع، القاهرة، الطبعة الأولى، 2014، ص. 76.
- 2 | الفكرة تعود إلى لويسيان باي اعتمادا على داييموند لاري، مصادر الديمقراطية: ثقافة المجموع أم دور النخبة؟، ترجمة سمية فلو عبود، دار الساقى، بيروت، الطبعة الأولى، 1994، ص. 17.
- 3 | كوش دنيس، مفهوم الثقافة في العلوم الاجتماعية، ترجمة منير السعيداني، المنظمة العربية للترجمة، بيروت، الطبعة الأولى، 2007، ص. 175.
- 4 | كوش دنيس، مرجع سابق، ص. 174.
- 5 | هيتز ديريك، تاريخ موجز للمواطنة، ترجمة آصف نصار ومكرم خليل، دار الساقى، بيروت، الطبعة الأولى، 2007، ص. 173.
- 6 | الكواري علي خليفة، «مفهوم المواطنة في الدول الديمقراطية»، في كتاب جماعي: الديمقراطية والتنمية الديمقراطية في الوطن العربي، مركز دراسات الوحدة العربية، بيروت، الطبعة الأولى، 2014، ص. 77-78.

- 7 | دايوند لاري، مصادر الديمقراطية، مرجع سابق، ص. 23.
- 8 | المرجع نفسه، ص. 19-20.
- 9 | دايوند لاري، روح الديمقراطية، الكفاح من أجل بناء مجتمعات حرة، ترجمة عبد النور الخراقي، الشبكة العربية للأبحاث والنشر، بيروت، الطبعة الأولى، 2014، ص. 243.
- 10 | سبيلا محمد، في زمن العولمة، دار توبقال، الدار البيضاء، الطبعة الأولى، 2006، ص. 55.
- 11 | المرجع نفسه.
- 12 | ماريانو جروندينا، «دراسة الأنماط الثقافية للتطوير الاقتصادي»، في: لورانس إ. هاريزون وصمويل هنتغتون، الثقافات وقيم التقدم، ترجمة شوقي جلال، المركز القومي للترجمة، القاهرة، الطبعة الثانية، 2009، ص. 122.
- 13 | تيليغا كريستيان، علم النفس السياسي، رؤى نقدية، ترجمة أسامة الغزولي، سلسلة عالم المعرفة، عد 436، الكويت، 2016، ص. 48-50.
- 14 | يمكن مراجعة:
- إتونجا مانجويل دانييل، «الثقافة الديمقراطية»، في: لورانس إ. هاريزون وصمويل هنتغتون، الثقافات وقيم التقدم، مرجع سابق، ص. 181.
- هاريزون لورانس، دعم التغيير الثقافي المرهلي، في المرجع نفسه، ص. 494-498.
- فوكوياما فرانسيس، الثقة، الفضائل الاجتماعية ودورها في خلق الرخاء الاقتصادي، ترجمة معين الإمام ومجاب الإمام، منتدى العلاقات العربية والدولية، قطر، الطبعة الأولى، 2015.
- 15 | الرضواني محمد، في الثقافة السياسية بالمغرب، مطبعة المعارف الجديدة، الرباط، الطبعة الأولى، 2015، ص. 51.
- 16 | نقصد على الخصوص روبرت ريزيت، ومحمد ضريف.
- 17 | في هذا الإطار يمكن مراجعة:
- بردوزي محمد، «التحول الديمقراطي سياسيا ومجتمعيا، تناغم أم تنافر؟» في: الديمقراطية والتحويلات الاجتماعية في المغرب، تنسيق سعيد بنسعيد العلوي، منشورات كلية الآداب والعلوم الإنسانية بالرباط، مطبعة النجاح الجديدة، الدار البيضاء، الطبعة الأولى، 2000، ص. 111-123.
- BERDOUZI Mohamed, Structures et dynamiques social au Maroc. Evaluation des analyses anglo-américaines, les Editions la Croisée des chemins, Casablanca, 2012, p. 118-124.
- 18 | بردوزي محمد، التحول الديمقراطي سياسيا ومجتمعيا، تناغم أم تنافر؟ مرجع سابق، ص. 122.



Konrad
Adenauer
Stiftung

Le présent ouvrage présente une analyse approfondie des différents aspects du lien entre citoyenneté et partis politiques. Il en est ainsi de la participation politique, de la socialisation politique, de la légitimité politique, de la culture politique, des finances des partis politiques ou de leur mode de gouvernance...

